

Collection
Thèses et Mémoires

no **TM1104**

**Les stratégies syndicales en
émergence face à la dérégulation
du travail en Amérique latine.
Trois études de cas.**

Sara Verret

Université du Québec en Outaouais

Mémoire présenté en vue de
l'obtention du grade Maîtrise ès
science - relations industrielles et en
ressources humaines

Présenté à un jury composé des
personnes suivantes :

Guy Bellemare

Sid Ahmed Soussi

Laurence-Léa Fontaine

Mai 2010

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRiSES)

Collection Thèses et Mémoires- no **TM1104**

« **Les stratégies syndicales en émergence face à la dérégulation du travail en Amérique latine. Trois études de cas.** »

Sara Verret

Université du Québec en Outaouais

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade Maîtrise ès science - relations industrielles et en ressources humaines

ISBN : 978-2-89605-330-8

Dépôt légal : 2011

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives nationales du Canada

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

Axe innovations sociales, développement et territoire

- Les membres de l'axe innovations sociales, développement et territoire s'intéressent à la régulation, aux arrangements organisationnels et institutionnels, aux pratiques et stratégies d'acteurs socio-économiques qui ont une conséquence sur le développement des collectivités et des territoires. Ils étudient les entreprises et les organisations (privées, publiques, coopératives et associatives) ainsi que leurs interrelations, les réseaux d'acteurs, les systèmes d'innovation, les modalités de gouvernance et les stratégies qui contribuent au développement durable des collectivités et des territoires.

Axe innovations sociales et conditions de vie

- Les membres de l'axe innovations sociales et conditions de vie repèrent et analysent des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

Axes innovations sociales, travail et emploi

- Les membres de l'axe innovations sociales, travail et emploi orientent leurs recherches vers l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans les services, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les travaux portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles. Ils concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, l'équité en emploi et la formation.

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires postdoctoraux, la formation des étudiants, le CRISES organise une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, le rapport annuel et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.crisis.uqam.ca>.

Juan-Luis Klein
Directeur

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

LES STRATÉGIES SYNDICALES EN ÉMERGENCE FACE À LA DÉRÉGULATION DU
TRAVAIL EN AMÉRIQUE LATINE: TROIS ÉTUDES DE CAS

PAR
SARA VERRET

MÉMOIRE PRÉSENTÉ EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE
MAÎTRISE ÈS *SCIENCE* – RELATIONS INDUSTRIELLES ET EN RESSOURCES
HUMAINES

MAI 2010

PRÉSENTÉ À UN JURY COMPOSÉ DES PERSONNES SUIVANTES :

GUY BELLEMARE

SID AHMED SOUSSI

LAURENCE-LÉA FONTAINE

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire est de faire le point sur la nouvelle dynamique des stratégies syndicales en Amérique Latine face au contexte de dérégulation du travail, en examinant de façon plus particulière les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil. La question de recherche est traitée par le biais d'une revue critique de la littérature et d'une étude des documentations institutionnelles et informelles, qui permettent d'analyser et de comparer les stratégies syndicales traditionnelles et nouvelles, pour construire un modèle typologique visant à reconnaître les stratégies syndicales en émergence.

Ce modèle typologique nous permet de confirmer notre hypothèse, selon laquelle les acteurs syndicaux latino-américains privilégient des stratégies syndicales atypiques, en rupture avec les stratégies récurrentes des organisations syndicales traditionnelles. Notre analyse révèle que les stratégies syndicales en Amérique Latine reposent désormais sur l'élargissement du champ de recrutement et de représentation syndical; qu'elles constituent de nouvelles expériences qui élargissent le répertoire traditionnel d'actions collectives; qu'elles privilégient une organisation décentralisée basée sur les principes d'autonomie syndicale et de démocratie participative; qu'elles reposent sur la reconnaissance et la construction de nouvelles solidarités et d'alliances solides et élargies à des acteurs jusqu'ici peu sollicités; et qu'elles visent à jouer un rôle social majeur au sein des sociétés civiles, dans le but de consolider la démocratie, les droits humains et la justice sociale. Cette analyse démontre la réelle pertinence du syndicalisme comme contrepoids face aux politiques néolibérales, et témoigne d'un véritable renouveau syndical.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	ix
LISTE DES TABLEAUX	xi
LISTE DES SIGLES.....	xiii
INTRODUCTION	1
 PROBLÉMATIQUE.....	 3
 CHAPITRE I HISTOIRE ET ÉVOLUTION CONTEMPORAINE DES SYNDICALISMES EN AMÉRIQUE LATINE	 13
1.1 Évolution du syndicalisme en Amérique Latine: de 1900 à 1960.....	13
1.1.1 Naissance du mouvement ouvrier	13
1.1.2 Développement d'un protectionnisme économique et légal	14
1.1.3 Contexte sociopolitique.....	16
1.1.4 Populismes, intégration sociopolitique des travailleurs et contrôle des syndicats	17
1.2 Évolution du syndicalisme en Amérique Latine : de 1960 à 1980.....	18
1.2.1 Dictatures et répression du mouvement syndical	18
1.2.2 Retour de la démocratie politique et crises économiques	19
1.3 Principales caractéristiques et traits distinctifs des relations du travail traditionnelles en Amérique Latine	20
1.4 Évolution comparée du travail et du syndicalisme au Mexique, en Argentine et au Brésil	22
1.4.1 Le cas du Mexique	23
1.4.2 Le cas de l'Argentine	25
1.4.3 Le cas du Brésil.....	29
1.5 Conclusion	33
 CHAPITRE II DÉRÉGULATION DU TRAVAIL ET ÉMERGENCE DE NOUVELLES STRATÉGIES SYNDICALES.....	 37
2.1 Évolution récente des économies du Mexique, de l'Argentine et du Brésil	37
2.1.1 Crises d'endettement et bouleversements économiques	38

2.1.2	Programmes d'ajustement structurels et virage néolibéral.....	39
2.1.3	Mise en œuvre de mesures de réforme économique	40
2.2	Restructuration de l'organisation productive	43
2.2.1	Délocalisation de la production : le secteur des <i>maquiladoras</i>	44
2.2.2	Segmentation de la production : le secteur de l'automobile.....	45
2.3	Redéfinition des rôles des acteurs socio-économiques et flexibilisation de l'emploi	46
2.4	Impacts sur le monde de l'emploi et sur les travailleurs	49
2.4.1	Tendances à la baisse des salaires	49
2.4.2	Secteur des <i>maquiladoras</i> : impacts sur l'emploi et les salaires	50
2.4.3	Suppression d'emplois et explosion du secteur informel	51
2.4.4	Inégalités de revenus, chômage et pauvreté	56
2.4.5	Les cas du Brésil et de l'Argentine	56
2.4.6	Le cas du Mexique	57
2.5	Facteurs de crise et de remise en question de l'action syndicale traditionnelle	58
2.6	Chute du taux de syndicalisation et perte de pouvoir syndical	59
2.7	Reconfiguration des processus de négociation collective et de convention collective	66
2.8	Les conditions de l'émergence de nouvelles stratégies syndicales	68

CHAPITRE III

LES TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES DU SYNDICALISME DANS LES PAYS DU SUD: LES PRINCIPALES PERSPECTIVES D'ANALYSE

3.1	Les syndicalismes face à la mondialisation : crise des stratégies.....	72
3.1.1	Actions orientées vers la société civile.....	73
3.1.2	Solidarités élargies à d'autres acteurs	74
3.1.3	Objectifs, organisation des structures et stratégies d'action collective	75
3.2	Les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collective	77
3.2.1	Tendances en matière de nouvelles approches et stratégies syndicales	78
3.2.2	Nouvelles orientations syndicales	81
3.3	Caducité des stratégies traditionnelles et crise de représentation : quelle alternative pour le mouvement syndical	84
3.3.1	Mécanismes de restructuration économique et réactions du mouvement syndical	84

3.3.2	Émergence de nouvelles structures syndicales et renouvellement de l'action syndicale: parallèles avec le syndicalisme africain	86
3.4	Conclusion	92
3.4.1	Objectifs syndicaux	93
3.4.2	Stratégies syndicales	93
3.4.3	Structures syndicales	95
3.4.4	Degré d'institutionnalisation de l'action syndicale	96

CHAPITRE IV

CARACTÉRISTIQUES ET ANALYSE DES NOUVELLES STRATÉGIES SYNDICALES

4.1	Brève présentation des acteurs	100
4.1.1	Le cas du Mexique	100
4.1.2	Le cas de l'Argentine	101
4.1.3	Le cas du Brésil	102
4.2	Expériences singulières	103
4.2.1	Première dimension: l'élargissement des campagnes de recrutement syndical	103
4.2.2	Deuxième dimension: les nouvelles formes de l'action collective	108
4.2.3	Troisième dimension: les structures et les modes de représentation collective	118
4.2.4	Quatrième dimension: la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux	124
4.2.5	Cinquième dimension: la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie	137
4.3	Synthèse générale	149
4.4	Schéma récapitulatif: nouvelles stratégies syndicales	150

CHAPITRE V

CONCLUSION GÉNÉRALE

BIBLIOGRAPHIE

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
2.1	Croissance du PIB réel et de la proportion des échanges dans le PIB – Argentine.....	41
2.2	Croissance du PIB réel et de la proportion des échanges dans le PIB – Brésil	41
2.3	Croissance du PIB réel et de la proportion des échanges dans le PIB – Mexique.....	42
2.4	Dette externe de l’Argentine, du Brésil et du Mexique (1990-2008).....	43
2.5	Salaires réels en Argentine, au Brésil et au Mexique (1990-2008).....	50
2.6	Pourcentage de l’emploi total occupé par le secteur informel en Argentine	53
2.7	Pourcentage de l’emploi total occupé par le secteur informel au Brésil	54
2.8	Pourcentage de l’emploi total occupé par le secteur informel au Mexique.....	55
2.9	Taux de chômage en Argentine, au Brésil et au Mexique (1990-2008).....	58
2.10	Évolution du nombre de grèves en Argentine (1980 à 2002).....	64
2.11	Évolution du nombre de grèves et du nombre moyen de grévistes par grève au Brésil (1980 à 1999)	65
2.12	Évolution du nombre de grèves au Mexique au cours des années 1990	66
4.1	Évolution du nombre de <i>cortes de rutas</i> en Argentine (1997 à 2002)	113

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
Problématique.1	Synthèse des cinq dimensions clés.....	12
2.1	Proportion de l'emploi rémunéré correspondant à une forme de travail temporaire en Argentine et au Mexique (1996 à 2002)	48
2.2	Pourcentage de l'emploi rémunéré constituant un emploi non protégé en Argentine, au Brésil et au Mexique (1991 à 2002)	48
2.3	Taux de syndicalisation en Argentine, au Mexique et au Brésil (1975 à 2002).....	61
2.4	Taux de syndicalisation, taille des usines et secteur <i>maquiladora</i> (2001)	62
2.5	Conventions collectives ratifiées en Argentine au niveau des secteurs économiques, des secteurs d'activité et des entreprises (1991 à 2002).....	68
3.1	Principales tendances «traditionnelles» et «émergentes» en matière de syndicalisme.....	97
4.1	Caractéristiques des nouvelles stratégies syndicales.....	152

LISTE DES SIGLES

ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
APPO	<i>Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca</i> Assemblée populaire du peuple de Oaxaca
BM	Banque mondiale
CGT	<i>Confederacion General del Trabajo</i> Confédération générale du travail
CISL	<i>International Confederation of Free Trade Unions</i> Confédération internationale des syndicats libres
CJM	Coalition pour la justice dans les <i>Maquiladoras</i>
COSATU	<i>Confederation of South African Trade Unions</i> Confédération des syndicats sud-africains
CTA	<i>Central de los Trabajadores Argentinos</i> Centrale des travailleurs argentins
CTM	<i>Confederacion de Trabajadores de Mexico</i> Confédération des travailleurs mexicains
CUT	<i>Central Unica dos Trabalhadores</i> Centrale unique des travailleurs
FAT	<i>Frente Autentico del Trabajo</i> Front authentique du travail

FMI	Fonds monétaire international
FTV	<i>Federacion de Tierra, Vivienda y Habitat</i> Fédération terre et logement
ISMDS	<i>Southern Initiative on Globalization and Trade Unions Rights</i> Initiative du Sud sur la mondialisation et les droits syndicaux
MST	<i>Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra</i> Mouvement des travailleurs sans-terre
MTD	<i>Movimiento Trabajadores Desocupados</i> Mouvement des travailleurs sans emploi
MUA	Métallurgistes unis d'Amérique
NADL	<i>National Association of Democratic Lawyers</i> Association nationale des avocats démocrates
ONG	Organisation non gouvernementale
PRI	<i>Partido Revolucionario Institucional</i> Parti révolutionnaire institutionnel
PT	<i>Partido dos Trabalhadores</i> Parti travailliste
RMALC	<i>Red Mexicana de Accion Frente al Libre Comercio</i> Réseau mexicain d'action contre le traité de libre commerce

SACTWU	<i>Southern African Clothing and Textile Workers Unions</i> Syndicat sud-africain des travailleurs du vêtement et du textile
SINTTIM	<i>Sindicato Independiente de Trabajadores y Trabajadoras de la Industria Maquiladora</i>
TCA	Travailleurs canadiens de l'automobile
UE	<i>United Electrical Workers</i> Syndicat uni des travailleurs et travailleuses de l'électricité
UNT	<i>Union Nacional de Trabajadores</i> Union nationale des travailleurs

INTRODUCTION

Ce mémoire s'intéresse à la question de l'émergence de nouvelles stratégies syndicales face à la dérégulation du travail en Amérique Latine. De façon plus particulière, il analyse les activités syndicales dans trois pays: le Mexique, l'Argentine et le Brésil. En vue de faire le point sur la nouvelle dynamique liée aux stratégies syndicales, ce mémoire cherche à rendre compte des modes de représentation et d'action collectives en se fondant sur les transformations qui ont affecté les régimes du travail, l'action syndicale institutionnelle et les stratégies de solidarités locales et globales dans ces pays.

La question de recherche sera traitée par le biais d'une revue critique de la littérature et d'une étude des documentations institutionnelles et informelles, qui permettront d'analyser et de comparer les stratégies syndicales traditionnelles et nouvelles, pour construire un modèle typologique visant à reconnaître les stratégies syndicales en émergence. Suite à la problématisation de la question de recherche, le premier chapitre de ce mémoire présente un survol de l'histoire et de l'évolution contemporaine du syndicalisme en Amérique Latine et, de façon plus particulière, au Mexique, en Argentine et au Brésil, afin de dégager les principales caractéristiques et traits distinctifs des relations du travail de ces pays. Le deuxième chapitre analyse les divers processus de dérégulation du travail en Amérique Latine ainsi que leurs répercussions sur le monde de l'emploi et sur les travailleurs, afin d'expliquer la crise et la remise en question de l'action syndicale traditionnelle. Le troisième chapitre expose les principales perspectives d'analyse des transformations contemporaines du syndicalisme dans les pays du Sud. Le quatrième chapitre analyse les caractéristiques des stratégies syndicales en émergence, en présentant des expériences particulières à l'œuvre dans les trois cas à l'étude dans ce mémoire. Enfin, le cinquième chapitre présente une synthèse et une conclusion générale pour l'ensemble de ce mémoire.

PROBLÉMATIQUE

Au cours des dernières années, le nouveau contexte économique caractérisé par la dérégulation du travail et la mondialisation a imposé de nouvelles contraintes aux divers acteurs sociaux en Amérique Latine. Les effets découlant de la dérégulation du travail sont notamment liés à l'externalisation transnationale des activités des entreprises, à la délocalisation quasi systématisée de la production des pays développés vers les pays en voie de développement, y compris ceux d'Amérique Latine, à la formation de *maquiladoras* et à divers changements institutionnels visant à faciliter le processus de délocalisation et à entraver la syndicalisation, par le biais notamment de modifications apportées au cadre légal.

Les pressions liées au nouveau contexte se font sentir chez l'ensemble des mouvements sociaux latino-américains, et plus particulièrement par le mouvement syndical. Ainsi, les transformations socio-économiques induites par les processus de dérégulation du travail, notamment le changement sur le plan des valeurs, la restructuration du marché du travail, les nouvelles méthodes de gestion et l'hétérogénéité accrue de la main-d'œuvre, représentent des défis inédits et ont un effet déterminant sur la capacité d'action du mouvement syndical (Le Queux, 2002).

Face à ce nouveau contexte économique, les pratiques traditionnelles des syndicats latino-américains¹, qui renvoient notamment à la centralisation des structures et la proximité avec le pouvoir de l'État et les partis politiques, s'avèrent inefficaces, voire obsolètes au regard des objectifs visés. Les stratégies traditionnelles semblent en effet produire de moins en moins d'acquis sociaux pour les travailleurs dans ce contexte de dérégulation.

Les syndicats latino-américains se situent donc à la croisée des chemins; ils peuvent tenter de faire face aux pressions engendrées par le nouveau contexte en se tournant vers de nouveaux modes d'action qui leur permettraient de poursuivre leur rôle socio-économique fondamental.

¹ Que nous nommerons «stratégies traditionnelles» dans ce mémoire.

Nous postulons que le nouveau contexte de dérégulation du travail n'a pas anesthésié l'action syndicale, mais que celle-ci continue plutôt de se développer sous de nouvelles formes, même «là où le régime institutionnel des relations du travail subit les contrecoups des nouvelles règles», en tenant compte des contraintes imposées par ce nouveau contexte (Lévesque, 2003).

Certains acteurs syndicaux se sont ainsi engagés dans des formes novatrices d'action collective. Ces dernières renvoient à des modes d'organisation et de représentation collectives qui favorisent la création de solidarités élargies à des acteurs non-traditionnels, intégrant plusieurs composantes des mouvements sociaux à l'œuvre dans ces régions. Ces formes novatrices de l'action syndicale apparaissent comme des «nouvelles stratégies syndicales». Dans ce mémoire, nous cherchons à reconnaître et à construire une typologie des nouvelles stratégies syndicales latino-américaines, afin d'évaluer dans quelle mesure elles peuvent constituer des formes spécifiques de l'action collective.

La pertinence scientifique de ce mémoire peut être attribuée au caractère original propre à notre sujet de recherche. Dans la littérature, peu d'auteurs se sont intéressés précisément à la question des nouvelles stratégies syndicales en émergence face à la dérégulation du travail en Amérique Latine.

Divers auteurs, dont Chossudovsky (2003) et Katz (2004), se sont intéressés au néolibéralisme et au processus général de dérégulation du travail; d'autres, tels que Cook (1998), ont davantage analysé les effets du néolibéralisme sur la législation du travail en Amérique Latine. Plusieurs auteurs ont étudié des cas nationaux particuliers en Amérique Latine. On peut citer Palomino (2000) et son analyse des syndicats en Argentine contemporaine ou encore Autunes (2001) et son étude des défis posés aux syndicats brésiliens. Pour leur part, Collier et Collier (1991) ont analysé en détail le lien entre l'État, les partis politiques et les diverses organisations ouvrières en Amérique Latine.

D'autres auteurs ont davantage examiné les nouveaux types d'action sociale et d'initiatives de travailleurs en Amérique Latine; c'est le cas notamment de Carter (2005) avec son étude du Mouvement des travailleurs sans-terre (*Movimento dos Trabalhadores Rurais*

sem Terra – MST) au Brésil; de Dinerstein (2001) et Gendronneau (2004) par leurs travaux sur les mouvements *piqueteros* argentin; de Guthmann et Tournon (2006) et Ranis (2005) par leurs analyses du mouvement des entreprises récupérées en Argentine; et de Alexander (1998), Anner (2003) et Babson (2000) avec leurs travaux sur les alliances et les solidarités transfrontalières entre travailleurs.

Certains auteurs tels que Burgess (1999), Bronstein (1997) et Patroni (2001) se sont penchés sur la question des effets des réformes du marché propres aux dernières années, sur la législation du travail et sur la nature des alliances entre les syndicats et l'État en Amérique Latine.

Plusieurs auteurs ont également analysé l'ampleur croissante des nouvelles stratégies syndicales à travers le monde. Munck (1999) a étudié la crise du syndicalisme provoquée par la mondialisation et le néolibéralisme à l'échelle internationale et s'est également intéressé aux possibilités de revitalisation du mouvement syndical, notamment par le biais des nouveaux mouvements sociaux globaux. De leur côté, Jose (1999) et Thomas (1995) ont examiné les impacts des réformes économiques et de la mondialisation sur les syndicats dans les pays en voie de développement. Webster et Buhlungu (2001), pour leur part, se sont intéressés de façon plus particulière à la revitalisation du mouvement syndical sud-africain face à ces transformations économiques. Enfin, de nombreux auteurs, y compris Palomino (2004), Eckstein (2004), Beaudet (2005) et Bonnassies (2005) ont étudié les processus d'internationalisation de transnationalisation de l'action des divers mouvements sociaux en réaction au processus de mondialisation.

Les questions des effets de la mondialisation et de la dérégulation du travail sur les divers acteurs sociaux à l'échelle internationale ou dans des cas nationaux particuliers ont ainsi été amplement abordées dans la littérature. Toutefois, la question syndicale a le plus souvent été traitée sous un angle sociopolitique, à savoir la transformation de la relation entre le syndicalisme et l'État. Notre mémoire se distingue donc par le fait que peu d'auteurs se sont intéressés à l'émergence de nouvelles formes de stratégies syndicales spécifiques en Amérique Latine. À notre avis, ces nouvelles pratiques s'avèrent inédites en ce sens qu'elles semblent ne pas présenter de précédent historique dans ce continent.

Ce travail analyse les cas de trois pays latino-américains: le Mexique, l'Argentine et le Brésil. Ces pays constituent un ensemble emblématique de l'évolution contemporaine des modalités de l'action collective, des syndicalismes et des mouvements sociaux en Amérique Latine. Les expériences de stratégies syndicales dans ces pays sont très variées, puisque chaque pays a connu une évolution historique, politique et sociale distincte. Ainsi, le Mexique se situe à cheval sur une identité latino-américaine et une participation à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Il est probablement le pays d'Amérique Latine qui ressent le plus les effets de la dérégulation du travail et de la délocalisation de la production. Pour diverses raisons historiques et culturelles, notamment en ce qui concerne la structure et la forte influence sociale de sa classe ouvrière, l'Argentine constitue un cas distinct en Amérique Latine. De son côté, de par son étendue et sa diversité, le Brésil concentre l'ensemble des problématiques propres à la région latino-américaine. Cependant, malgré leur hétérogénéité, ces trois cas sont particulièrement représentatifs des stratégies syndicales en émergence en Amérique Latine. C'est au Mexique, en Argentine et au Brésil que la dérégulation et les transformations du travail ont été les plus radicales; ces trois pays ont été les lieux les plus propices au développement et à l'organisation de stratégies syndicales non traditionnelles. Le fait d'étudier notre question de recherche dans le cadre d'une analyse comparative de trois pays rajoute à la pertinence de cette recherche, puisque cela permet d'accroître la validité des conclusions tirées pour la région latino-américaine.

Modèle d'analyse

Afin de répondre à notre question de recherche, nous avons identifié cinq dimensions clés, par le biais de l'analyse critique de la littérature portant sur les principales tendances en matière de transformations contemporaines du syndicalisme. Ces dimensions possèdent un caractère longitudinal, qui nous permet de suivre l'évolution des stratégies syndicales dans le temps. L'intérêt de ces cinq dimensions est qu'elles se complètent et s'enrichissent, puisque chacune d'elles reprend un volet particulier de notre question de recherche, et que chacune d'elle a déjà produit des résultats de recherche chez d'autres auteurs. La section suivante

présente ces dimensions et décrit leurs divers éléments constitutifs, leurs références bibliographiques majeures ainsi que leurs indicateurs.

Première dimension: l'élargissement des campagnes de recrutement syndical

La première dimension est inspirée des analyses de Jose (1999) et de Campero (2002). Elle traite des possibilités d'élargissement de la représentation syndicale et d'unification des travailleurs. Cette intégration pourrait se matérialiser malgré l'affaiblissement du pouvoir des syndicats et la polarisation et l'hétérogénéité sociale propres à la région latino-américaine, notamment observables par la fragmentation de la classe ouvrière entre travailleurs détenteurs d'un emploi et chômeurs ou entre travailleurs fixes et travailleurs précaires (Zibechi, 2004; Werner et Aguirre, 2002; Jose, 1999). Pour Jose, ces visées peuvent être atteintes par le biais de l'élaboration de nouvelles tactiques de recrutement; de la prise en compte des besoins particuliers des travailleurs actuels comme la sécurité d'emploi; et de l'intégration de nouvelles catégories de travailleurs, notamment les travailleurs atypiques et les travailleurs du secteur informel (Jose, 1999; Campero, 2002). Cette dimension s'avère pertinente au plan méthodologique, car elle permet de distinguer les actions syndicales répondant aux besoins des travailleurs traditionnels de celles élargies aux nouvelles catégories de travailleurs. Étant donné sa précision, cette dimension ne comprend pas d'indicateur. Enfin, si la dimension *élargissement des campagnes de recrutement syndical* est la première dimension étudiée dans le cadre de ce travail, c'est parce que le type de travailleurs représentés par les organisations syndicales est déterminant pour le contenu des dimensions suivantes.

Deuxième dimension: les nouvelles formes de l'action collective

La deuxième dimension est inspirée des travaux de Lambert et Webster (2001) et de Munck (1999). Les travaux de ces auteurs montrent qu'alors que les mouvements

traditionnels des travailleurs ont davantage privilégié la mobilisation politique, les nouveaux mouvements sociaux adoptent généralement des stratégies d'action collective non-conventionnelles ou audacieuse, par exemple le recours aux systèmes de communication du cyberspace dans le cadre de la coordination et la diffusion de l'action globale (Lambert et Webster, 2001; Munck, 1999). La pertinence de cette dimension sur le plan méthodologique réside dans le fait qu'elle permet d'identifier une rupture entre les formes traditionnelles de l'action collective adoptées par les organisations syndicales dans les pays d'Amérique Latine, et les nouvelles formes de l'action collective. Cette dimension est traitée au regard de deux indicateurs: *les fondements idéologiques des pratiques syndicales*, ou les pratiques discursives, et *la fonction sociale du syndicalisme*, ou les pratiques non discursives (Gagnon, 1991). Il est important de noter que les pratiques discursives et non-discursives, qui représentent les deux principes fondamentaux de l'action syndicale (c'est-à-dire le discours idéologique et la fonction sociale ainsi que les nouvelles stratégies syndicales qui la soutiennent), renvoient à l'analyse de Gagnon (1991) et à la théorie Tourainienne des mouvements sociaux². Cette deuxième dimension est étudiée à la suite de la dimension *l'élargissement des campagnes de recrutement syndical* et ce, parce que la détermination des stratégies à adopter constitue l'étape qui succède logiquement au processus d'identification des membres à représenter.

Troisième dimension: les structures et les modes de représentation collective

La troisième dimension, inspirée des perspectives de décentralisation des structures avancées, notamment, par Munck, s'avère pertinente à notre travail portant sur trois cas d'Amérique Latine dont l'histoire syndicale est marquée par un fonctionnement centralisé et une importante hiérarchisation des organisations (Munck, 1999). Cette dimension est traitée à la lumière de deux indicateurs: *le degré d'autonomie de l'action syndicale* et *le niveau de démocratie syndicale*. Le premier indicateur, lié au *degré d'autonomie de l'action syndicale*

² Pour Touraine, l'étude du changement doit être fondée sur l'organisation sociale et doit accorder une place centrale au conflit et aux mouvements sociaux.

par rapport aux grandes centrales syndicales traditionnelles et aux autres acteurs, dont l'État et les partis politiques, est inspiré des travaux de Munck sur les nouveaux mouvements sociaux (Munck, 1999). L'analyse de Munck indique que les nouveaux mouvements sociaux affirment leur autonomie face aux partis politiques, forment de nouvelles identités et articulent leur action autour de la société civile plutôt qu'autour de l'État (Munck, 1999). Le deuxième indicateur, lié au *niveau de démocratie syndicale*, est lui aussi inspiré des travaux de Munck ainsi que de ceux de Jose (Munck, 1999; Jose, 1999). Ces auteurs montrent qu'alors que les organisations syndicales traditionnelles ont généralement adopté une structure hiérarchique, les nouvelles pratiques syndicales tendent plutôt à adopter une organisation en réseau ou décentralisée, notamment dans le but de s'ajuster aux nouvelles formes d'organisation du travail et d'être en mesure de représenter les travailleurs délocalisés (Jose, 1999; Munck, 1999). La dimension *structures et modes de représentation collective* présente ainsi une validité méthodologique puisqu'elle permet de distinguer les nouvelles stratégies syndicales des stratégies syndicales traditionnelles. Cette dimension est étudiée en troisième lieu puisque la structure et le mode de fonctionnement d'une organisation syndicale découlent de façon logique des types de stratégies syndicales identifiées.

Quatrième dimension: la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux

Suite à l'identification des structures organisationnelles et des modes de représentation collective, les organisations syndicales définissent *la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux* les mieux adaptées à la réalisation de leurs objectifs, en fonction des membres qu'elles représentent et des stratégies qu'elles préconisent. La nature de ces réseaux constitue la quatrième dimension de la présente recherche. La dimension *nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux* est inspirée des analyses de Munck (1999), de Lambert et Webster (2001) et de Soussi et al. (2005). Ces auteurs montrent que les syndicats peuvent se tourner vers les réseaux traditionnels, qui comprennent notamment l'État, les entreprises et les grandes centrales syndicales traditionnelles. Les syndicats également peuvent prendre part à des

réseaux d'alliances élargis à d'autres acteurs sociaux qui débordent des structures traditionnelles et institutionnalisées, tels que les mouvements des femmes, les mouvements pacifistes, de défense des droits humains et de protection de l'environnement, les centres de formation, les organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que diverses associations communautaires (Soussi et al., 2005; Anner, 2003; Lambert et Webster, 2001; Jose, 1999; Munck, 1999). Ces réseaux de solidarité peuvent être formés à l'échelle régionale ou internationale. Étant donné sa précision, la dimension *la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux* ne comprend pas d'indicateur. Enfin, l'intérêt de cette dimension sur le plan méthodologique est que les réseaux d'alliances élargis à des acteurs non-traditionnels caractérisent les mouvements syndicaux des trois pays qui font l'objet de notre étude, et qu'ils nous permettent donc d'identifier une rupture par rapport aux réseaux d'alliance traditionnels établis avec l'État, les entreprises et les grandes centrales syndicales.

Cinquième dimension: la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie

La dernière dimension est inspirée de la fonction «mouvement social» des syndicats et du syndicalisme de transformation sociale, découlant du modèle de Touraine, ainsi que du rôle des nouveaux mouvements sociaux étudié par Munck (1999) (Gagnon, 1991). Ces analyses indiquent que l'interaction syndicale s'effectue au sein de la société civile, plutôt qu'à partir des structures institutionnalisées par les systèmes de relations industrielles et les systèmes politiques (Soussi et al., 2005; Lambert et Webster, 2001). L'objectif consiste à dépasser le rôle limité de prestataire de services, et d'en arriver à modifier les valeurs sociales en vue de déclencher un véritable changement social (Murray et Waddington, 2005; Munck, 1999). À cette fin, les nouveaux syndicats cherchent à limiter les inégalités de revenus. Par exemple, ils tentent de garantir des normes minimales en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail et de sécurité sociale, pour l'ensemble des travailleurs (Jose, 1999). Ils cherchent également à assurer un accès universel à la sécurité de revenu, à l'éducation, à la santé, et à un environnement sain (Jose, 1999). De plus, les nouveaux syndicats élargissent les thématiques traditionnelles propres au mouvement ouvrier et agissent dans le but de

renforcer la démocratie, la justice sociale et les droits de l'homme (Jose, 1999). Étant donné sa précision, la dimension *la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie* constitue en soi un indicateur, et ne requiert donc pas d'indicateur secondaire. Cette dimension est traitée en dernier lieu puisqu'elle permet de situer l'interaction syndicale en fonction des valeurs et des objectifs du mouvement syndical: à partir des structures institutionnalisées dans le cas des syndicats traditionnels ou au sein de la société civile dans le cas des nouveaux types de syndicats.

Le tableau ci-dessous permet de reconnaître et de récapituler les cinq dimensions clés, ainsi que leurs principaux éléments constitutifs, leurs indicateurs (le cas échéant) et leurs références bibliographiques.

L'ensemble de ces dimensions présente une validité méthodologique, puisqu'il permet d'effectuer une distinction claire entre les stratégies syndicales traditionnelles et les nouvelles stratégies syndicales. C'est à la lumière de ces dimensions que nous serons à même de mettre à jour les données qui permettent de répondre à notre question de recherche.

Tableau Problématique.1

Synthèse des cinq dimensions clés

Dimensions	Éléments constitutifs	Indicateurs	Références bibliographiques
1- L'élargissement des campagnes de recrutement syndical	Élargissement de la représentation syndicale et unification des travailleurs Élaboration de nouvelles tactiques de recrutement, prise en compte des besoins particuliers des travailleurs actuels et intégration des nouvelles catégories de travailleurs	S/O	Campero (2002) Jose (1999)
2- Les nouvelles formes de l'action collective	Stratégies d'action collective non-conventionnelles ou audacieuse (e.g. recours aux systèmes de communication du cyberspace)	a- les fondements idéologiques des pratiques syndicales b- la fonction sociale du syndicalisme	Lambert et Webster (2001) Munck (1999) Gagnon (1991)
3- Les structures et les modes de représentation collective	Autonomisation face aux partis politiques, création de nouvelles identités et articulation des actions autour de la société civile plutôt qu'autour de l'État Organisation en réseau ou décentralisée	a - le degré d'autonomie de l'action syndical b- le niveau de démocratie syndicale	Munck (1999) Jose (1999)
4- La nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux	Participation à des réseaux d'alliances élargis à des acteurs sociaux qui débordent des structures traditionnelles et institutionnalisées et ce, à l'échelle régionale ou internationale	S/O	Soussi et al. (2005) Lambert et Webster (2001) Munck (1999)
5- La stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie	Interaction syndicale au sein de la société civile Objectif visant à modifier les valeurs sociales en vue de déclencher un véritable changement social (e.g. renforcer la démocratie, la justice sociale et les droits de l'homme)	S/O	Munck (1999) Jose (1999) Gagnon (1991)

CHAPITRE I

HISTOIRE ET ÉVOLUTION CONTEMPORAINE DES SYNDICALISMES EN AMÉRIQUE LATINE

Ce premier chapitre constitue la base contextuelle et analytique de notre problématique. Il présente un panorama global de l'histoire et de l'évolution générale du syndicalisme en Amérique Latine, à partir du début du 20^e siècle jusqu'aux années 1980. La période des années 1980 coïncide avec la mise en place du nouveau contexte économique en Amérique Latine, guidée par la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel imposés par les organisations financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

Il retrace d'abord l'évolution historique du syndicalisme en Amérique Latine, de 1900 à 1980. Puis, on y expose les principales caractéristiques et traits distinctifs des relations du travail traditionnelles en Amérique Latine. Enfin, ce chapitre procède à une évolution comparative des modèles du travail et du syndicalisme dans les trois pays qui constituent notre terrain de recherche: le Mexique, l'Argentine et le Brésil.

1. 1 Évolution du syndicalisme en Amérique Latine: de 1900 à 1960

1.1.1 Naissance du mouvement ouvrier

Dans plusieurs pays d'Amérique Latine, dont l'Argentine, le Mexique et le Brésil, le début du 20^e siècle est marqué par une période d'industrialisation et par le développement d'une main-d'œuvre urbaine industrielle, accompagnés de nombreux conflits industriels. Dallaire indique que «la diffusion et l'adhésion des travailleurs au socialisme et à

l'anarchisme furent les principaux leviers du mouvement ouvrier» (Dallaire, 2009). Ainsi, les premières organisations ouvrières de la région sont «largement inspirées par les idées anarchistes et anarcho-syndicalistes importées d'Europe»; à partir de 1917, elles commencent à ressentir l'influence de l'idéologie communiste (Reynoso Castillo, 2000; Koonings et al., 1995). C'est dans ce contexte que sont créés les premiers syndicats et fédérations ouvrières, dans le but d'unir les diverses organisations ouvrières (Koonings et al., 1995). Les actions de ces premiers syndicats varient en fonction des pays, des secteurs et des périodes, mais elles sont principalement fondées sur des demandes directes et des manifestations du taux d'insatisfaction des travailleurs en regard des conditions sociales (Koonings et al., 1995). La grève constitue le principal outil à la disposition des travailleurs pour appuyer ces demandes (Koonings et al., 1995).

1.1.2 Développement d'un protectionnisme économique et légal

Si, en réaction aux protestations de la classe ouvrière, l'État adopte d'abord des mesures répressives, il se tourne rapidement vers une approche politique plus mesurée, en procédant à l'élaboration d'un vaste corpus de lois du travail assurant un haut niveau de protection sociale aux travailleurs (Bronstein, 1997).

Cette approche politique concorde avec la stratégie de développement économique fondée sur l'industrialisation par *substitution aux importations* adoptée par les pays d'Amérique Latine au cours des années 1930 et qui, selon Grellet³, consiste dans «la mise en place d'un appareil productif afin de réduire la part des importations dans l'offre globale» (Vallée, 2001). Une telle stratégie «permet d'économiser des devises, de diminuer la dépendance du pays et de renforcer le potentiel productif national» (Vallée, 2001). La stratégie d'industrialisation par *substitution aux importations* est centrée autour du développement du marché intérieur et vise à «assurer un développement équilibré où la

³ Cité par Vallée (2001).

production nationale satisfait progressivement la demande interne en remplaçant les importations» (Vallée, 2001).

Cette stratégie compte deux phases: une première, principalement axée autour du développement des industries de biens de consommation primaires⁴, et réalisée par l'adoption de diverses politiques étatiques telles que l'augmentation des tarifs douaniers, la dévaluation monétaire et les restrictions quantitatives sur les importations (la plupart des pays du Tiers-monde ont privilégié cette première phase dans l'amorce de leur développement industriel) (Vallée, 2001). Une seconde vise à «appliquer la même tactique pour la production de biens durables et des biens d'équipement⁵» et qui, en conséquence, implique une diversification de la production ainsi qu'une «expansion des industries manufacturières orientées vers le marché intérieur» (Vallée, 2001). La stratégie d'industrialisation par *substitution aux importations* s'accompagne d'une augmentation du degré d'intervention de l'État (Vallée, 2001). Ainsi, dans le but de réduire leur dépendance face aux autres pays et de «favoriser la croissance économique nationale», les pays d'Amérique Latine (ex- au Brésil sous Vargas) amorcent à partir des années 1930 une vaste campagne d'industrialisation par *substitution aux importations* orientée autour des secteurs requérant de nombreuses importations (Vallée, 2001). Cette campagne se poursuivra jusqu'aux années 1970-80 (Vallée, 2001).

De ce contexte économique protectionniste découlent des systèmes de relations industrielles caractérisés par un protectionnisme légal qui favorise, dès les années 1930, l'adoption de lois du travail qui reconnaissent de façon explicite le déséquilibre du rapport de force entre les travailleurs et les employeurs et qui reflètent l'idée selon laquelle l'intervention de l'État est essentielle à la protection des travailleurs (Cook, 1998). Ce processus de réglementation incite plusieurs pays à «faire des contributions importantes à leurs lois et codes du travail», de sorte que vers la fin des années 40, la plupart des pays de la

⁴ Le secteur des biens de consommation primaire comprend les biens dont la production ne requiert ni technologies ni main-d'œuvre hautement qualifiée (par exemple, le textile ou le bois) (Vallée, 2001)

⁵ Ces types de biens présentent une intensité capitaliste et une échelle de production plus élevées; ils comprennent les biens de consommation intermédiaire (par exemple, la pétrochimie ou les métaux), les biens durables utilisés par les producteurs (par exemple, la machinerie) et les biens durables utilisés par les consommateurs (par exemple, les automobiles ou les appareils électroménagers) (Vallée, 2001).

région disposent d'un code du travail (Reynoso Castillo, 2000). Ces codes prescrivent certaines règles concernant les relations du travail «qui ont servi de soutien, en bonne partie, au développement économique que les pays latino-américains allaient connaître dans les décennies postérieures, en donnant aux économies de ces pays un encadrement juridique des relations du travail assurant une certaine stabilité sociale» (Reynoso Castillo, 2000). L'intégration politique des classes ouvrières, obtenue par le biais de diverses mesures légales visant à incorporer les syndicats à l'appareil étatique, concorde elle aussi avec la stratégie d'industrialisation par *substitution aux importations* (Cook, 1998).

1.1.3 Contexte sociopolitique

Au cours de la première moitié du vingtième siècle, l'Amérique Latine subit l'influence des événements externes et ce, non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan sociopolitique. Les sociétés latino-américaines sont notamment marquées par la diffusion des idéologies importées, par le modèle du New Deal instauré par Roosevelt aux États-Unis et par l'émergence des régimes totalitaires de gauche et de droite en Europe. Suite à la seconde guerre mondiale, le mouvement anarcho-syndical prédominant en Amérique Latine depuis le début du vingtième siècle tend à s'effriter. La gauche latino-américaine, associées aux mouvements favorables aux syndicalismes, se compose désormais de partis modérés influencés par la social-démocratie européenne, de socialistes inspirés par la révolution russe de 1917 et regroupés dans les partis communistes, ainsi que de groupes luttant en faveur d'enjeux propres à l'Amérique Latine, tel que le mouvement mexicain soutenant la réforme agraire.

À partir du début du vingtième siècle et jusqu'aux années 1980, les luttes populaires menées sur le continent latino-américain adoptent un caractère anti-impérialiste (Boito et al., 2007). Les luttes révolutionnaires et réformistes ciblent la dépendance vis-à-vis des pays industrialisés et «le sous-développement du capitalisme et de la démocratie» (Boito et al., 2007). La lutte anti-impérialiste se manifeste notamment par la revendication de la distribution des terres par les habitants des campagnes, les propriétaires terriens étant associés

à l'impérialisme, par la revendication «des droits sociaux par le monde ouvrier» et par «celle du développement capitaliste et de la croissance des pouvoirs d'achat par les classes moyennes inférieures» (Boito et al., 2007). Aussi, au cours du vingtième siècle, les populations indigènes des campagnes forment des mouvements de masse dans plusieurs pays d'Amérique Latine (Boito et al., 2007). Une tendance forte du mouvement ouvrier consiste en la «prééminence donnée à la lutte pour la citoyenneté sociale, visant à l'établissement d'un État providence en Amérique latine» (Boito et al. 2007). En ce sens, les mouvements syndicaux des pays d'Amérique Latine sont très fortement imprégnés par les idéologies dominantes.

1.1.4 Populismes, intégration sociopolitique des travailleurs et contrôle des syndicats

Au cours des années 1930, des régimes populistes s'installent dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Ces régimes visent l'industrialisation, la mobilisation populaire, la consolidation de l'État, ainsi qu'une légère réforme sociale et économique (Thomas, 1995; Collier et Collier, 1991). Sous ces régimes, les syndicats ne limitent plus leur action à la représentation des intérêts des travailleurs, mais commencent à agir à titre d'acteurs politiques au sein des alliances populistes, avec le Péronisme argentin, le *trabalhismo*⁶ inspiré par Vargas au Brésil et sous l'ère post-révolutionnaire établie par le Parti révolutionnaire institutionnel (*Partido Revolucionario Institucional* - PRI) au Mexique (Thomas, 1995). Les organisations syndicales sont donc unifiées, institutionnalisées et intégrées sur le plan politique et social. Par contre, l'engagement politique accru des syndicats réduit leur autonomie; en effet, le mouvement syndical est pris en charge par l'État, qui devient son principal interlocuteur (Thomas, 1995).

Dans ce contexte, l'État assure la protection des travailleurs mais tente, en parallèle, de limiter le conflit social et, par-dessus tout, de maintenir un certain contrôle du mouvement syndical. Ainsi, d'un côté, l'État met en œuvre des politiques populistes et procure de

⁶ Selon Gagnon et Lang (2008), «la littérature contemporaine sur le (néo) corporatisme» assimilerait le *trabalhismo* à «une forme de corporatisme autoritaire».

généreuses protections aux travailleurs, telles que des subventions et des monopoles syndicaux, garantis par les lois du travail (Bronstein, 1995). De l'autre côté, ces mêmes codes réglementent et restreignent les relations du travail de façon très sévère (Bronstein, 1995). Par exemple, l'État exerce un vaste pouvoir d'intervention en matière de création des syndicats (droit d'accorder ou de refuser la reconnaissance légale), de détermination des structures et des mandats des syndicats, de contrôle de la grève et de surveillance des affaires internes et de la négociation collective (Reynoso Castillo, 2000; Bronstein, 1995). Avec ces cadres légaux «corporatistes», l'État dispose donc de pouvoirs considérables en ce qui a trait à la détermination de l'autonomie et de l'efficacité des syndicats.

Les systèmes de relations industrielles mis en œuvre en Amérique Latine jusqu'aux années 1980 sont donc fondés sur un *quid pro quo* entre les travailleurs et le gouvernement; les syndicats cèdent leur pouvoir d'action collective au gouvernement, en échange de quoi ils obtiennent la reconnaissance politique (Cardoso, 2004). Cet accord est encadré par les lois fédérales, qui régulent également les relations du travail et la négociation collective (Cardoso, 2004). C'est pour cette raison que Cardoso affirme que la principale caractéristique des systèmes de relations industrielles traditionnels en Argentine, au Brésil et au Mexique, est que c'est la législation, plutôt que la négociation collective, qui a joué un rôle majeur dans la régulation des relations du travail (Cardoso, 2004). La négociation collective a occupé le plus souvent une place subsidiaire (Cardoso, 2004). Même si une certaine transformation s'est amorcée au cours des années 1980, ces modèles de relations industrielles demeurent, pour la majeure partie, toujours en place aujourd'hui (Cardoso, 2004).

1.2 Évolution du syndicalisme en Amérique Latine: de 1960 à 1980

1.2.1 Dictatures et répression du mouvement syndical

Les années 1960 annoncent le début de l'effondrement du modèle économique protectionniste et interventionniste, qui domine depuis les années 1930 (Bronstein, 1995). En effet, ce modèle ne parvient pas à subsister face à la croissance économique, ni à contrôler le

taux d'inflation ou à maintenir l'emploi, et commence à s'effriter au cours des années 1970, pour finalement s'effondrer au cours des années 1980 (Bronstein, 1995). Pendant les années 1960 et 1970, les contraintes économiques engendrées par la décomposition du modèle de *substitution aux importations* mènent à une crise des régimes démocratiques en Amérique Latine (Cook, 1998). La plupart des pays latino-américains connaissent des formes de régimes autoritaires au cours des années 1970 et pendant une partie des années 1980 (Cook, 1998). Sous les régimes militaires, les populations d'Argentine et du Brésil subissent de vastes violations de leurs droits fondamentaux (Cook, 1998). Sous ces régimes, les actions syndicales sont sévèrement contrôlées et limitées: entre autres, les syndicats subissent la suppression de leurs droits à l'association, à la négociation et à la grève (Cook, 1998). Par opposition à la période populiste, caractérisée par une intégration des syndicats aux régimes politiques, l'ère des régimes autoritaires entraîne une exclusion des organisations syndicales de la sphère du pouvoir et des décisions (Thomas, 1995).

1.2.2 Retour de la démocratie politique et crises économiques

Pour la plupart des régimes politiques en Amérique Latine, les années 1980 représentent un retour graduel à la démocratie, suite à l'effondrement des dictatures militaires attribuable à la crise économique et aux violations persistantes des droits de l'homme. Dans certains pays, dont l'Argentine et le Brésil, le mouvement syndical joue un rôle important dans la résistance face au régime militaire ainsi que dans le processus de retour à la démocratie. De façon générale, la démocratisation crée «un espace légitimé pour la revendication» et permet aux mouvements sociaux de se développer (Bonnassies, 2005). Les conséquences du processus de démocratisation sur les relations industrielles en Amérique Latine sont incontestables: les droits collectifs des travailleurs proscrits par les régimes autoritaires sont restaurés, les syndicats gagnent de l'autonomie institutionnelle et organisationnelle et sont réintégrés à l'arène politique des nouveaux régimes démocratiques (Cook, 1998). Par contre, dans plusieurs cas, le retour à la démocratie s'opère dans un contexte de crises économiques – taux d'inflation élevés, endettement et diminution des salaires (Cook, 1998).

Pour faire face à ces crises, plusieurs pays d'Amérique Latine élaborent et mettent en œuvre des programmes d'ajustement structurel, sous les pressions des institutions financières telles que le FMI et la BM. Les politiques néo-libérales découlant de ces programmes impliquent inévitablement une réduction du rôle de l'État, des coupures dans les dépenses publiques et une ouverture accrue de l'économie (Bronstein, 1995). Par conséquent, au cours des années 1980, les droits politiques restitués aux travailleurs dans le cadre du processus de démocratisation ne se traduisent pas nécessairement en gains économiques pour ces derniers (Cook, 1998). Il faut donc conclure que malgré la démocratisation des régimes politiques, les organisations syndicales se retrouvent dans un contexte peu favorable pour les travailleurs.

1.3. Principales caractéristiques et traits distinctifs des relations du travail traditionnelles en Amérique Latine

Cette évolution des syndicalismes a produit des relations du travail présentant des caractéristiques communes et des traits distinctifs. Nous traiterons ici des caractéristiques les plus importantes, en nous appuyant notamment sur les analyses de Collier et Collier (1991) et de Reynoso Castillo (2000).

Dans un premier temps, les relations du travail en Amérique Latine ont été caractérisées par une «autonomisation du droit du travail par rapport au droit civil»; comme l'explique Reynoso Castillo, les spécialistes du droit du travail ont cherché de façon continue à revendiquer et à réaffirmer l'autonomie de cette discipline juridique (Reynoso Castillo, 2000).

Un autre trait distinctif des relations du travail en Amérique Latine est la vaste réglementation, ou la «tendance marquée à la codification extensive des problèmes du travail», de l'emploi et des conditions de travail (Reynoso Castillo, 2000; Bronstein, 1995).

Ensuite, comme nous l'avons souligné, la proximité politique des relations entre les syndicats et l'État constitue un autre trait dominant des relations du travail traditionnelles. En

Argentine, au Brésil et au Mexique, l'État et les syndicats ont collaboré au sein de systèmes corporatistes largement centralisés (O'Connell, 1999). Pour Collier et Collier, les modèles de relations État-travail dits «corporatistes» sont fondées sur trois dimensions: un processus de structuration syndicale par l'État qui favorise la création d'un système d'associations autorisées et non concurrentielles, un processus de subvention étatique des syndicats et un système de contraintes imposées par l'État en ce qui a trait aux demandes, au leadership et à la gouvernance interne des organisations syndicales (Collier et Collier, 1991). Le corporatisme correspond donc à un système de représentation syndicale «non-pluraliste», c'est-à-dire qu'il favorise la formation d'un nombre limité de syndicats qui sont reconnus officiellement, non concurrentiels et contrôlés par l'État (Collier et Collier, 1991). Si les processus de structuration et de subvention des syndicats confèrent certains avantages à ces derniers, ils favorisent toutefois la formation d'un système incitatif permettant à l'État d'obtenir l'appui et la collaboration des organisations syndicales, nonobstant les contraintes qui leur sont imposées (Collier et Collier, 1991). En ce sens, Collier et Collier conçoivent le corporatisme latino-américain comme un échange fondé sur un jeu bilatéral entre incitatifs et contraintes (Collier et Collier, 1991). Une telle interaction entre ces composantes du corporatisme joue un rôle primordial dans l'analyse du système de relations industrielles latino-américain (Collier et Collier, 1991). Ainsi, les relations du travail et le processus de négociation collective, y compris le contrôle syndical et les possibilités d'action collectives, ont traditionnellement été déterminées par la participation et les interventions de l'État, en échange de quoi les syndicats ont obtenu la reconnaissance politique et légale ainsi que la liberté de contrôler leurs structures (Cardoso, 2004; Reynoso Castillo, 2000). Cette relation entre l'État et les organisations syndicales a été encadrée par les législations du travail (Cardoso, 2004; Reynoso Castillo, 2000).

L'exemple de la formation et de la reconnaissance syndicale illustre bien l'ampleur du contrôle étatique sur les syndicats. Ainsi, la représentation syndicale pluraliste est restreinte en Argentine, au Brésil et au Mexique (O'Connell, 1999). Au Brésil, une catégorie professionnelle donnée ne peut être représentée que par un seul syndicat, qui dispose d'un monopole sur les travailleurs correspondants (O'Connell, 1999). En Argentine, plusieurs syndicats sont autorisés, mais seul un syndicat possédant un statut particulier accordé par

l'État est apte à représenter les travailleurs, à lancer un ordre de grève, etc. (O'Connell, 1999). Cette situation est la même au Mexique: même si plusieurs syndicats sont autorisés, seuls ceux dont les dirigeants sont reconnus par l'État ont accès aux processus de négociation collective et de grève (O'Connell, 1999).

Le droit de grève a également été «assujéti à de nombreuses réglementations»; très tôt, il a été inclus «dans les constitutions et codes du travail de la région, qui en ont réglementé de manière très étendue les conditions formelles d'exercice» (Reynoso Castillo, 2000).

L'omniprésence de l'État se reflète également dans «d'autres domaines tels que la négociation collective, où les systèmes juridiques se montrent réticents en ce qui concerne l'autonomie des travailleurs et employeurs. En effet, si la négociation collective peut être vue théoriquement comme un élément susceptible de prévenir et même d'éliminer un conflit, la négociation collective en Amérique Latine est souvent synonyme de conflit, puisque les législations permettent que l'on y recoure aussi bien pour appuyer la négociation d'un contrat collectif que la demande de sa révision» (Reynoso Castillo, 2000).

En fait, la relation étroite entre les syndicats et l'État en Amérique Latine s'est avérée marquante à un point tel que Collier et Collier soutiennent que les relations État-travail prédominent par rapport aux relations capital-travail (Collier et Collier, 1991). Les auteurs expliquent que les syndicats latino-américains sont parvenus à obtenir des gains supérieurs lorsque leurs stratégies ont visé l'établissement de liens avec l'État et les partis politiques, plutôt que lorsqu'elles ont impliqué la négociation collective; l'influence syndicale s'est avérée supérieure dans l'arène politique que sur le marché du travail (Collier et Collier, 1991).

1.4 Évolution comparée du travail et du syndicalisme au Mexique, en Argentine et au Brésil

Au Mexique, en Argentine et au Brésil, le syndicalisme traditionnel est en phase avec l'évolution du syndicalisme en Amérique Latine. Dans cette section, nous effectuons une

brève présentation des caractéristiques propres à l'évolution du travail et du syndicalisme dans chacun des trois pays.

1.4.1 Le cas du Mexique

Au Mexique, le système traditionnel de relations industrielles est caractérisé par un corporatisme prédominant, fondé sur un vaste pouvoir d'intervention de l'État.

Selon Bizberg, la «légitimité révolutionnaire de l'État mexicain» a permis à ce dernier de «s'affirmer comme représentant des intérêts des ouvriers et de subordonner leurs intérêts à ceux de l'État» (Bizberg, 1999). Dans ces circonstances, les syndicats étaient conçus comme des organismes publics et politiques coresponsables de la stabilité de l'État et de la continuité du système socioéconomique (De la Garza Toledo et al., 1999). La légitimité révolutionnaire de l'État mexicain aurait ainsi été «au cœur de l'alliance entre le syndicalisme et l'État mexicain»; c'est elle qui aurait «justifié la relation de subordination du syndicalisme à l'État national-populaire» (Bizberg, 1999).

Dès le début des années 1930, les relations industrielles au Mexique se consolident au sein d'un système de domination corporatiste fondé sur une relation complexe entre l'État et les syndicats (Garcia et Ocana, 2006). Comme l'explique Bizberg, parce que le régime mexicain reposait sur «la capacité de l'État à mobiliser politiquement les classes populaires, il devait établir et étendre son rapport d'échanges et de contrôle clientéliste. Cela entraînait de sa part une intervention systématique sur toutes les questions syndicales et sur les négociations collectives, comme le traduit la Loi fédérale du Travail en 1931», la base légale du marché du travail mexicain et de ses institutions (Bizberg, 1999).

À l'instar du Brésil au cours du second règne de Vargas (1950-1954) et de l'Argentine sous Perón, la collusion entre le gouvernement et les travailleurs était claire et explicite au Mexique (Cardoso, 2004). Pendant plusieurs années, «les organisations de travailleurs ont joué un rôle fondamental dans les processus électoraux à différents niveaux, et elles se sont constituées comme appui déterminant pour certains partis politiques»

(Reynoso Castillo, 2000). De son côté, l'État assurait une protection juridique aux organisations syndicales et leur conférait certains pouvoirs: des clauses d'exclusion (disposition contractuelle selon laquelle les travailleurs devaient obligatoirement être affiliés à un syndicat afin d'être embauchés et de conserver leurs emplois), des règlements facilitant la formation de syndicats et la négociation collective et des dispositions permettant le recours à la grève (Cardoso, 2004; Patroni, 2001). Du même coup, l'ensemble de ces éléments garantissait un contrôle considérable et institutionnalisé de l'État sur les activités, les processus d'organisation, de reconnaissance et d'institutionnalisation des syndicats (Cardoso, 2004). L'État disposait également de privilèges discrétionnaires en matière de contrôle des grèves, de négociations et de résolution de conflit (Cardoso, 2004). Pour les syndicats mexicains, l'obtention d'avantages et de protections garanties par l'État s'est donc effectuée au détriment de la démocratie et de l'autonomie syndicale (Hamilton et Kim, 2004; De la Garza Toledo et al., 1999).

Le PRI, au pouvoir de 1929 à 2000, constitue le parfait exemple de l'«institutionnalisation profonde des liens politiques entre le gouvernement et les syndicats» (Hennebert Faulkner, 2003). Ce parti hégémonique a toujours maintenu des liens très étroits avec les syndicats officiels, notamment la Confédération des travailleurs mexicains (*Confederacion de Trabajadores de Mexico* - CTM), la principale fédération syndicale au pays (Lévesque, 2003). En 1938, cette dernière a d'ailleurs intégré de façon officielle la structure du PRI, en tant que «secteur ouvrier» (Babson, 2000). Comme l'explique Lévesque, «les syndicats officiels, qui ont agi comme courroie de transmission pour le parti étatique, ont assuré la réélection du PRI pendant près de 70 ans et exercé un contrôle serré sur les revendications des travailleurs » (Lévesque, 2003). Les syndicats affiliés à la CTM ont cherché à restreindre la participation de la base syndicale; par exemple, ils ont parfois approuvé des «contrats de protection» sans l'accord de leurs membres ou eu recours à la violence ou à la répression pour contrôler les travailleurs (Albo et Crow, 2005; Kamel et Hoffman, 1998). Le régime corporatiste visait non seulement «à contrôler les syndicats en tant qu'agents sociaux, mais aussi la possibilité de les mobiliser politiquement en faveur du parti d'État» (Bizberg, 1999). Dans ce contexte, les organisations syndicales remplissaient «une fonction importante de contrôle social sur l'ensemble de la classe ouvrière», ce qui

explique le fait que les travailleurs ne se soient jamais opposés de façon majeure au système politique de l'époque (Husson, 2006; Hamilton et Kim, 2004). «En contrepartie, les représentants syndicaux avaient accès à des ressources financières et leurs représentants se voyaient attribuer des postes importants à l'échelon de l'appareil gouvernemental, notamment mais pas exclusivement au sein des tribunaux administratifs du travail, qui ont des responsabilités très larges (attribution des registres officiels aux syndicats, légalité d'une grève, etc.)» (Lévesque, 2003). Comme le résume Middlebrook, l'inégalité de l'alliance entre le mouvement syndical mexicain et l'élite au pouvoir ainsi que la forte dépendance des principales organisations syndicales à l'égard des subventions de l'État ont permis à celui-ci de se servir des syndicats comme des outils de contrôle politique des travailleurs et ont restreint les possibilités de démocratie interne et d'action autonome (Albo et Crow, 2005; Middlebrook, 1995). Le modèle syndical mexicain a donc été caractérisé par des relations paternalistes, par un statisme ainsi que par un contrôle des pouvoirs décisionnels par les dirigeants syndicaux (De la Garza Toledo et al., 1999). Il est important de noter que le taux de syndicalisation au Mexique n'a jamais été important; à son apogée, en 1980, environ 27% des salariés mexicains étaient syndiqués (De la Garza Toledo et al., 1999).

En somme, le système de relations industrielles au Mexique est issu d'un héritage révolutionnaire, et le syndicalisme s'est consolidé dans les limites du régime politique de représentation corporatiste et autoritaire.

Au Mexique, le corporatisme a été beaucoup plus important qu'en Argentine et au Brésil et, selon Bensusan, «le pouvoir d'intervention de l'État est un des traits distinctifs du système de relations industrielles qui demeure toujours» (Bensusan, 1998).

1.4.2 Le cas de l'Argentine

Collier et Collier (1991) font correspondre le processus d'intégration des travailleurs argentins à la scène politique avec l'arrivée en poste de Juan Domingo Perón, élu en 1943 suite à un coup militaire (Cardoso, 2004). Par contre, à la différence des cas brésilien et

mexicain, au début de leur période d'«intégration», les travailleurs argentins constituaient déjà une force sociale puissante (Cardoso, 2004). En effet, le processus de développement économique amorcé à la fin du 19^e siècle a provoqué des mouvements migratoires endogènes et exogènes vers les grands centres urbains argentins (Cardoso, 2004). Cette affluence de nouveaux travailleurs inspirés par les idéologies anarchistes et socialistes a favorisé la consolidation, à cette époque, d'un des mouvements syndicaux les plus puissants en Amérique Latine (Cardoso, 2004). Au début du siècle, les luttes ouvrières permirent au mouvement syndical de s'étendre à l'échelle nationale. L'année 1930 marque la naissance de la première grande fédération centrale argentine, la Confédération générale du travail (*Confederacion General del Trabajo* – CGT) (Cardoso, 2004). Malgré ces progrès, le mouvement ouvrier demeura «scindé par les diverses influences idéologiques jusqu'à la consolidation d'un syndicalisme national populaire évacuant en partie les cultures syndicales traditionnelles d'origine étrangère», sous Juan Perón (Dallaire, 2009).

Au moment de l'accession au pouvoir par Perón, en 1946, le mouvement syndical bénéficiait de la reconnaissance institutionnelle, disposait d'une structure organisationnelle relativement cohérente et s'appliquait à obtenir des avantages matériels pour ses membres (Ranis, 1995). Suite à son élection à la présidence et dans le cadre de son modèle «nationaliste-populaire», Perón entreprit un projet de réforme sociale visant à reconnaître et à contrôler le mouvement syndical (Patroni, 2001). Les «Droits des travailleurs», adoptés en 1947 par le gouvernement Perón et intégrés à la constitution de 1949, ont permis d'améliorer les conditions de travail et le niveau de vie de la classe ouvrière et ont favorisé la croissance sans précédent du syndicalisme (Cardoso, 2004; Patroni, 2001). Ces nouvelles lois du travail conféraient un pouvoir majeur à l'État en matière de contrôle politique des syndicats, notamment le droit d'accorder le statut juridique à un syndicat qui serait ainsi apte à négocier une convention collective (Patroni, 2001). La législation prévoyait également l'affiliation obligatoire et le principe de représentation unique pour chaque secteur économique, et garantissait le monopole de la représentation syndicale à la CGT qui, bien qu'elle préexistait à la montée au pouvoir de Perón, allait devenir complètement soumise aux autorités péronistes à partir de la fin des années 1940 (Cardoso, 2004; Patroni, 2004; Patroni, 2001). Comme nous l'avons vu dans le cas mexicain, les stratégies des syndicats traditionnels en

Argentine ont privilégié l'établissement de liens avec l'État; sous le régime péroniste, la CGT s'est appliquée à agir dans les limites fixées par les gouvernements, à limiter la participation démocratique au sein des syndicats et à réguler les mouvements perçus comme étant politiquement déstabilisant pour le pouvoir (Patroni, 2004; Palomino, 2000; Ranis, 1995). À cette époque, le caractère autoritaire et hiérarchique des organisations syndicales s'est renforcé et les interventions répressives face aux syndicats récalcitrants se sont multipliées; plusieurs syndicats officiels ont eu recours à des pratiques électorales frauduleuses, à des listes électorales uniques et parfois même à des stratégies d'intimidation (Patroni, 2004; Cardoso, 2004). Les mesures entreprises par Perón ont donc engendré deux effets immédiats sur le mouvement syndical en Argentine: elles ont renforcé sa cohésion interne et lui ont accordé la reconnaissance sociale et politique; en contrepartie, elles l'ont soumis à un encadrement rigoureux (Cardoso, 2004).

Le mouvement syndical s'est développé de façon considérable sous le règne de Perón: alors que 877 000 travailleurs étaient membres de la CGT en 1946, on en dénombrait près de 2 300 000 à la suite d'une décennie de péronisme; 43% de l'ensemble des salariés argentins étaient syndiqués en 1954 (Ranis, 1995). Les politiques de Perón étaient orientées en fonction des «valeurs de justice sociale, de souveraineté politique et d'indépendance économique»; Dallaire souligne qu'en Argentine, «la plupart des bases et références symboliques de la société et du syndicalisme furent forgées durant le règne de Perón» (Dallaire, 2009). D'ailleurs, ces éléments contribuèrent à alimenter un «fort sentiment d'appartenance au péronisme d'autant plus que les organisations syndicales étaient les principales courroies de transmissions du péronisme» (Dallaire, 2009). Si cette période est souvent considérée comme la «belle époque» de la relation entre les travailleurs et l'État en Argentine, elle correspond également à la phase de mise en place de mécanismes qui allaient légitimer le contrôle des syndicats par l'État (Cardoso, 2004).

Suite à l'effondrement du gouvernement de Perón en 1955, le mouvement syndical s'est affaibli et l'État a restreint les droits du travail par le biais de mesures disciplinaires et antisyndicales (Bajo, 2002). Puis, à partir du milieu des années 1970, le régime militaire a aboli la CGT et a amorcé une violente campagne de répression syndicale sans précédent dans l'histoire de l'Argentine. Le pouvoir a eu recours à divers moyens, notamment les

disparitions, la torture, l’incarcération et les exécutions, pour susciter la crainte et tenter d’éliminer toute forme d’opposition au néo-libéralisme (Patroni, 2004). L’ensemble des «difficultés économiques et la répression étatiques des périodes de dictatures qui suivirent le règne de Perón alimentèrent la nostalgie et l’idéalisation du péronisme, véritable expression des droits des travailleurs, de la construction d’une nation et de meilleures conditions de vie» (Dallaire, 2009).

Dallaire identifie quelques traits caractéristiques de la structure et du fonctionnement du syndicalisme argentin traditionnel depuis Juan Perón (Dallaire, 2009). Dans un premier temps, le syndicalisme argentin traditionnel est un «syndicalisme de branches», c’est-à-dire qu’il est organisé par secteur d’activité et que chaque branche ne peut être représentée que par un seul syndicat national. Le processus traditionnel de négociation collective s’est donc centralisé «au niveau national entre une association patronale d’un secteur d’activité et le seul syndicat représentant cette branche» (Dallaire, 2009). À ce sujet, la loi qui régle les processus de négociation et de convention collectives, soit la *Convenios colectivos de trabajo*, a peu prévalu depuis son adoption en 1953, puisque «les régimes militaires ont souvent suspendu le droit à la négociation collective et les gouvernements démocratiques subséquents ne l’ont pas toujours restauré en raison des considérations économiques et politiques» (Dallaire, 2009). Le syndicalisme argentin traditionnel est caractérisé par une unicité syndicale, c’est-à-dire que l’État garantit un statut particulier (*personeria gremial*) à un nombre réduit de syndicats, y compris la CGT; ce statut confère à ces syndicats le monopole de représentation des travailleurs dans le cadres des processus de négociation collective et de grève (O’Connell, 1999). De plus, le syndicalisme argentin traditionnel est lié, au plan légal, à la gestion et à une partie du financement des œuvres sociales destinées aux travailleurs; ces œuvres englobent la prévention des risques de santé reliés au travail, l’accès aux soins de santé ainsi que plusieurs autres bénéfices sociaux (Dallaire, 2009). Le dernier trait associé au syndicalisme argentin traditionnel est sa politisation (Dallaire, 2009). Le principal objectif des syndicats argentins traditionnels consiste, à l’instar du cas mexicain, à «établir une relation étroite avec l’État péroniste», plutôt qu’avec le patronat (Dallaire, 2009). Ces stratégies permettent aux organisations syndicales d’accroître leur influence au niveau de la sphère décisionnelle et de renforcer leur pouvoir institutionnel ainsi que leur

pouvoir de négociation, notamment par le biais de l'intégration de «dirigeants syndicaux à des postes gouvernementaux clés (ministres, députés, etc.)» (Dallaire, 2009). Comme nous l'avons vu, la CGT s'est impliquée à diverses reprises, au cours de l'histoire, «sur la scène économique argentine et dans les diverses intrigues politiques», dans le but d'appuyer le parti au pouvoir (Dallaire, 2009). Cette association entre le syndicalisme argentin traditionnel et le corporatisme politique n'est pas sans rappeler le cas mexicain ou, comme nous le verrons, le syndicalisme brésilien. Bref, l'action syndicale argentine est caractérisée par plusieurs traditions solidement ancrées: l'unicité syndicale, les œuvres sociales, le syndicalisme de branche et le lien de collaboration étroite avec la politique et l'État (Dallaire, 2009).

1.4.3 Le cas du Brésil

Au Brésil, une première grève générale a eu lieu en 1917 à Sao Paulo. L'analyse de Gagnon et Lang indique qu'au début du siècle, «en dépit d'un droit d'association théorique (1907), de la fondation d'un Parti communiste en 1922, du suffrage universel (réservé aux hommes alphabétisés)», les révoltes ont été «éphémères et réprimées par la violence» (Gagnon et Lang, 2008).

Le processus d'intégration sociale des travailleurs brésiliens s'est échelonné de 1930 à 1945, sous le règne populiste de Vargas, un civil porté au pouvoir à la suite d'un coup d'état militaire (Gagnon et Lang, 2008; Cardoso, 2004). C'est également sous l'ère de Vargas que s'est opérée la consolidation du mouvement syndical brésilien (Gagnon et Lang, 2009).

Entre 1930 et 1943, Vargas a adopté une multitude de mesures législatives en matière de travail et de relations du travail, dans le but de coopter le mouvement syndical et d'obtenir le soutien de la classe ouvrière (Gagnon et Lang, 2009; Cardoso, 2004). Ces lois ont été ratifiées dans un code de travail, la «Consolidation des lois du travail» (*Consolidação das Leis do Trabalho*) (Cardoso, 2004). Le droit du travail au Brésil a été influencé par les mêmes principes directeurs qu'au Mexique, c'est-à-dire selon une idéologie corporatiste qui conférait à l'État un rôle primordial dans la conciliation et la régulation des intérêts des

employeurs et des travailleurs (Costa, 2006; Cardoso, 2004). Par contre, le corporatisme brésilien n'a jamais été aussi puissant qu'au Mexique: si les syndicats au Mexique ont été directement liés aux agences d'État et mobilisés par le parti au pouvoir pendant plusieurs décennies, le corporatisme au Brésil n'a jamais impliqué une participation directe des syndicats à la prise de décision (Cardoso, 2004).

À l'instar de la Loi fédérale du travail au Mexique, la «Consolidation des lois du travail» réglementait le marché du travail et les institutions qui représentaient les intérêts des travailleurs et des entreprises (Cardoso, 2004). La «Consolidation des lois du travail» assurait la protection des travailleurs par le biais de politiques et d'avantages sociaux minimaux, mais simultanément, elle soumettait les activités syndicales au contrôle des régimes populistes et autoritaires (Cardoso, 2004). Ainsi, l'article 514 de la loi indique que le rôle des organisations syndicales consiste à: «to collaborate with the public authorities in the development of social solidarity; to maintain legal aid services for their members; and to promote conciliation in labor disputes» (Spalding, H.A, cité dans Vallée, 1991). Parmi les principes fondamentaux découlant de cette loi: l'*unicidade sindical* accordant au Ministère du travail le pouvoir de reconnaître et d'interdire les syndicats; le maintien de «règles strictes pour les grèves au point de les rendre impossibles»; et le pouvoir de l'État de définir la formes institutionnelle du mouvement syndical (syndicat local, fédération, confédération) (Gagnon et Lang, 2008; Vallée, 2001).

Une telle législation du travail a eu des effets pervers de longue durée sur les pratiques syndicales (Gagnon et Lang, 2009). Les lourdes contraintes imposées aux organisations syndicales - notamment le contrôle des grèves, l'absence de représentants syndicaux dans les milieux de travail, le pouvoir décisionnel de l'État quant à la création des syndicats et l'interdiction d'établir de liens horizontaux entre les syndicats - ont considérablement affaibli le potentiel de mobilisation des travailleurs (Gagnon et Lang, 2009). Le fait que ce soit l'État, plutôt que les travailleurs, qui garantissait la survie organisationnelle des syndicats (notamment en raison du principe de l'*unicidade sindical*), a permis, voire même encouragé la création et le maintien en place d'organisations syndicales éloignées des besoins des travailleurs qu'elles étaient censées représenter (Gagnon et Lang, 2009).

Si l'ère de Vargas fut celle de la reconnaissance syndicale, elle fut également celle du contrôle des syndicats (Gagnon et Lang, 2008).

Une des caractéristiques qui distingue le système de relations industrielles au Brésil est le fait qu'avant les années 1980, la composante traditionnelle du mouvement syndical n'a jamais privilégié de liens solides avec les partis politiques, comme ce fut le cas au Mexique et, dans une moindre mesure, en Argentine suite au règne de Perón (Cardoso, 2004).

La période de 1945 à 1985 a constitué au Brésil une «période agitée et ponctuée de nombreux événements», dont des «coups d'État et des intermèdes démocratiques», qui ont fait se succéder récession et développement chez les syndicats (Gagnon et Lang, 2008).

À la différence de l'Argentine, le régime militaire brésilien (1964-1985) n'a pas interdit les activités syndicales, mais a plutôt continué de se servir des syndicats comme des outils de contrôle social (Cardoso, 2004). Malgré les persécutions, les incarcérations, les meurtres et les exils de plusieurs dirigeants syndicaux au cours de cette période, la structure syndicale est non seulement demeurée intacte, mais le nombre de syndicats a continué de croître (Cardoso, 2004).

À la fin des années 1970, le mouvement syndical brésilien a «connu une sorte de regain»; il a joué un rôle actif dans le processus de démocratisation, s'est éloigné de l'État et, en collaboration avec les autres mouvements sociaux au Brésil, a participé à la mise en place des nouvelles règles du système sociopolitique (Gagnon et Lang, 2008; Riethof, 2002). C'est dans ce contexte d'innovations syndicales qu'a été fondée, en 1983, la première centrale syndicale: la Centrale unique des travailleurs (*Central Unica dos Trabalhadores* – CUT) est aujourd'hui la fédération syndicale la plus importante au Brésil. C'est également à cette époque que le Parti travailliste (*Partido dos Trabalhadores* - PT) a vu le jour; fondé en 1979 par des dirigeants syndicaux et visant à rompre avec les partis politiques traditionnels pour développer des pratiques politiques démocratiques, le PT est parvenu à consolider sa présence sur la scène politique nationale vers la fin des années 1980 (Paoli et Telles, 1998).

Au cours des années 1980, le syndicalisme brésilien a connu une période de revitalisation. Le nouveau syndicalisme brésilien, ou *novo sindicalismo*, fut notamment caractérisé par: une multiplication et un renforcement des grèves, une croissance du taux de syndicalisation dans les secteurs salariés (enseignants, travailleurs du secteur bancaire, travailleurs du secteur public, etc.) et une progression du syndicalisme rural et du taux de syndicalisation national (Antunes, 2001). Le Brésil comptait environ 10 000 syndicats en 1989 (Antunes, 2001). Si les nouveaux syndicalistes ont réalisé certains progrès en ce qui concerne l'élargissement des activités syndicales, ils ne sont toutefois pas parvenus à effectuer une rupture nette avec le système corporatiste (Gagnon et Lang, 2009).

La nouvelle Constitution fédérale de 1988 a introduit certains changements au système de relations du travail, notamment la suspension du pouvoir d'intervention du Ministère du travail dans les affaires internes des syndicats, la reconnaissance de la liberté d'association des fonctionnaires et le droit de grève pour l'ensemble des travailleurs (Gagnon et Lang, 2009; Cox Edwards, 1997). Toutefois, ces changements se sont avérés mineurs, en ce sens qu'ils n'ont pas permis de renverser les piliers du système corporatiste (Gagnon et Lang, 2009).

Comme le résumait Gagnon et Lang, «jusqu'aux toutes dernières décennies du XX^e siècle, la société brésilienne a vécu presque continuellement sous le joug d'un régime corporatiste autoritaire lequel, à force de lois aussi précises que contraignantes, a mis le syndicalisme dans un état de tutelle, combinant des avantages en faveur des membres des appareils syndicaux, des dispositions sociales relativement généreuses à l'égard des salariés de même qu'un contrôle étroit sur l'action syndicale» (Gagnon et Lang, 2009).

Comme pour les cas mexicain et argentin, le syndicalisme traditionnel au Brésil s'est donc développé dans le cadre d'un régime corporatiste autoritaire fondé sur des liens étroits entre les dirigeants syndicaux, l'État et les employeurs (Rodrigues, 2005). À l'aide de «dispositions législatives inextricables», ce régime corporatiste autoritaire a à la fois permis de protéger et de contrôler les syndicats brésiliens (Gagnon et Lang, 2008).

1.5. Conclusion

Ce premier chapitre a fait état des principales phases de développement du mouvement ouvrier latino-américain, du contexte dans lequel il a évolué et des tendances traditionnelles en matière de stratégies syndicales. Nous avons vu que, sur le plan historique, et en raison notamment des particularités propres au contexte économique fondé sur la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations, les États d'Amérique Latine ont écarté le processus de négociation collective et ont plutôt assuré une sécurité et des garanties d'emploi individuelles par la voie législative (O'Connell, 1999). C'est sur le plan politique que les syndicats latino-américains ont agi en vue d'améliorer les conditions de travail de leurs membres et de leur assurer, de façon particulière, la sécurité d'emploi. Dans les pays latino-américains, l'activité syndicale a donc été encouragée, mais seulement dans la mesure où elle permettait de consolider le système corporatiste (O'Connell, 1999). Les syndicats ont ainsi été «intégrés dans les différents régimes de régulation nationale et ont fini par en devenir une partie intégrante» (Murray et Waddington, 2005). Or, la dépendance des syndicats à l'égard des interventions de l'État a ouvert la porte à l'ingérence de ce dernier sur l'ensemble des éléments des relations du travail collectives: le contrôle et l'organisation syndicale, les processus de négociation et de résolution des conflits et les possibilités d'actions collectives (O'Connell, 1999). Cette analyse de l'évolution du syndicalisme nous permet d'établir que le modèle des relations État-travail en Amérique Latine correspond à un modèle corporatiste, dont les traits dominants sont l'autonomisation du droit du travail par rapport au droit civil, la vaste réglementation des problèmes du travail et, principalement, la proximité politique entre les syndicats et l'État latino-américains. De ce modèle découlent des stratégies syndicales traditionnelles qui, jusqu'au début des années 1970, se sont avérées très modérées, centralisées et proches du pouvoir étatique.

Cette section nous a également permis d'établir les principales caractéristiques et les traits distinctifs des systèmes de relations du travail traditionnels au Mexique, en Argentine et au Brésil

Au Mexique, le système de relations industrielles est issu d'un héritage révolutionnaire qui a contribué à légitimer «la relation de subordination du syndicalisme à l'État national-populaire» (Bizberg, 1999). Parmi les pays d'Amérique Latine, le Mexique est sans doute celui où le modèle corporatiste s'est avéré le plus prédominant; ce corporatisme s'est concrétisé par une intervention systématique et institutionnalisée de l'État dans l'ensemble des questions syndicales et des négociations collectives (Cardoso, 2004). Pour les syndicats mexicains, l'obtention d'avantages et de protections garanties par l'État s'est donc effectuée au détriment de la démocratie et de l'autonomie syndicale (Hamilton et Kim, 2004; De la Garza Toledo et al., 1999). Pendant plusieurs décennies, les syndicats ont constitué des outils de contrôle politique des travailleurs; ils «ont joué un rôle fondamental dans les processus électoraux à différents niveaux» et se sont constitués «comme appui déterminant pour certains partis politiques», assurant notamment «la réélection du PRI pendant près de 70 ans» (Albo et Crow, 2005; Lévesque, 2003; Reynoso Castillo, 2000; Middlebrook, 1995).

En Argentine, l'action syndicale est fortement protégée et encouragée, par le biais de plusieurs traditions solidement ancrées: l'unicité syndicale, la gestion des œuvres sociales, la centralisation du système de négociation collective au niveau de la branche et, à l'instar du cas mexicain, le lien symbiotique avec la politique et l'État (Dallaire, 2009). En ce qui concerne cette dernière caractéristique, le principal objectif des syndicats argentins traditionnels consiste à «établir une relation étroite avec l'État péroniste», avec qui ils entretiennent un «fort sentiment d'appartenance», plutôt qu'avec le patronat (Dallaire, 2009). Ces stratégies permettent aux organisations syndicales d'accroître leur influence et de renforcer leur pouvoir institutionnel et leur pouvoir de négociation (Dallaire, 2009). La CGT argentine s'est donc impliquée à diverses reprises sur les plans économique et politique dans le but d'appuyer le parti au pouvoir (Dallaire, 2009).

Comme pour les cas mexicain et argentin, le syndicalisme traditionnel au Brésil s'est développé dans le cadre d'un régime corporatiste conférant à l'État un rôle primordial dans la conciliation et la régulation des intérêts des employeurs et des travailleurs (Costa, 2006; Rodrigues, 2005; Cardoso, 2004). Ce corporatisme autoritaire a favorisé la mise en place d'une législation du travail qui a permis à la fois de protéger et de contrôler les syndicats brésiliens (Gagnon et Lang, 2008). Gagnon et Lang notent qu'une telle législation du travail,

fondée entre autres sur le principe d'*uniçidade sindical*, a eu des effets pervers de longue durée sur les pratiques syndicales, entraînant notamment un affaiblissement du potentiel de mobilisation des travailleurs et le maintien en place d'organisations syndicales éloignées des besoins des travailleurs (Gagnon et Lang, 2009). Toutefois, un des traits distinctifs du système de relations industrielles au Brésil est le fait que le mouvement syndical traditionnel n'a jamais privilégié l'établissement de liens étroits et directs avec les partis politiques, comme ce fut le cas pendant plusieurs décennies au Mexique et, dans une moindre mesure, en Argentine suite au règne de Perón (Cardoso, 2004).

L'ensemble de ces constats liés au syndicalisme traditionnel en Amérique Latine et, de façon plus particulière, au Mexique, en Argentine et au Brésil, présente un intérêt très particulier et servira de point de repère pour l'identification du changement qui s'opérera par la suite.

CHAPITRE II

DÉRÉGULATION DU TRAVAIL ET ÉMERGENCE DE NOUVELLES STRATÉGIES SYNDICALES

Ce deuxième chapitre cerne les principaux changements survenus à partir des années 1980. Il introduit le contexte des transformations économiques, sociales et politiques mis en place au cours de cette période de l'histoire, ainsi que ses effets sur le régime traditionnel de travail en Amérique Latine. Ce chapitre s'intéresse de façon plus particulière aux réformes et à la dérégulation du travail induites par l'intensification du modèle économique néolibéral et aux conséquences sur la dynamique des stratégies syndicales traditionnelles. Les données qui y sont exposées ont été produites à partir du modèle d'analyse développé plus haut en problématique.

Ce chapitre décrit d'abord l'évolution récente des économies latino-américaines en traitant de l'ensemble des programmes d'ajustement structurels et des réformes économiques néolibérales mises en œuvre. Ce chapitre expose ensuite les mécanismes de restructuration de l'organisation productive découlant de ces mesures, notamment la délocalisation et la segmentation de la production, ainsi que plusieurs des répercussions de ces mesures sur le rôle des acteurs socio-économiques, sur le monde de l'emploi et sur les travailleurs. Enfin, on présente une analyse des diverses crises auxquelles fut confrontée l'action syndicale traditionnelle, menant ainsi à l'émergence de nouvelles stratégies syndicales.

2.1 Évolution récente des économies du Mexique, de l'Argentine et du Brésil

À la fin des années 1970, alors que s'amorça la chute des régimes corporatistes et populistes autoritaires et que débutèrent les processus de consolidation démocratique, les

pays d'Amérique Latine virent se décomposer le modèle de développement traditionnel fermé, fondé sur la substitution aux importations (Thomas, 1995). Les pays latino-américains mirent en place des programmes d'ajustement structurels et adoptèrent des politiques orientées sur l'ouverture des marchés et favorisant la «financiarisation» de l'économie (Dallaire, 2009; Thomas, 1995).

2.1.1 Crise d'endettement et bouleversements économiques

Au début des années 1980, l'Amérique Latine traverse une crise économique généralisée, déclenchée en grande partie par des facteurs externes mais aggravée par une mauvaise gestion financière interne. Sur ce plan, la dépendance des pays d'Amérique Latine à l'égard des importations, non contrebalancée par un élargissement des exportations, engendre à la longue un problème de balance des paiements (Koonings et al., 1995). Entre 1970 et 1980, la dette extérieure latino-américaine s'est gravement accrue, connaissant une augmentation de plus de 1 000 pour cent. L'incapacité des pays d'Amérique Latine de rembourser leur dette extérieure constitue donc le principal facteur de cette crise économique généralisée.

À ces crises d'endettement s'ajoute la récession mondiale des années 1980, qui entraîne une brusque chute des prix des produits de base fabriqués en Amérique Latine. En parallèle, dans l'espoir de bloquer les tensions inflationnistes, les gouvernements américain et européens procèdent à l'augmentation de leurs taux d'intérêt. Pour les pays d'Amérique Latine, ces transformations entraînent une aggravation de leurs déficits financiers et de leurs problèmes de balance des paiements (Murillo, 2000).

L'Amérique Latine se retrouve donc prisonnière d'un cercle vicieux. En effet, la crise d'endettement aggrave les problèmes de balance de paiements qui, à leur tour, entraînent une baisse de la capacité d'importation et d'investissement (Koonings et al., 1995). Au cours des années 1980, la plupart des pays d'Amérique Latine connaissent donc des croissances économiques lentes ou négatives; cette période est d'ailleurs surnommée «la décennie perdue» du développement latino-américain et est caractérisée par une baisse des dépenses

relatives à l'assistance sociale, une augmentation permanente du taux d'inflation et une croissance des taux de chômage et de pauvreté (Koonings et al., 1995).

La crise économique généralisée en Amérique Latine met également en relief l'échec des stratégies axées sur l'intervention de l'État et du modèle d'industrialisation par *substitution aux importations*; en place depuis l'entre-deux-guerres et ayant commencé à s'effriter au cours des années 1970, ce modèle finit par s'effondrer au cours des années 1980 (Murillo, 2000).

2.1.2 Programmes d'ajustement structurels et virage néolibéral

À partir des années 1980, dans le but de surmonter le désordre économique généralisé, et conformément aux recommandations du FMI, de la BM et de diverses autres institutions internationales, plusieurs gouvernements latino-américains procèdent à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurels; c'est notamment le cas du Mexique, au début des années 1980, et de l'Argentine et du Brésil à la fin des années 1980 et au début des années 1990 (Bronstein, 1995). Fondés sur l'approche néolibérale, ces programmes ont comme objectif de «moderniser» les stratégies économiques des pays visés en misant sur des réformes structurelles majeures. Dans le but de favoriser la croissance économique, les programmes d'ajustement structurels prévoient la privatisation d'entreprises d'État, l'adoption de politiques favorables aux investissements étrangers et la libéralisation des échanges.

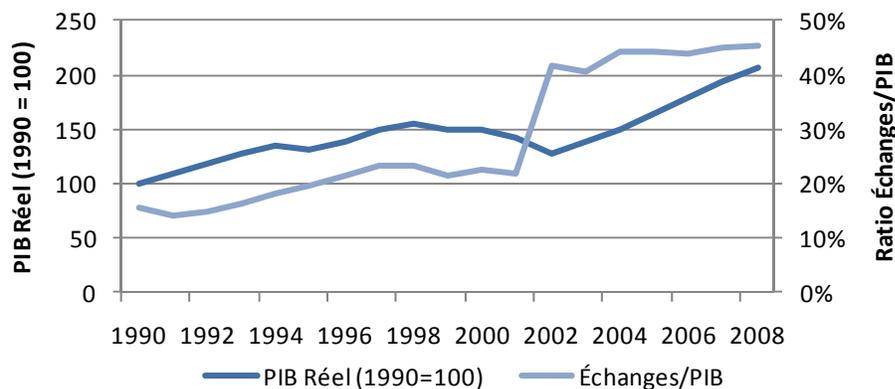
Au cours des trente dernières années, la restructuration économique et l'ouverture des économies ont provoqué de profonds changements en Argentine, au Brésil et au Mexique. Avant de procéder à l'analyse des effets de ce virage, il importe de présenter une définition de la notion de «néolibéralisme». Le néolibéralisme est une doctrine et un mouvement politique né au cours des années 1960. Il vise l'atteinte du progrès et de la justice sociale et ce, en atténuant l'importance des doctrines libérales traditionnelles et en misant sur des méthodes davantage pragmatiques, particulièrement sur la croissance économique. Selon

Bradford DeLong, historien économique de Berkeley, le néolibéralisme repose sur deux dimensions clés, soient la libre circulation du commerce et des investissements, réalisable par le biais de l'élimination des barrières au commerce international, et la réduction du rôle économique de l'État (Bradford DeLong, 2010). Les tenants de l'approche néolibérale considèrent ces deux éléments comme étant essentiels à l'atteinte de la richesse économique.

2.1.3 Mise en œuvre de mesures de réforme économique

Au cours des années 1980, les gouvernements du Mexique, de l'Argentine et du Brésil entreprennent ainsi une série de mesures politiques et économiques visant à éliminer les «entraves» au marché et à limiter le rôle de l'État; essentiellement, ces mesures se concrétisent par une réduction des barrières commerciales, une limitation ou une élimination complète des subventions aux prix, un démantèlement de l'industrie nationale destinée au marché intérieur, une privatisation des économies (entreprises et services) et une rationalisation des dépenses publiques (Moro, 2007; Eckstein, 2004). Au Mexique, ce processus se réalise notamment par la mise en œuvre de l'ALÉNA en 1994 (Dubb, 1999). Plusieurs pays d'Amérique Latine adoptent également divers accords de libre-échange, dont le Mercosur (*Mercado Común del Sur* - «Marché commun du Sud») qui rassemble en 1995 le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay.

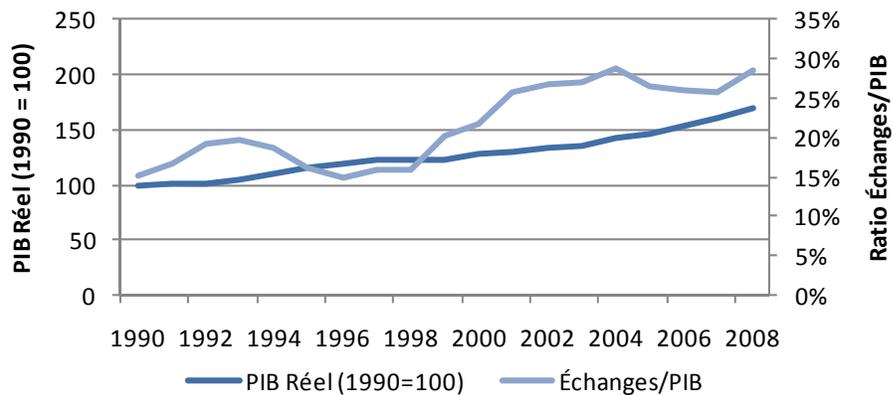
Toutefois, les effets des nouvelles politiques économiques s'avèrent mitigés. Les objectifs intermédiaires des programmes d'ajustement structurels sont largement atteints: plusieurs entreprises sont privatisées et l'importance des échanges internationaux dans l'économie nationale augmente considérablement. Comme l'indique la figure 2.1, le niveau d'exportations et d'importations en Argentine double en importance, passant d'environ 15% du PIB en 1990 à plus de 40% du PIB au cours des années 2000. Tel qu'indiqué dans les figures 2.2 et 2.3, on observe également une augmentation de l'importance des échanges au Brésil (de 16% du PIB en 1990 à environ 30% du PIB au cours des années 2000) et au Mexique (de moins de 40% du PIB au début des années 1990 à plus de 60% du PIB au cours des années 2000).



Source: Banque Interaméricaine de développement.

Note: Échanges = Exportations + Importations

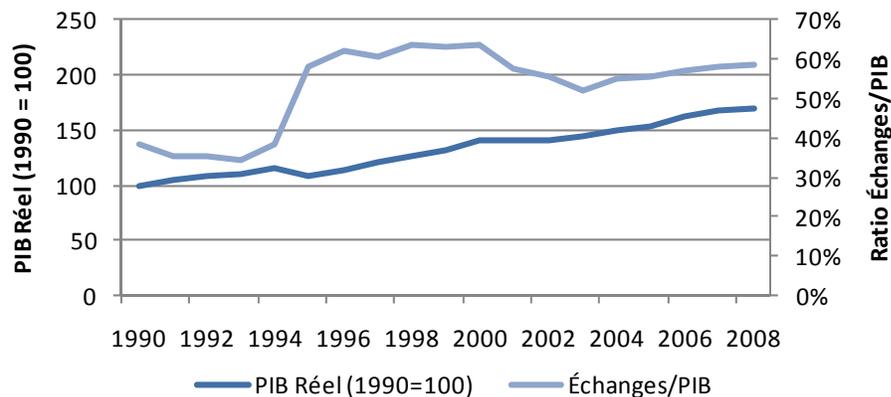
Figure 2.1 Croissance du PIB réel (1990=100) et de la proportion des échanges dans le PIB (%) en Argentine.



Source: Banque Interaméricaine de développement.

Note: Échanges = Exportations + Importations

Figure 2.2 Croissance du PIB réel (1990=100) et de la proportion des échanges dans le PIB (%) au Brésil.

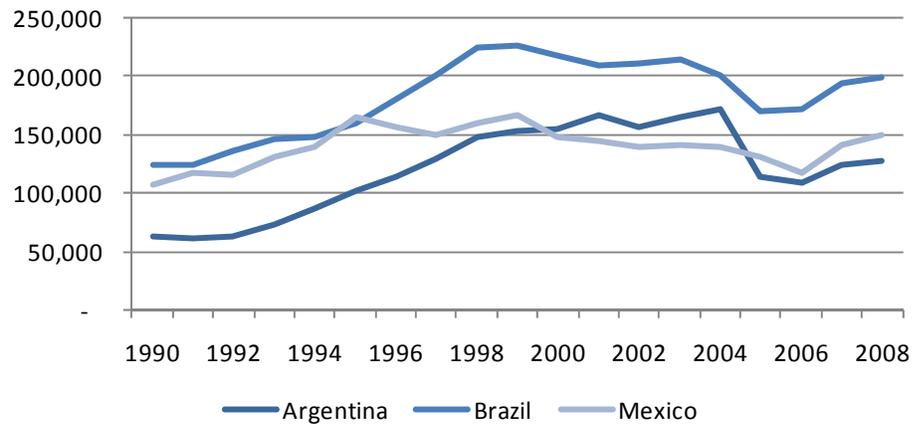


Source: Banque Interaméricaine de développement.
 Note: Échanges = Exportations + Importations

Figure 2.3 Croissance du PIB réel (1990=100) et de la proportion des échanges dans le PIB (%) au Mexique.

La croissance économique tant désirée, par contre, tarde à se matérialiser. Malgré une libéralisation accrue, la production augmente de façon inégale et l'Amérique Latine demeure vulnérable aux fluctuations des marchés internationaux. La croissance en Argentine est interrompue à deux reprises – en 1995 et en 1999-2000. De plus, les taux de croissance moyens observés en Argentine (2.5% par année), au Brésil (4.1% par année) et au Mexique (3.5% par année) au cours des années 1990 ne représentent pas des performances particulièrement reluisantes. Les insuccès des programmes d'ajustement structurels pilotés par le FMI ne sont pas sans conséquences. Entre autres, plusieurs des mesures instituées par ces programmes dans le but de gérer l'endettement, telles que la libéralisation des échanges et du crédit (privé et public), mènent plutôt à une hausse considérable de la dette extérieure. Comme le démontre la figure 2.4, au cours des années 1990, le poids de la dette extérieure triple en Argentine, et double presque au Brésil. Au Mexique, où les programmes d'ajustement structurels ont été amorcés plus tôt, la hausse au cours de la décennie 1990 est moins prononcée. Cette hausse de la dette extérieure place l'État dans une situation précaire

vis-à-vis les créiteurs étrangers et l'incite à se retirer des affaires économiques nationales, tout en alimentant la demande à l'égard de réformes de libéralisation et d'austérité.



Source: Economic Commission for Latin America and the Caribbean

Figure 2.4 Dette externe (millions de dollars) de l'Argentine, du Brésil et du Mexique, 1990-2008.

2.2 Restructuration de l'organisation productive

Le processus de restructuration économique et le démantèlement des frontières commerciales en Amérique Latine impliquent également une «réorganisation spatiale de la production», soit une décentralisation de la production nationale fondée sur des réseaux de sous-traitance, qui s'inscrit d'ailleurs dans un processus mondial de répartition des cycles de production entre les pays (Lévesque, 2003). Le phénomène implique, de façon générale, un déplacement de la production industrielle des grandes multinationales depuis les pays développés (pays du centre) vers les pays en voie de développement (pays de la périphérie), là où les coûts de production sont minimes: main-d'œuvre bon marché et non syndicalisée, exemptions d'impôts, absence de contrôles environnementaux (Colussi, 2004). Cette «restructuration hiérarchisée et fragmentée du processus productif internationalisé» favorise l'accaparement, par les pays du centre, des ressources de la périphérie (Katz, 2001). Un tel

modèle fixe les mécanismes d'échanges inégaux, fondés sur l'exportation spécialisée de produits industriels à faible valeur ajoutée mais exigeant un travail important et l'importation de biens de capitaux à forte valeur ajoutée (Katz, 2001). Par conséquent, les prix relatifs (la différence entre les prix des importations et des exportations) s'avèrent défavorables pour les pays d'Amérique Latine, qui encaissent un déficit commercial inévitable (Katz, 2001).

2.2.1 Délocalisation de la production: le secteur des *maquiladoras*

En Amérique Latine, les «entreprises sous-traitantes pour les grandes entreprises exportatrices», sont habituellement connues sous le nom de *maquiladoras* (Lévesque, 2003). Ainsi, «les entreprises transfèrent vers les *maquiladoras* les travaux initiaux (mise en forme, produits intermédiaires) ou de finition, ou ceux contribuant d'une manière ou d'une autre à l'élaboration d'un produit destiné à l'exportation. Les ateliers se situent dans les «zones franches» ou des «zones travaillant pour l'exportation». Ce sont des enclaves qui restent pratiquement hors de tout contrôle, où les entreprises bénéficient de «dérogations sur les taxes à payer pour importer et exporter, ainsi que d'allègements fiscaux divers» (Borzeix et al., 2004). Cependant elles ne produisent jamais la totalité de la marchandise finale – elles ne constituent qu'un maillon de la chaîne, un maillon qui dépend entièrement de l'extérieur, aussi bien en ce qui concerne l'approvisionnement en matière première ou produits de base que pour ce qui a trait au marché où seront commercialisés les produits» (Colussi, 2004).

Amorcé au cours des années 1960 et 1970, le transfert des travaux d'assemblage vers les *maquiladoras* en Amérique Latine s'accélère et connaît un essor fulgurant au cours des années 1990. Au Mexique, les *maquiladoras* constituent aujourd'hui un secteur industriel central de l'économie: comme le souligne Bizberg, en 1997, le nombre de travailleurs mexicains dans le secteur des *maquiladoras* (921 000) «équivalait aux deux tiers du total des travailleurs de l'industrie manufacturière (1 386 000 travailleurs). Le succès des *maquiladoras* au Mexique peut se mesurer aussi par leur nombre: il y en avait 454 en 1975, en 1985 elles sont 760, et en 1994 on en compte 2 085» (Bizberg, 1999). En 2000, le magazine industriel «Twin Plant News» dénombre 3 384 *maquiladoras* employant 1.2 millions de personnes au Mexique, soit une augmentation de l'emploi de 1 500 pour cent

depuis 1974 (Babson, 2000). En 2000, les *maquiladoras* produisent 47 pour cent des exportations totales et 54 pour cent de l'ensemble des produits manufacturés exportés par le Mexique (Hart-Landsberg, 2002)

«Les données sur les lieux d'installation des *maquiladoras* au Mexique confirment que la proximité des États-Unis reste fondamentale. Cela explique que la production continue à se concentrer à la frontière» (Bizberg, 1999). Le secteur de *maquiladoras* qui présente le taux de croissance le plus élevé au Mexique est celui de l'automobile: ce secteur compte 228 usines qui emploient 214 000 travailleurs (Babson, 2000). Le secteur du textile en Amérique Centrale, au Mexique et dans les Caraïbes est également touché par le processus de restructuration fondé sur la sous-traitance; ces régions importent les matières premières des compagnies américaines, fabriquent les vêtements dans leurs usines, puis rapatrient les produits finaux aux États-Unis (Anner, 2002). Les régimes de production et des pratiques de sous-traitance sont de plus en plus intégrés à l'échelle internationale (Anner, 2002).

2.2.2 Segmentation de la production: le secteur de l'automobile

Au cours des vingt dernières années, le secteur de l'automobile en Amérique Latine a également traversé une période de restructuration industrielle axée sur la segmentation de la production. Sur le plan historique, le secteur de l'automobile a longtemps constitué un des secteurs manufacturiers les plus centralisés (Anner, 2003). Poussées par le contexte de libéralisation du commerce, les entreprises automobiles ont graduellement procédé à une décentralisation nationale de leur production afin de réduire leurs coûts et d'accroître leur niveau de compétitivité (Anner, 2002).

Certains pays d'Amérique Latine, dont le Brésil, où le secteur de l'automobile constitue le secteur industriel de pointe, ont adopté un nouveau mode de production, la production «modulaire» (Anner, 2002). Ce système de production constitue une forme extrême de sous-traitance. Les entreprises suivant ce système ne se contentent pas d'impartir les fonctions de surveillance, de sécurité ou de transport, mais vont jusqu'à offrir des activités

de production complètes à des contractuels (Anner, 2003). Le système de production «modulaire» favorise donc la participation directe des fournisseurs de premier plan au processus de production (Anner, 2002).

La réduction du nombre de composantes devant être manipulées entraîne une réduction du nombre d'employés nécessaires dans les entreprises automobiles (Anner, 2003). Par exemple, dans l'unité de production de Volkswagen de Resende, l'ensemble des processus de fabrication et d'assemblage est effectué par un réseau d'entreprises indépendantes (Anner, 2002). Aucun employé de Volkswagen n'est présent sur les lieux du travail, hormis un petit groupe de travailleurs chargés de l'inspection des véhicules une fois la production terminée (Anner, 2002). À l'usine Ford de Bahia, 27 fournisseurs de premier plan participent de façon directe au processus de production au sein de l'usine (Anner, 2002).

L'Argentine a elle aussi connu une période de restructuration dans son secteur de l'automobile au cours des années 1990, même si cette restructuration n'a pas entraîné des répercussions aussi considérables qu'au Brésil.

2.3 Redéfinition des rôles des acteurs socio-économiques et flexibilisation de l'emploi

L'adoption massive de politiques néolibérales se double de la redéfinition du rôle de l'État: ce dernier n'est «plus garant des droits sociaux et économiques de sa population» mais doit plutôt «veiller à favoriser la circulation des échanges et des investissements» (Bonnassies, 2005). La capacité de contrôle gouvernemental des dirigeants s'érode: si l'État constituait auparavant le principal médiateur des relations sociales et économiques, en référence au corporatisme, il devient, dans ce nouveau contexte, un «facilitateur» effacé du système socio-économique (Hennebert Faulkner, 2003; Bajo, 2002). La privatisation de plusieurs entreprises d'État, le «dégraissage» des structures gouvernementales et la suppression de plusieurs emplois gouvernementaux constituent quelques-uns des effets structurels de cette conversion (O'Connell, 1999). Au Mexique, en 1984, l'État est à la tête

de 1 212 entreprises; en 1988, suite à un vaste programme de privatisation, le nombre d'entreprises dirigées par l'État n'est plus que de 448 (Hart-Landsberg, 2002).

La crise de la dette et la mise en place de politiques d'ajustement structurel entraînent une diminution des revenus de l'État et un affaiblissement des mécanismes de redistribution de la richesse nationale (Hennebert Faulkner, 2003). Les gouvernements procèdent à la suppression d'une vaste législation sociale et à la restriction des divers mécanismes de protection des revenus et de sécurité sociale, ces éléments étant considérés comme des facteurs qui inhibent et qui affectent négativement l'économie (Gendronneau, 2004; Reynoso Castillo, 2000). Ainsi, le système de protection sociale universelle des travailleurs traditionnellement défendu par un État interventionniste est progressivement remplacé par des processus de dérégulation et de gestion flexible des marchés et du travail (Cardoso, 2004). La réduction du nombre d'emplois stables et permanents et le recours accru à la sous-traitance et à l'impartition, particulièrement au bas de l'échelle de travail, ainsi qu'aux différentes formes de travail précaire (temps partiel, temporaire, saisonnier, sur appel) attestent du processus de «flexibilisation» et de déréglementation du marché du travail dans ces pays. En 1996, «la croissance du sous-emploi touche 13.6% de la population active salariée» en Argentine (Dallaire, 2009).

Les deux tableaux suivants permettent d'illustrer certains éléments du processus de flexibilisation du travail. Ainsi, le tableau 2.1 montre l'évolution et l'ampleur du nombre de contrats de travail temporaires en Argentine et au Mexique entre 1996 et 2002, en indiquant la proportion de l'emploi rémunéré qui correspondait à une forme de travail temporaire. Les données indiquent qu'au Mexique, de 1997 à 2002, le taux d'emploi temporaire est passé de 7.2% à 10.9%; en Argentine, le taux d'emploi temporaire a pratiquement doublé entre 1996 (8.2%) et 1998 (15.3%) (Marshall, 2004). Le tableau 2.2 illustre l'évolution et l'ampleur du nombre d'emplois rémunérés non protégés⁷ en Argentine, au Brésil et au Mexique entre 1991 et 2002, en précisant le pourcentage d'emploi rémunéré constituant un emploi non protégé (Marshall, 2004). Ces données indiquent qu'au cours des années 1990, le taux d'emploi non protégé a augmenté dans chacun des trois pays et ce, indépendamment des particularités

⁷ Les emplois rémunérés non protégés correspondent aux emplois pour lesquels les travailleurs ne bénéficient d'aucun avantage légal

nationales en ce qui a trait au niveau d'activité économique et des modifications (ou des constances) liées aux dispositions réglementaires du travail et aux coûts de main-d'œuvre extra-salariaux (Marshall, 2004).

Tableau 2.1

Proportion de l'emploi rémunéré correspondant à une forme de travail temporaire en Argentine et au Mexique (1996 à 2002)

	Argentine (1)	Argentine (2)	Mexique
1996	8.2 (3 ^o T)	4.8 (3 ^o T)	Non disponible
1997	16.9 (4 ^o T)	12.0 (4 ^o T)	7.2
1998	15.3 (3 ^o T)	9.4 (3 ^o T)	10.0
1999	----	6.3 (3 ^o T)	10.8
2000	----	5.0 (3 ^o T)	11.2
2002	----	2.8 (2 ^o T)	10.9

T – trimestre

(1) – Les contrats temporaires comprennent les contrats à durée déterminée, les contrats de probation et les contrats négociés par le biais d'agences du travail

(2) – Les contrats temporaires comprennent seulement les contrats à durée déterminée et les contrats négociés par le biais d'agences du travail

Source: Marshall (2004)

Tableau 2.2

Pourcentage de l'emploi rémunéré constituant un emploi non protégé en Argentine, au Brésil et au Mexique (1991 à 2002)

	Argentine		Brésil	Mexique	
	(1)	(2)	----	(1)	(2)
1991	23.2*	Non disponible	27.9	33.8	20.3
1995	23.6	30.7**	33.2	39.3	24.9
1999	30.9	33.2	37.2	40.3	23.6
2002	29.1	33.2	37.9	40.8	23.9

* 1992

** 1996

Argentine: (1) Les salariés (excepté les travailleurs du secteur des services ménagers et, en 2002, les bénéficiaires des programmes d'emploi) sans avantages sociaux. (2) Les salariés (excepté les travailleurs du secteur des services ménagers et, en 2002, les bénéficiaires des programmes d'emploi) ne cotisant pas à la sécurité sociale.

Brésil: Les salariés sans «*corteira de trabalho*»

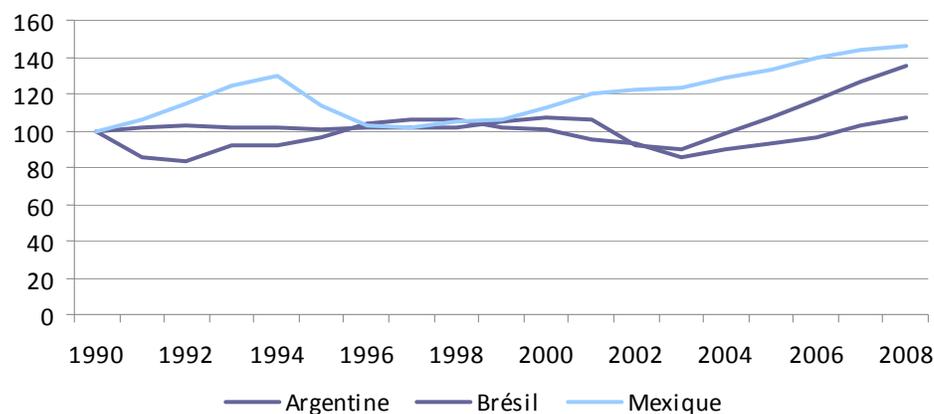
Source: Marshall (2004)

2.4 Impacts sur le monde de l'emploi et sur les travailleurs

Si les programmes d'ajustement structurels concrétisés par les processus de déréglementation et de gestion flexible du travail ont entraîné une hausse des échanges et un retrait de l'État, ils n'ont toutefois pas nécessairement fourni la croissance économique soutenue promise. En réalité, l'effet sur le marché du travail s'avère dévastateur. La redistribution des gains économiques s'opère de façon inégale et les travailleurs latino-américains subissent des baisses de salaires, attribuables à la concurrence internationale. Ils souffrent également d'une précarisation généralisée de l'emploi, doublée de la tendance à la baisse des niveaux d'emploi (Thomas, 1995).

2.4.1 Tendances à la baisse des salaires

La figure 2.5 indique l'évolution des salaires réels au Mexique, en Argentine et au Brésil entre 1990 et 2008. Les données montrent qu'au cours des années 1990, les salaires réels ont, soit connu une chute, soit connu une période de stagnation. Conséquemment, la situation salariale des travailleurs ne s'est guère améliorée au cours de cette période. En Argentine, le salaire réel moyen est passé de 101.3 en 1993 à 99 en 1998. Selon ces données, «le cas le plus significatif est celui du Mexique: après une amélioration notable durant la première moitié de la décennie 1990, les conditions salariales ont brutalement régressé, le salaire réel se situant aux niveaux de 1990» (Constantin et Deblock, 1999).



Source: Banque Interaméricaine de développement et Economic Commission for Latin America and the Caribbean. Secteur manufacturier seulement pour l'Argentine et Mexique,

Figure 2.5 Salaires réels (1990=100) en Argentine, au Brésil et au Mexique, 1990-2008.

2.4.2 Secteur des *maquiladoras*: impacts sur l'emploi et les salaires

L'explosion des nouveaux modes de production entraîne elle aussi des effets néfastes pour les travailleurs. En effet, le processus de segmentation de la production oblige les petites usines désirent obtenir des contrats des multinationales à accroître leur niveau de compétitivité (Anner, 2002). Selon Anner, en plus d'entraîner une réduction du nombre d'emplois dans les entreprises, le processus général de réorganisation de la production exerce donc une pression à la baisse sur les salaires dans la plupart des secteurs industriels (Anner, 2002).

La segmentation de la production a engendré un déplacement des emplois à partir des régions bien rémunérées vers les régions moins bien rémunérées (Anner, 2003). Par exemple, au Brésil, depuis 1995, l'ensemble des nouvelles usines du secteur de l'automobile ont été construites hors du territoire traditionnel de l'automobile, la région de Sao Paulo de

ABC⁸ (Anner, 2002). Les niveaux de salaire sont nettement plus faibles dans les nouvelles usines de production modulaires que dans les usines traditionnelles du secteur de l'automobile (Anner, 2002). Les emplois dans les *maquiladoras* sont peu qualifiés, sous-payés et effectués dans des conditions de travail souvent infra-humaines (Guthmann et Tournon, 2006). Au Mexique, «dans les nouvelles unités d'assemblage, les salaires ne représentent que 40% du salaire des travailleurs dans les usines plus anciennes. De la même manière, la rémunération des travailleurs est près de deux fois moins élevée dans les *maquiladoras* que dans les autres usines du secteur des pièces automobiles au Mexique» (Lévesque 2003). Dans le secteur de l'automobile brésilien, en 2001, le salaire moyen des travailleurs des usines de production modulaire était de 477 dollars américains, alors que celui des travailleurs des usines traditionnelles s'élevait à 907 dollars américains (Anner, 2003). Selon Anner, le salaire mensuel moyen des travailleurs des nouvelles usines du secteur de l'automobile est de 55 à 27 pour cent plus faible que le salaire moyen octroyé dans les usines traditionnelles de la région de ABC (Anner, 2002).

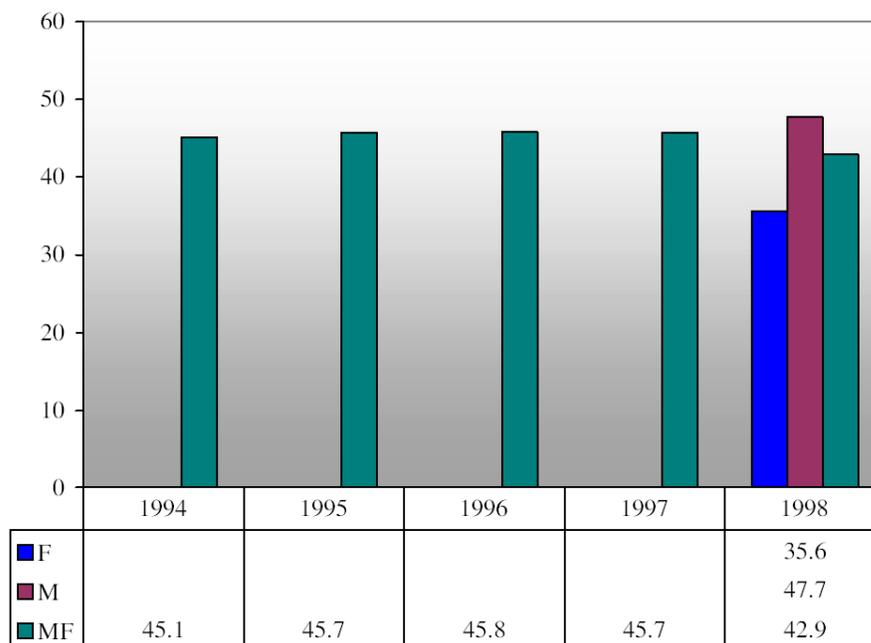
2.4.3 Suppression d'emplois et explosion du secteur informel

Au Mexique, au Brésil et en Argentine, les politiques macroéconomiques, les nouveaux modes de production, la disparition des industries «non compétitives» et les pratiques de gestion flexible du travail provoquent des pertes d'emploi massives; ainsi, au cours des années 1990, près de 3.3 millions d'emplois sont supprimés au Brésil (Costa, 2006). Dans ces pays, l'emploi se déplace également à partir des secteurs structurés vers les secteurs informels de l'économie, c'est-à-dire vers les activités réalisées sans aucun élément de protection sociale. Les travailleurs de l'économie informelle touchent de très faibles salaires, ne disposent d'aucun droit ni d'aucune protection sociale (assurances couvrant les médicaments, les accidents, l'invalidité, les pensions de vieillesse, etc.) normalement attribués aux travailleurs et à leur famille, et sont sans représentation syndicale (Dallaire, 2009; Gallin, 2003). «Le travail au noir, qui n'était au début qu'une pratique «de survie

⁸ Zone industrialisée à l'extérieur de la ville de Sao Paulo

occasionnelle», s'est transformé lors de la dernière décennie en véritable fléau» (Dallaire, 2009). La croissance du secteur informel est si remarquable que, selon Gallin, les travailleurs informels représentent aujourd'hui «la majorité de la population active» (60% au Brésil et au Mexique) (Gallin, 2003). Au cours de la dernière décennie, dans la région latino-américaine, 84 pour cent des nouveaux postes étaient créés dans le secteur informel, avec des salaires inférieurs de 40 à 60 pour cent à ceux du secteur formel (Katz, 2001).

Les figures suivantes illustrent l'ampleur du secteur informel en Argentine, au Brésil et au Mexique, au cours de la seconde partie des années 1990 (OIT, 2003-2004). Les données indiquent que le secteur informel représentait 37.9% de l'emploi total au Mexique en 1995, 42.9% de l'emploi total au Brésil en 1999 et 45.8% de l'emploi total en Argentine en 1996 (OIT, 2003-2004).



Champ d'observation

Géographique: tous les secteurs urbains ont été couverts par l'enquête

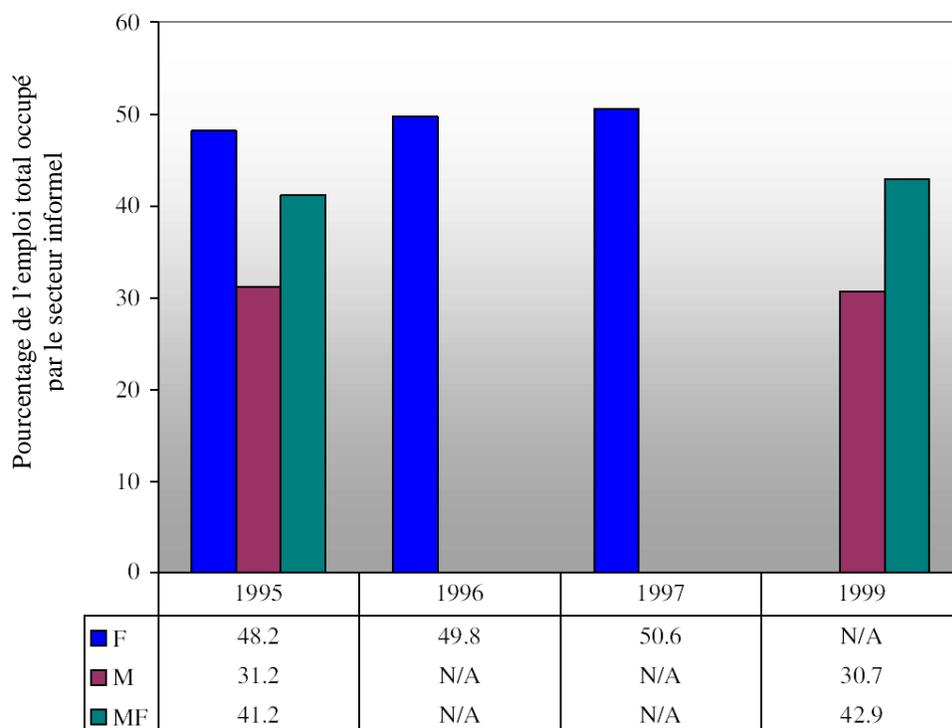
Industriel : tous les grands secteurs industriels ont été couverts par l'enquête

Symboles

MF Masculin et féminin. M Masculin. F Féminin.

Source : BIT (2003)

Figure 2.6 Pourcentage de l'emploi total occupé par le secteur informel en Argentine.



Champ d'observation

Géographique: tous les secteurs urbains ont été couverts par l'enquête

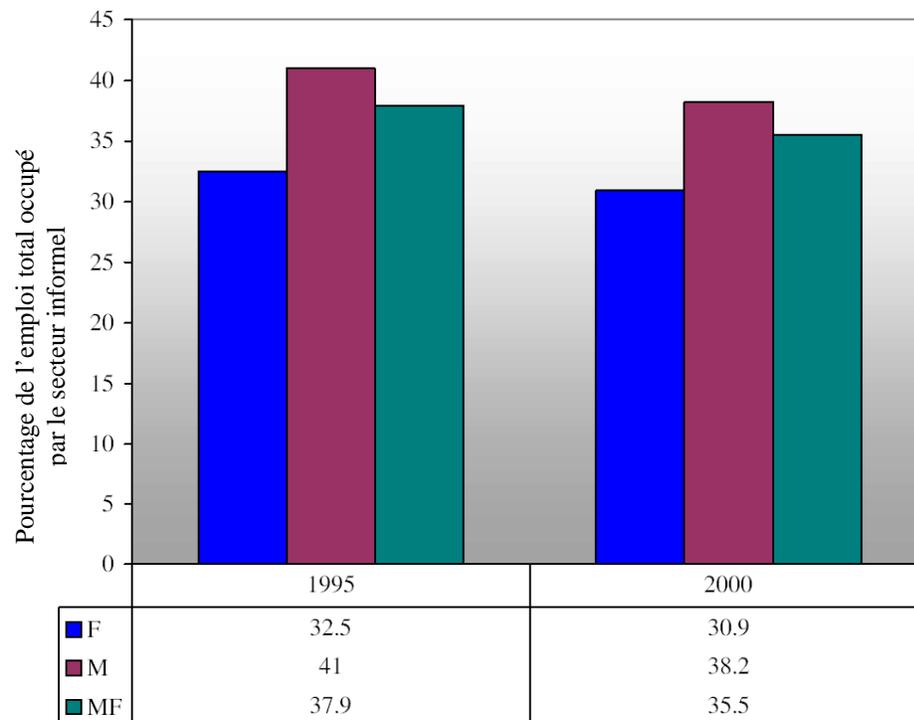
Industriel : tous les grands secteurs industriels ont été couverts par l'enquête

Symboles

MF Masculin et féminin. M Masculin. F Féminin.

Source : BIT (2003)

Figure 2.7 Pourcentage de l'emploi total occupé par le secteur informel au Brésil.



1. Source

ILO: 2003-2004 Key Indicators of the Labour Market (Geneva, 2003),
<http://www.ilo.org/kilm>

Champ d'observation

Géographique: tous les secteurs urbains ont été couverts par l'enquête
 Industriel : tous les grands secteurs industriels ont été couverts par l'enquête

Symboles

MF Masculin et féminin. M Masculin. F Féminin.

Source : BIT (2003)

Figure 2.8 Pourcentage de l'emploi total occupé par le secteur informel au Mexique.

2.4.4 Inégalités de revenus, chômage et pauvreté

Cette fragmentation du marché du travail contribue à l'affaiblissement du pouvoir d'achat et à la polarisation extrême des revenus (Katz, 2001). En réalité, la polarisation des sociétés latino-américaines représente un des changements les plus profonds engendrés par le modèle néolibéral; le monde du travail est divisé en deux: une minorité ayant conservé ses droits du travail et ses droits sociaux, et une majorité croissante, marginalisée et appauvries, composée de travailleurs contractuels ou précaires, de travailleurs informels et de chômeurs (Zibechi, 2004). Cette polarisation se reflète notamment par la distribution inégale des revenus: alors que 10 pour cent de la population latino-américaine monopolise 48 pour cent des revenus, les 10 pour cent les plus pauvres se partagent à peine 1.6 pour cent de ce total (Katz, 2004). En Amérique Latine, les transformations du marché du travail précarisent l'emploi et font exploser le chômage structurel; par le fait même, elles réduisent les salaires et aggravent la paupérisation, les inégalités ainsi que l'exclusion sociale de larges couches des secteurs populaires (Antunes, 2001).

2.4.5 Les cas du Brésil et de l'Argentine

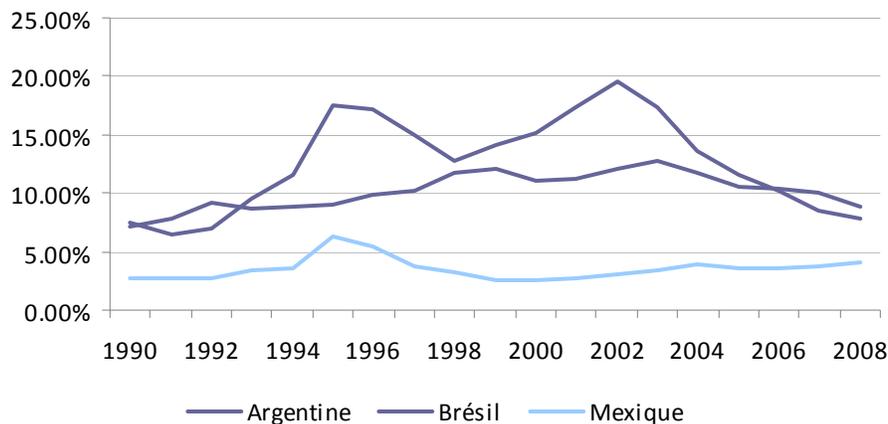
Comme l'indique Cardoso, dans le cas du Brésil et de l'Argentine, la restructuration est fondée sur un processus de désindustrialisation et implique la privatisation des entreprises et des services publics, la croissance du secteur informel et des taux de chômage, et l'aggravation de la pauvreté et des inégalités sociales et économiques (Cardoso, 2004). Avec la croissance du taux de chômage, le nombre d'Argentins basculant en dessous du seuil de pauvreté augmente: alors que 21.5% d'entre eux vivaient en dessous de ce seuil en 1991, ce taux atteint 26% en 1998 et 40% en 2001; dans la grande région de Buenos Aires, en 2002, 54.3% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté (Gendronneau, 2004; Epstein, 2003). Au Brésil, c'est 29.3% de la population qui vit en dessous du seuil de la pauvreté (Costa, 2006).

2.4.6 Le cas du Mexique

Selon Cardoso, la restructuration au Mexique s'est traduite par un déplacement des usines de production vers le Nord du pays et par une augmentation de l'emploi dans cette région (Cardoso, 2004). La productivité s'est accrue et, à la différence du Brésil et de l'Argentine, l'économie mexicaine dépend largement de ses exportations, principalement à destination des États-Unis (Cardoso, 2004). Cependant, malgré le fait que le travail au Mexique fasse l'objet d'une importante législation, l'application de ces droits dans les *maquiladoras* demeure laxiste (Kamel et Hoffman, 1998). À l'instar du Brésil et de l'Argentine, le secteur informel, le taux de chômage, la précarité d'emploi et le niveau de pauvreté ont augmenté partout au Mexique. En matière de création d'emploi, l'économie mexicaine ne parvient pas à «absorber le million de personnes qui s'efforcent chaque année à intégrer le marché du travail» (Moro, 2007). Un rapport de l'Institut National de Statistique, Géographie et Informatique indique qu'au mois de septembre 2006, le chômage s'élevait à 1.8 million de personnes, le sous-emploi atteignait 3.5 millions de personnes et le secteur informel comptait 11 autres millions de Mexicains (Moro, 2007). Aujourd'hui, 49 millions de Mexicains (47 pour cent de la population) vivent en état de «pauvreté patrimoniale»; parmi eux, 19 millions souffrent également de «pauvreté alimentaire»⁹ (Moro, 2007).

La figure 2.9 indique l'évolution des taux de chômage au Mexique, en Argentine et au Brésil entre 1990 et 2008. Les données signalent des niveaux de chômage importants au Brésil (supérieur à 12% en 1999, en 2002 et en 2003) et une croissance inédite du taux de chômage en Argentine; dans le contexte de la crise économique, ce taux frôle 20% en 2002.

⁹ La «pauvreté patrimoniale» fait référence aux ressources insuffisantes en vue de satisfaire les besoins en alimentation, vêtements, chaussures, logement, santé, transport public et éducation. La «pauvreté alimentaire» renvoie à l'inaccessibilité des aliments indispensables au développement des capacités humaines (Moro, 2007).



Source: Banque Interaméricaine de développement.

Figure 2.9 Taux de chômage (%) en Argentine, au Brésil et au Mexique, 1990-2008.

2.5 Facteurs de crise et de remise en question de l'action syndicale traditionnelle

Les processus accélérés de reconfiguration de l'espace économique et de dérégulation du travail, menés dans le cadre de la mise en œuvre du modèle néolibéral, ont fortement ébranlé les fondements des systèmes de relations industrielles et des modèles d'action collective en Argentine, au Brésil et au Mexique.

Les mouvements syndicaux traditionnels de ces pays, fondés sur un corporatisme étatique, font actuellement l'objet d'une profonde redéfinition (Hennebert Faulkner, 2003). Selon Hennebert Faulkner, la transition que vivent les pays d'Amérique Latine «ouvre la voie à un réaménagement des rapports de pouvoir entre acteurs et à une redéfinition de leur logique respective d'action. Cette transition est d'autant plus importante pour l'acteur syndical qui, habitué à un système corporatiste et protectionniste garantissant le bon fonctionnement des mécanismes de redistribution de la richesses collective aux travailleurs syndiqués, se trouve aujourd'hui confronté à un contexte plus hostile dans lequel l'État cède progressivement aux marchés le rôle d'agent de développement et où on ne peut que

constater l'effritement du contrat social et des liens corporatistes qui assuraient auparavant au mouvement syndical une influence et une légitimité certaine» (Hennebert Faulkner, 2003). Pour les syndicats latino-américains, le contraste est donc extrêmement prononcé entre leur position institutionnelle enviable, sous le modèle traditionnel, et la déstabilisation de leurs bases et leurs fondements, sous le modèle néolibéral (Hennebert Faulkner, 2003).

Les changements économiques modifient de façon radicale le contexte de recrutement, de négociation et de pouvoir des syndicats dans ces trois pays et ce, même si les structures syndicales officielles sont maintenues (Albo et Crow, 2005; Cardoso, 2004). De nombreux auteurs avancent la thèse selon laquelle l'ensemble de ces changements génère une crise du syndicalisme, dont «l'affaiblissement de l'identité syndicale et du pouvoir de négociation des syndicats constituent les effets les plus criants» (Dallaire, 2009). Selon Merklen, la crise du salariat latino-américaine «a fortement érodé la base sociale des syndicats, en les délogeant de la place qu'ils occupaient depuis les années 1940» (Merklen, 2002). Cet aspect est d'autant plus important que, comme nous l'avons vu, «les syndicats jouaient un rôle important dans l'administration de la sécurité sociale (...) et dans la socialisation politique des travailleurs» (Merklen, 2002). Reynoso Castillo indique que «les anciennes propositions syndicales de revendications et d'améliorations des conditions de travail font face aujourd'hui aux demandes des employeurs visant à modifier les normes du travail pour favoriser la croissance économique et en particulier l'emploi» (Reynoso Castillo, 2000).

2.6. Chute du taux de syndicalisation et perte de pouvoir syndical

De façon générale, les mouvements syndicaux subissent des pertes en terme de ressources économiques, de membres, de pouvoir politique et d'influence sociale (Cardoso, 2004). La désagrégation de la structure d'emploi, caractérisée par les fermetures d'entreprises, les pertes d'emploi, la fragmentation du marché du travail et la précarisation générale du travail, entraîne une chute du taux d'affiliation et de la densité syndicale qui, en conséquence, limitent les ressources financières et amoindrissent substantiellement la

capacité de négociation des syndicats; cette situation est étroitement liée à la chute des salaires réels observée dans ces pays et s'avère prépondérante dans le secteur public et dans les principaux secteurs manufacturiers, là où traditionnellement les syndicats ont eu le plus d'influence (Dallaire, 2009; Cardoso, 2004).

Le tableau 2.3 illustre l'évolution du taux de syndicalisation en Argentine, au Brésil et au Mexique, dans des périodes échelonnées entre 1975 et 2002. Les données indiquent une chute généralisée du taux de syndicalisation et témoignent ainsi de l'affaiblissement du pouvoir syndical dans ces trois pays.

En Argentine, le taux de syndicalisation est passé de 59% en 1975, à 36% en 1985 et à 24% en 2002, ce qui correspond à une diminution de plus de 60% (Cardoso, 2004). Au Mexique, le déclin est presque aussi saisissant lorsqu'on tient compte de la période resserrée: une baisse du taux de syndicalisation de plus de 30% en moins de dix ans (Cardoso, 2004). Pour sa part, le Brésil connaît une évolution distincte; en effet, malgré les conditions hostiles mises en place par le contexte économique, cette région enregistre des taux de syndicalisation relativement stables. Selon Cardoso, la stabilité de l'expérience syndicale brésilienne découle de la capacité du mouvement syndical à faire face aux changements structurels propres au marché du travail (Cardoso, 2004). De façon générale, la variation entre les évolutions du taux de syndicalisation observées dans ces pays est attribuable aux particularités nationales en ce qui a trait aux processus de restructuration, aux modifications des bases syndicales et aux facteurs politiques (Cardoso, 2004).

Tableau 2.3
Taux de syndicalisation en Argentine, au Mexique et au Brésil (1975 à 2002)

Argentine							
	Population active(a)	Population active - titulaires (b)	Salariés (c)	Syndiqués (d)	(d)/(a)	(d)/(b)	(d)/(c)
1975	8 500 000	8 245 000	6 000 000	5 000 000	58.8	60.6	83.3
1985	11 000 000	10 340 000	7 500 000	4 000 000	36.3	38.7	53.3
1998	14 000 000	12 040 000	8 200 000	3 600 000	25.7	29.9	43.9
2002	15 840 000	13 340 000	8 804 000	3 850 000	24.3	28.9	43.7

Mexique						
	Population active (a)	PSIM (b)*	Syndiqués parmi la PSIM (c)	Syndiqués - total (d)	(d)/(a)	(c)/(b)
1992	30 200 000	6 500 000	1 400 000	4 100 000	13.6	22.1
1994	35 000 000	6 800 000	1 000 000	3 600 000	10.4	14.9
1998	40 100 000	7 400 000	1 100 000	3 700 000	9.3	15.5
2000	41 000 000	8 000 000	1 200 000	4 000 000	9.8	15.0

*Population pouvant être syndiquée dans l'industrie manufacturière

Brésil							
	Population active (a)	Population active – titulaires (b)	Salariés (c)	Syndiqués (d)	(d)/(a)	(d)/(b)	(d)/(c)
1988	53 595 963	51 732 445	34 279 202	9 092 685	16.97	17.58	21.9
1995	65 413 222	63 909 393	37 060 634	11 319 065	17.30	17.71	21.6
1999	71 853 858	68 341 333	39 528 703	11 616 738	16.17	17.00	19.7
2002	76 950 394	73 364 193	44 085 216	13 309 123	17.30	18.14	20.1

Source: Cardoso (2004)

Le processus de réorganisation de la production contribue aussi à l'affaiblissement du syndicalisme. En effet, la production segmentée se traduit par une dispersion des travailleurs à travers les usines et complique grandement le processus de formation syndicale (Anner,

2003). De plus, les libertés syndicales, les libertés de négociation et les taux de syndicalisation sont beaucoup plus faibles dans l'industrie *maquiladora* et les usines de production modulaires que dans les usines traditionnelles (Anner, 2002).

Par exemple, le tableau 2.4 indique qu'au Mexique, en 2001, le taux de syndicalisation atteignait 87 pour cent dans les grandes usines traditionnelles, 84 pour cent dans les moyennes usines traditionnelles et 66 pour cent dans les petites usines traditionnelles (Anner, 2001). Par contre, le taux de syndicalisation des usines situées dans les zones franches industrielles n'était que de 30 pour cent et ce, alors même que l'usine moyenne dans ce secteur était considérée comme une «grande» usine (Anner, 2001).

Tableau 2.4
Taux de syndicalisation, taille des usines et secteur *maquiladora* (2001)

Taille des usines	Taux de syndicalisation des usines
Grandes usines (plus de 250 travailleurs)	87%
Moyennes usines (100 à 250 travailleurs)	84%
Petites usines (15 à 99 travailleurs)	66%
Usines du secteur <i>maquiladora</i> (taille moyenne des usines - 337 travailleurs)	30%

Source: Anner (2001)

Dans le secteur de l'automobile brésilien, en 2002, alors que le taux de syndicalisation des travailleurs des usines traditionnelles correspondait à 62.06 pour cent, celui des travailleurs des nouvelles usines modulaires n'était que de 34.79 pour cent (Anner, 2003). Les rares entreprises syndiquées du secteur des *maquiladoras* sont le plus souvent dotées de syndicats dits «officiels» mais n'ayant pas été élus par les travailleurs, qui se contentent de négocier des conventions limitées au salaire minimum légal et qui n'offrent aucune autre forme de représentation des travailleurs (La Botz, 2002).

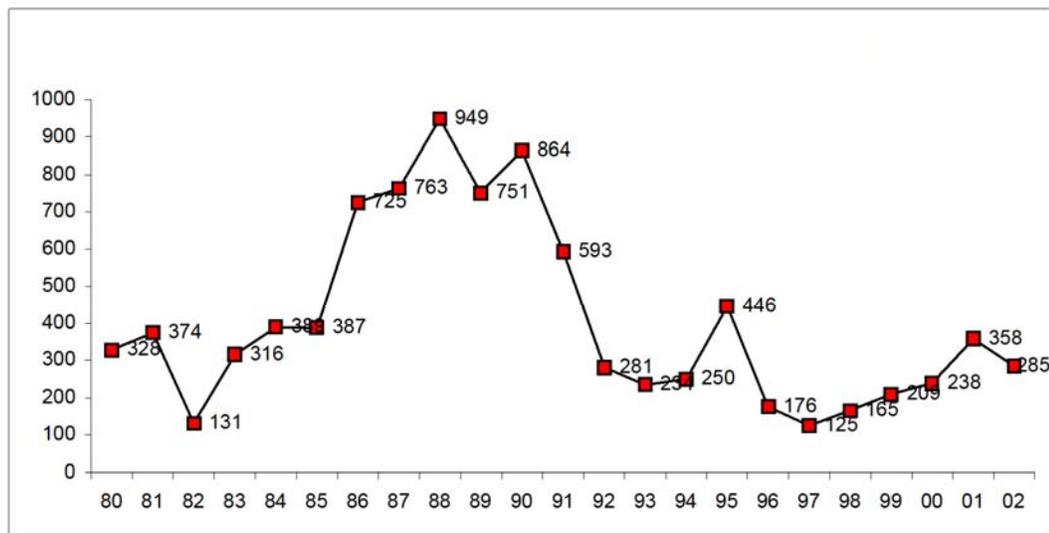
Selon Cook, la chute des effectifs syndicaux est attribuable à plusieurs facteurs, dont le déclin des industries manufacturières au profit de l'industrie des services et de l'emploi informel, la croissance de l'emploi temporaire, et les stratégies des entreprises visant à limiter la syndicalisation (Cook, 2004). Quoi qu'il en soit, la chute des taux de syndicalisation affaiblit le pouvoir des syndicats de façon significative et entraîne une «crise aiguë de représentativité et de légitimité» (Dallaire, 2009).

Cet affaiblissement est d'autant plus déstabilisant que les syndicats doivent composer avec la croissance de secteurs et de groupes de travailleurs qui tombent hors de leur champ de recrutement traditionnel, à savoir l'industrie des *maquiladoras* (nous avons vu que ces dernières sont très peu ou aucunement syndiquées), les différents niveaux de sous-traitance, le secteur informel, les travailleurs des milieux ruraux, les femmes, etc. (Riethof, 2005). Comme l'indique Reynoso Castillo, «ces modifications impliquent différents défis pour les syndicats et aussi pour leurs contrats collectifs, puisque dans les deux cas, le schéma traditionnel des droits et prestations du travail s'adressait au «travailleur typique» qui avait un seul lieu de travail, un contrat à durée indéterminée, une journée délimitée, etc. Avec ce changement des éléments de base du schéma des corps de métier, les syndicats se sont trouvés à court d'arguments pour défendre un type de travailleur auquel ils n'étaient pas habitués» (Reynoso Castillo, 2000).

Le militantisme des travailleurs est également miné par les menaces soutenues de pertes d'emploi et par la précarité accrue de la main-d'œuvre (Bronstein, 1995). Un des principaux indicateurs de l'affaiblissement du militantisme et de la capacité d'action collective des travailleurs est sans doute l'évolution du recours à la grève. Les graphiques 2.14, 2.15 et 2.16 illustrent l'évolution du nombre de grèves en Argentine (entre 1980 et 2002), au Brésil (entre 1980 et 1999) et au Mexique (entre 1990 et 1999).

La figure 2.10 indique que près de 10 000 grèves ont eu lieu en Argentine entre 1980 et 2002 (Cardoso, 2004). La période s'échelonnant entre 1980 et 1985 compte moins de 400 cas de grève par année (Cardoso, 2004). Puis, entre 1986 et 1990, soit la période qui coïncide avec la crise économique, le nombre de grèves double et atteint un sommet en 1988 (949 grèves) (Cardoso, 2004). Ensuite, entre 1991 et 2002, soit la période de stabilisation

économique, le nombre de grèves redescend, atteint un seuil minimum en 1997 (125 grèves), puis grimpe à nouveau, sans toutefois atteindre les niveaux propres à la période antérieure (Cardoso, 2004). Ce graphique permet ainsi d'établir un lien de corrélation entre le nombre de grèves et le cycle économique (Cardoso, 2004).

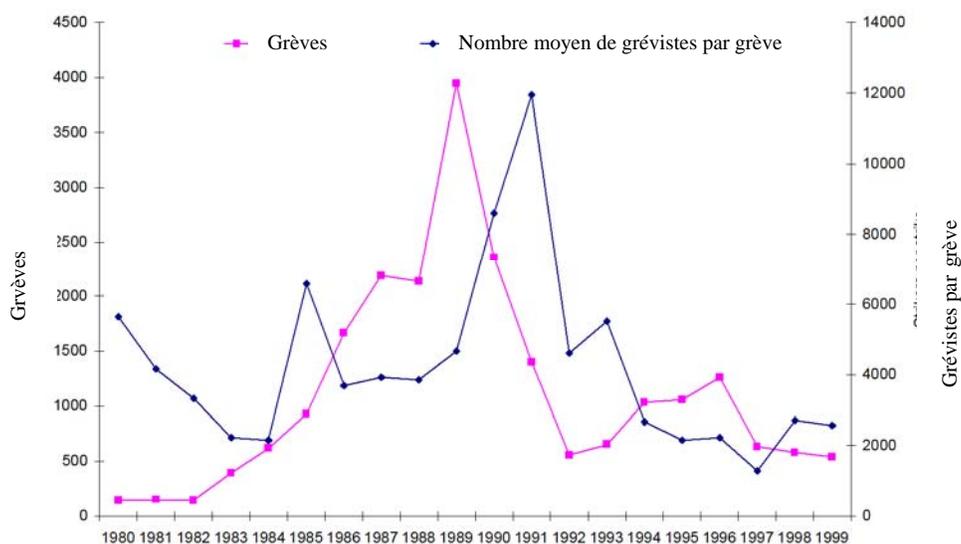


Source: Cardoso (2004)

Figure 2.10 Évolution du nombre de grèves en Argentine (1980 à 2002).

La figure 2.11 indique qu'au Brésil, les années 1980 sont marquées par une augmentation du nombre de grèves, attribuable notamment au processus de démocratisation et à la croissance du taux d'inflation (Cardoso, 2004). Au cours des années 1990, le mouvement de grève brésilien s'avère moins intense et se stabilise (variant entre 500 à 1 500 grèves par année) (Cardoso, 2004). Les données de la figure 2.11 indiquent que l'évolution du nombre moyen de grévistes par grève est étroitement liée à l'évolution du nombre de grèves.

Étant donné que les années 1980 ont constitué une période de renaissance et de réorganisation exceptionnelles pour le mouvement ouvrier brésilien, les données de grèves propres à cette période ne sauraient être utilisées aux fins de comparaison avec les activités de grève des années 1990 (Cardoso, 2004).

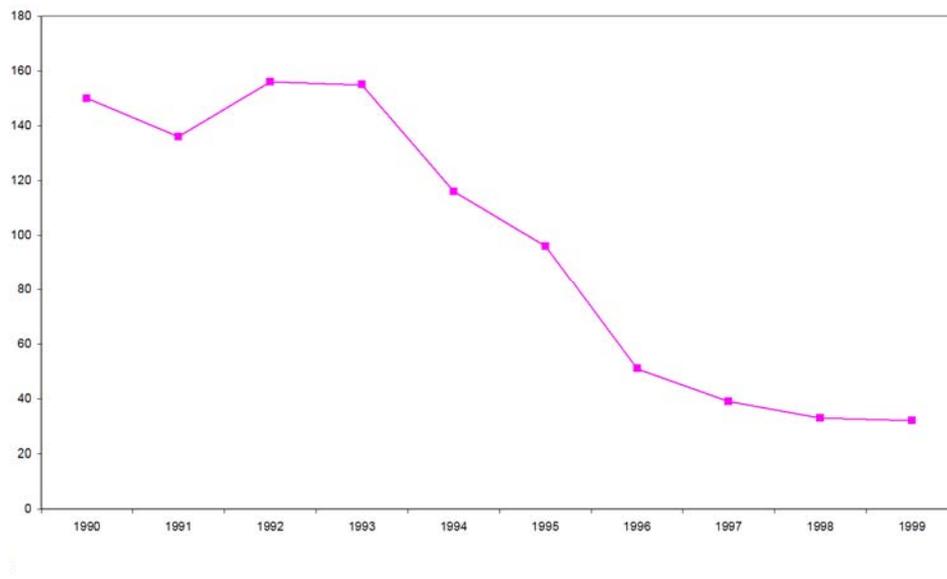


Source: Cardoso (2004)

Figure 2.11 Évolution du nombre de grèves et du nombre moyen de grévistes par grève au Brésil (1980 à 1999).

Selon Cardoso, la différence entre le nombre de grèves au cours des années 1980 et des années 1990 en Argentine et au Brésil pourrait être attribuable à une appréhension accrue des travailleurs face à l'idée de mener des actions collectives, étant donné le contexte d'insécurité socioéconomique, caractérisé par des taux élevés de chômage et d'inflation, une insécurité salariale, une précarité d'emploi et une informalisation du marché du travail (Cardoso, 2004).

Dans le cas du Mexique, malgré que nous n'ayons pas accès aux données de grèves de la décennie 80 comme dans les deux autres cas, la figure 2.12 indique que l'évolution du nombre de grèves mexicaines est similaire à celle de l'Argentine et du Brésil et ce, même si les grèves mexicaines s'avèrent moins nombreuses et moins intenses que dans les deux autres pays (Cardoso, 2004). La figure montre qu'au cours des années 1990, le nombre de grèves a considérablement chuté au Mexique (Cardoso, 2004).



Source: Cardoso (2004)

Figure 2.12 Évolution du nombre de grèves au Mexique au cours des années 1990.

2.7 Reconfiguration des processus de négociation collective et de convention collective

L'évolution des systèmes de relations industrielles latino-américains implique également un renouvellement des relations existantes entre les différents acteurs sociaux

(Hennebert Faulkner, 2003). En vue de faire face à la redéfinition du rôle traditionnel de l'État dans la régulation des relations du travail, qui consistait à garantir la stabilité et la sécurité d'emploi, les syndicats latino-américains doivent réorienter leur stratégie en vue d'obtenir des gains pour leurs membres: dans le cadre du nouveau contexte de dérégulation du travail, l'action syndicale ne vise plus, comme c'était le cas avec le modèle de relations industrielles traditionnel de type corporatiste, à établir des liens avec l'État et les partis politiques, mais cible davantage les employeurs et l'unité de production (O'Connell, 1999). C'est ce que les analystes désignent comme la «crise du corporatisme» (Cook, 1998).

Le tableau 2.5 illustre l'une des conséquences des changements économiques et législatifs sur la dynamique de la négociation collective en Argentine entre 1991 et 2002, soit la tendance graduelle à la décentralisation de la négociation collective (Cardoso, 2004). Cette dernière sous-tend «la réorientation de la négociation collective à l'intérieur de chaque entreprise plutôt qu'au niveau de la branche d'activité» (Dallaire, 2009). Les données du tableau indiquent ainsi qu'entre 1991 et 2002, le nombre de conventions collectives ratifiées au niveau des secteurs d'activité ou des secteurs économiques a graduellement chuté et, qu'à l'inverse, le nombre de conventions collectives adoptées au niveau des entreprises a grimpé (Cardoso, 2004). En 1991, sur l'ensemble des conventions collectives ratifiées en Argentine, seules 19 pour cent avaient été négociées au niveau des entreprises, 28 pour cent avaient été négociées au niveau sectoriel et plus de 50 pour cent d'entre elles avaient été négociées au niveau du secteur économique (Cardoso, 2004). Toutefois, en 1998, les conventions collectives négociées au niveau des entreprises représentaient désormais 86 pour cent de l'ensemble des conventions collectives ratifiées en Argentine (Cardoso, 2004). En 2002, les conventions collectives adoptées au niveau des entreprises représentaient 82 pour cent de l'ensemble des conventions collectives ratifiées en Argentine; cette même année, le reste des conventions collectives (18 pour cent) avaient été adoptées au niveau du secteur d'activité économique et aucune convention collective n'avait été ratifiée au niveau sectoriel (Cardoso, 2004).

Tableau 2.5
Conventions collectives ratifiées en Argentine au niveau des secteurs économiques, des secteurs d'activité et des entreprises (1991 à 2002)

Année	Champs d'application			TOTAL
	Activité	Secteur	Entreprise	
1991	38	41	18	97
1992	109	56	44	209
1993	88	39	91	218
1994	77	21	104	202
1995	67	4	125	196
1996	31	14	107	152
1997	31	10	167	208
1998	28	2	189	219
1999	28	4	152	184
2000	12	0	64	76
2001	22	0	128	150
2002*	10	0	47	57
TOTAL	541	191	1236	1968

Source : Cardoso (2004)

2.8 Les conditions de l'émergence de nouvelles stratégies syndicales

Le syndicalisme en Amérique Latine traverse une transition en plusieurs points comparable à celle que vivent d'autres syndicalismes dans d'autres régions du monde. Le contexte actuel semble restreindre de manière particulière la capacité d'action syndicale (Hennebert Faulkner, 2003). Certains chercheurs dénoncent l'incapacité des syndicats, face à la dérégulation du travail, d'adopter un nouvel ordre du jour «que ce soit en termes de lieu de travail ou en termes d'identité du marché du travail» (Edwards et Wajcman, 2005, dans Murray et Waddington, 2005).

Pour le mouvement syndical latino-américain, dont l'évolution historique s'est principalement déroulée dans un contexte de plein-emploi et dont l'action s'est développée dans de grandes usines de production stables et centralisées, les transformations des marchés

du travail, notamment la fragmentation du travail, la croissance du chômage visible, l'apparition du sous-emploi et l'instabilité salariale, constituent des obstacles considérables au recrutement et à la représentation de nouveaux membres, à la production de nouvelles ressources, à la mobilisation et au recours à des stratégies traditionnelles (Anner, 2003; Palomino, 2000).

Le nouveau contexte imposé aux travailleurs et aux syndicats par le processus de dérégulation du travail en Amérique Latine exige de la part de ces derniers un profond réexamen de situation. En effet, les stratégies traditionnelles récurrentes des syndicats latino-américains semblent inefficaces face à ces nouvelles contraintes. Les stratégies traditionnelles des grandes organisations syndicales, qui consistent généralement à agir dans le cadre de structures centralisées et en collusion avec l'État et les partis politiques en vue d'obtenir des avantages légaux pour les travailleurs, sont minées par le contexte de dérégulation du travail. Selon Hennebert Faulkner, l'environnement dans lequel ils sont appelés à évoluer pousse les syndicats «à redéfinir leurs priorités, toutefois, il ne fait pas pour autant complètement disparaître l'éventail de leurs options stratégiques» (Hennebert Faulkner, 2003). Les syndicats doivent donc nécessairement imaginer de nouvelles stratégies et entreprendre de nouvelles pratiques afin de faire face aux contraintes industrielles émergentes.

Or, justement, plusieurs recherches font état de l'émergence de formes innovatrices de l'action collective et syndicale en Amérique Latine. Il semble, en effet, que les nouvelles pratiques syndicales rompent avec les stratégies traditionnelles: plutôt que de s'appuyer sur la démarche traditionnelle d'établissement de liens politiques avec l'État afin d'obtenir des acquis pour les membres, plusieurs nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine reposent désormais sur la libre organisation et la libre représentation des membres ainsi que sur la reconnaissance et la construction de nouvelles solidarités et de liens solides et élargis à des acteurs jusqu'ici peu sollicités: divers autres mouvements sociaux comme les mouvements autochtones, les ONG, des regroupements de femmes, de paysans, des groupes de défense des droits humains. Cela, en vue de renforcer la participation démocratique de la société civile et d'affronter les défis posés par la dérégulation du travail. Ces formes innovatrices d'action syndicale apparaissent comme de nouvelles stratégies.

Nous avons vu qu'à partir des années 1980, les pays d'Amérique Latine ont vécu des transformations politiques et économiques accélérées, qui ont profondément affecté les modes de régulation du travail. Cette «dérégulation» du travail a notamment transformé les relations du travail, la gestion des entreprises ainsi que la culture du travail, et a donc entraîné des répercussions importantes pour les travailleurs et les syndicats latino-américains (Campero, 2002). Dans un tel contexte, plusieurs recherches font état de l'émergence de nouvelles formes de représentation et d'action collectives menées par certaines organisations syndicales dites «non-traditionnelles». Même si elles reprennent parfois les stratégies traditionnelles du syndicalisme tel qu'il s'est développé dans cette région – forte idéologisation, engagement politique marqué – ces formes apparaissent comme des stratégies «nouvelles»: cohabitation entre syndicalisme de transformation sociale et *community unionism*; coalitions restreintes avec acteurs *ad hoc*; engagements conjoncturels dans certains mouvements sociaux; alliances autour d'enjeux non-syndicaux, notamment la contestation des régimes agraires et la problématiques de redistribution de la terre); et autres actions collectives d'envergure régionale et internationale (Soussi et al., 2005).

CHAPITRE III

LES TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES DU SYNDICALISME DANS LES PAYS DU SUD: LES PRINCIPALES PERSPECTIVES D'ANALYSE

Ce chapitre expose certains travaux de recherche qui représentent les analyses les plus importantes par rapport aux transformations récentes du syndicalisme et de l'action syndicale. Plusieurs autres analyses s'intéressent à cette évolution, notamment des recherches effectuées en Europe et en Amérique du Nord; cependant, les travaux sélectionnés ici permettent de mieux rendre compte de la transition des formes traditionnelles de l'action syndicale vers de nouvelles formes.

La recherche a permis de dégager les trois grandes perspectives suivantes:

- 1) la crise des stratégies syndicales face à la mondialisation;
- 2) les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collective;
- 3) et les diverses alternatives du mouvement syndical face à la caducité des structures traditionnelles et à la crise de représentation actuelles.

Ce chapitre présente une analyse critique et détaillée de chacune de ces perspectives d'analyse des transformations contemporaines du syndicalisme dans les pays du Sud. Les dimensions d'analyse de la transition des stratégies traditionnelles vers les nouvelles stratégies, présentée dans la problématique, sont d'ailleurs tirées de ces perspectives d'analyse. À la lumière de l'analyse critique de ces travaux, nous présenterons également un schéma et une conclusion analytiques portant sur les principales tendances en matière de stratégies syndicales en émergence.

3.1 Les syndicalismes face à la mondialisation: crise des stratégies

Dans la littérature syndicale contemporaine, plusieurs études s'intéressent à la crise du syndicalisme traditionnel et s'interrogent au sujet des nouvelles orientations de l'action syndicale face au contexte contemporain. L'économie néo-libérale post-fordiste est caractérisée par la dérégulation de la production; la flexibilisation du travail; l'internationalisation des processus de production, de consommation et de distribution et, conséquemment, la «mondialisation» de la main- d'œuvre (Munck, 1999). Ces processus ont émergé en Amérique Latine au cours des années 1980. En effet, à cette époque, les pays latino-américains se sont écartés du modèle de développement économique traditionnel fondé sur l'industrialisation par *substitution aux importations*. Ils ont adopté, sous la pression du FMI et de la BM, des stratégies de développement axées sur le marché et impliquant des réformes structurelles majeures, telles que la rationalisation des dépenses publiques, la privatisation des services et des entreprises d'État et le développement du secteur des *maquiladoras*, ces entreprises sous-traitantes pour les grandes entreprises exportatrices (Vallée, 2001). En parallèle à ces processus de dérégulation du travail, au cours du siècle dernier, les mouvements syndicaux et l'internationalisme syndical se sont considérablement affaiblis (Lambert et Webster, 2001). Le déclin du mouvement syndical contemporain est perceptible sur deux plans. Premièrement, des pertes d'effectifs substantielles observées dans la plupart des mouvements syndicaux contemporains. Deuxièmement, l'émergence d'une crise idéologique dans ces mouvements syndicaux, au moment où le déclin du marxisme, qui représentait jusqu'alors l'idéologie mobilisatrice et qui assurait une vision et un projet d'avenir au mouvement syndical, concorde avec la montée en puissance du néolibéralisme et des intérêts corporatistes (Lambert et Webster, 2001).

Face à cette nouvelle réalité, certains auteurs insistent sur la nécessité d'élaborer des stratégies de cohésion et de coalition dans le but de remettre en question la logique de la mondialisation, de freiner le déclin et de renouveler la vision syndicale en vue d'atteindre un ordre social juste et équitable (Lambert et Webster, 2001). Les nouvelles stratégies syndicales qui émergent partout dans le monde en réaction aux contraintes propres au nouveau contexte

permettent de distinguer les mouvements syndicaux dits «traditionnels» des «nouveaux» mouvements syndicaux ou sociaux (Munck, 1999).

3.1.1 Actions orientées vers la société civile

Les nouveaux mouvements sociaux présentent un intérêt particulier car les nouvelles stratégies des syndicats latino-américains partagent plusieurs des caractéristiques propres à ces nouveaux mouvements (Neveu, 2003). Par distinction des mouvements syndicaux traditionnels, les nouveaux mouvements sociaux affirment leur autonomie face aux partis politiques et articulent leur action autour de la société civile plutôt qu'autour de l'État (Neveu, 2003). Les nouveaux mouvements sociaux ont constitué un nouvel espace politique qui a permis de forger des identités inédites et d'articuler de nouvelles demandes (Munck, 1999)¹⁰.

Concernant le rapport entre le mouvement syndical et les autres acteurs de la société civile, l'Initiative du Sud sur la mondialisation et les droits syndicaux (*Southern Initiative on Globalization and Trade Unions Rights – ISMDS*) rassemble des syndicats indépendants démocratiques de diverses régions du Sud: l'Asie, l'Océanie, l'Afrique et l'Amérique Latine (la CUT au Brésil est membre de ce réseau). Les critères de démocratie et d'indépendance sont prévus de façon explicite dans les principes officiels de l'ISMDS; ces principes stipulent d'une part que les actions syndicales menées par les organisations doivent être complètement indépendantes de l'État et des employeurs et d'autre part que la sélection des syndicats membres ne peut être fondée sur l'orientation politique ou idéologique (Lambert et Webster, 2001). Alors que les stratégies syndicales traditionnelles visaient l'obtention de gains pour les membres par le biais de l'établissement de liens politiques avec l'État, les nouvelles stratégies syndicales privilégient plutôt l'obtention de gains pour les membres au niveau local, dans l'unité de production. Par exemple, en Argentine, l'action syndicale de la Centrale des travailleurs argentins (*Central de los Trabajadores Argentinos – CTA*) est autonome vis-

¹⁰ Ces éléments ont servi au choix de l'indicateur «degré d'autonomie de l'action syndicale» de la dimension «structures et modes de représentation collective».

à-vis de l'État, des partis politiques et des employeurs (Cardoso, 2004). De surcroît, le système d'affiliation individuelle et l'intégration des travailleurs «non-traditionnels», caractéristiques de la CTA, se distinguent des traditions syndicales plus rigides en matière d'adhésion et de l'organisation hiérarchique du mouvement syndical propres au Péronisme (Dinerstein, 2001). En redéfinissant la notion de pouvoir et en fixant les limites des politiques d'État, les nouvelles stratégies syndicales suivent les mêmes orientations que les nouveaux mouvements sociaux. Diverses expériences syndicales latino-américaines montrent la réorientation de l'action syndicale vers la société civile, notamment les initiatives du Mouvement des travailleurs sans emploi (Movimiento Trabajadores Desocupados - MTD) en Argentine sur le plan de l'éducation et la santé des *piqueteros*, ainsi que leur implication dans la lutte contre le chômage et la pauvreté.

3.1.2 Solidarités élargies à d'autres acteurs

Les nouveaux mouvements sociaux comprennent les mouvements des femmes, ceux de la paix et de défense des droits humains, ainsi que diverses associations régionales, locales ou communautaires (Munck, 1999). L'établissement de réseaux locaux et internationaux de solidarité avec les autres acteurs sociaux constitue un des types de nouvelles stratégies syndicales identifiables dans les pays d'Amérique Latine. Par exemple, le MST compte sur le soutien d'un réseau d'alliés importants au sein de la société civile brésilienne: l'Église Catholique et des confessions protestantes traditionnelles, des syndicats nationaux (dont la CUT) et des syndicats de paysans, des ONG progressiste, des intervenants des institutions pédagogiques et culturelles ainsi que la coalition paysanne internationale *Via Campesina*. De plus, l'ISMDS, dont fait partie la CUT brésilienne, est une alliance entre plusieurs syndicats du Sud qui se considèrent exploités dans diverses régions du monde et qui restreignent ou rejettent les droits syndicaux (Lambert et Webster, 2001). L'ISMDS s'oppose au «syndicalisme d'affaires global» qui, jusqu'à ce jour, a représenté la réponse dominante face au changement global, et propose plutôt une approche fondée sur deux champs d'action (Lambert et Webster, 2001). Les syndicats cherchent d'abord à franchir les frontières traditionnelles de leur lieu de travail dans le but de former des alliances avec d'autres

mouvements de la société civile de leur pays (Lambert et Webster, 2001). Par exemple, la Confédération des syndicats sud-africains (*Confederation of South African Trade Unions – COSATU*) s'est alliée à des organisations communautaires dans le cadre de diverses campagnes, notamment contre le régime d'apartheid et contre le processus d'informalisation (Lambert et Webster, 2001). En parallèle, les syndicats souhaitent franchir les frontières de l'État national en tissant des liens internationaux avec d'autres syndicats afin d'apposer une résistance globale à la mondialisation (Lambert et Webster, 2001)¹¹. En 1999, par exemple, le Syndicat maritime d'Australie et la fédération des transports de la COSATU ont signé une déclaration d'intention dans le but de créer un syndicat global, ce qui a permis de mener diverses initiatives de solidarité syndicale transfrontalière (Lambert et Webster, 2001). Cette logique anime les nombreuses expériences de solidarité intersyndicale menées dans le secteur de l'automobile mexicain; notamment, l'Alliance des travailleurs de Dana, qui réunit l'ensemble des syndicats actifs dans les usines Dana en Amérique du Nord dans le but de coordonner les actions syndicales à l'échelle continentale (Babson, 2000). L'ISMDS vise à développer sa capacité à entreprendre et à coordonner des initiatives de solidarité transfrontalière (Lambert et Webster, 2001). Ainsi, dans le cadre de la campagne *May Day* qu'elle a organisée en 2001, plus de six millions de travailleurs en Afrique du Sud, en Inde et en Corée ont participé à une grève générale (Lambert et Webster, 2001). Cette expérience se rapproche de celle vécue par le syndicat mexicain de Han Young qui a bénéficié de plusieurs démonstrations de solidarité de la part des syndicats communautaires américains et canadiens dans le cadre de sa lutte en vue de mettre sur pied un syndicat indépendant et démocratique (Williams, 2003; Babson, 2000).

3.1.3 Objectifs, organisation des structures et stratégies d'action collective

Alors que les objectifs traditionnels des mouvements syndicaux ont consisté à garantir des droits économiques aux travailleurs et à intégrer ces derniers au sein du système politique, les nouveaux mouvements sociaux insistent, pour leur part, sur l'importance d'une

¹¹ Ces deux éléments ont été mis en œuvre pour établir la dimension «nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux».

société civile autonome et visent à modifier les valeurs sociales propres aux modes de vie (Munck, 1999)¹². Par exemple, en Argentine, les mouvements de *Piqueteros* et de travailleurs des entreprises récupérées collaborent à la promotion d'un commerce juste, d'une consommation responsable et d'une production autogérée, en vue de construire une économie solidaire et d'en finir avec la dépendance du marché (Zibechi, 2004). Alors que les organisations syndicales traditionnelles ont généralement adopté une structure formelle hiérarchique, les nouveaux mouvements sociaux tendent plutôt à agir en fonction d'une organisation en réseau ou décentralisée (Munck, 1999)¹³. Plutôt que d'être fondé sur une structure traditionnelle, le MST brésilien repose sur une structure nationale fortement décentralisée et une organisation interne axée sur les principes de la démocratie participative. Enfin, alors que les mouvements traditionnels des travailleurs ont davantage privilégié l'action de mobilisation politique, les nouveaux mouvements sociaux adoptent des stratégies d'action directe ou innovatrices, par exemple le recours aux systèmes de communication du cyberspace dans le cadre de la coordination et la diffusion de l'action globale (Lambert et Webster, 2001; Munck, 1999)¹⁴. Ce nouveau type d'action est notamment identifiable au sein du MST brésilien, qui emploie plusieurs nouvelles pratiques de mobilisation et privilégie une approche de confrontation directe qui contraste avec les formes de concertation plus traditionnelles. Entre autres, le MST compte parmi ses actions collectives: l'organisation de marches, des campements, des occupations massives et stratégiques de terres, des barrages routiers, des occupations de bureaux publics et des grèves de la faim.

Le nouveau contexte semble commander un renouvellement des stratégies syndicales (Lambert et Webster, 2001; Munck, 1999). Pour Lambert et Webster (2001), le renouvellement de la confiance et de la vision du mouvement syndical passe par un syndicalisme d'action sociale et globale, tel qu'incarné par l'ISMDS (Lambert et Webster, 2001). De son côté, Munck précise que l'intégration des femmes et des enjeux liés au développement durable, ainsi que l'«internationalisation» des divers syndicats constituent des stratégies syndicales qui devront être privilégiées au cours des années à venir (Munck,

¹² Ce principe nous a servi de base dans le cadre de l'élaboration de la dimension «correction des inégalités et lutte en faveur de la démocratie».

¹³ Cet élément a servi au choix de l'indicateur «niveau de démocratie syndicale» de la dimension «structures et modes de représentation collective».

¹⁴ Cet aspect a été mis en œuvre pour élaborer la dimension «nouvelles formes de l'action collective».

1999). Dans notre analyse par rapport aux possibilités de renouvellement de l'action syndicale, il convient donc de prendre en compte les deux thèses suivantes: la force du lien entre l'État et les types de stratégies syndicales; et les contraintes, pour les syndicats, d'intégrer à leurs stratégies deux nouveaux éléments: le mouvement et la problématique des femmes, et la reconstitution des stratégies syndicales sur le plan international. Ce dernier aspect sera d'ailleurs explicité lorsque nous identifierons les diverses expériences de solidarités syndicales transfrontalières actuelles au Mexique et au Brésil.

3.2 Les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collective

La deuxième grande perspective tirée de la littérature syndicale contemporaine porte sur les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collective. L'Institut international d'étude du travail de l'Organisation internationale du travail a lancé le programme «Mouvement syndical au 21^e siècle», qui rassemble plusieurs études menées dans divers pays. Le document The Future of the Labour Movement: Some Observations on Developing Countries, de Jose, s'appuie sur les résultats de ces études et traite des enjeux relatifs à l'avenir des mouvements ouvriers, plus particulièrement dans les pays en voie de développement.

Il convient d'abord de rappeler les divers rôles exercés par les syndicats: un rôle économique (faciliter la production et assurer une distribution équitable de la valeur ajoutée par la voie de la négociation collective), un rôle démocratique et de représentation (représenter les identités et les intérêts des travailleurs au sein du milieu de travail et de la société) et un rôle social (minimiser les risques d'exclusion dans la société industrielle) (Jose, 1999). La force et l'efficacité des syndicats peuvent être évaluées de diverses façons, notamment par le taux de syndicalisation, la capacité de mobilisation, les institutions du travail et les structures syndicales (Jose, 1999). Le processus de mondialisation a provoqué de nombreuses transformations dans le monde du travail, y compris une intensification de la concurrence, une accélération de la mobilité du capital et une précarisation du travail; les changements technologiques ont généré une restructuration de la production par le biais des

nouvelles formes d'organisation du travail; enfin, les compétences des travailleurs se sont transformées (Jose, 1999). L'adoption massive de politiques néolibérales a profondément déstructuré les sociétés latino-américaines. Au Mexique, au Brésil et en Argentine, les politiques macroéconomiques, les pratiques de gestion flexible du travail et les nouveaux modes de production ont entraîné des licenciements massifs, une augmentation du chômage structurel, un élargissement du secteur informel, une fragmentation du marché du travail et une précarisation générale de l'emploi (Costa, 2006; Gallin, 2003; Katz, 2001).

3.2.1 Tendances en matière de nouvelles approches et stratégies syndicales

En ce qui a trait aux nouvelles approches et stratégies adoptées par les syndicats face à ces changements, cette revue de littérature permet d'identifier les trois tendances lourdes suivantes:

- 1) les nouvelles campagnes de recrutement syndical,
- 2) la réorganisation des structures syndicales et
- 3) la construction d'une capacité institutionnelle.

3.2.1.1 Nouvelles campagnes de recrutement syndical

La première tendance tient aux *nouvelles campagnes de recrutement syndical*. Les syndicats doivent ainsi chercher à accroître leurs effectifs malgré le contexte défavorable (ex- la privatisation des entreprises et les politiques de flexibilisation de l'emploi qui accroissent la vulnérabilité des travailleurs et affaiblissent le pouvoir des syndicats) (Jose, 1999). Pour ce faire, les syndicats cherchent à tenir compte des besoins particuliers des travailleurs: la protection de l'emploi, celle des conditions de travail et de la sécurité sociale, la formation et le perfectionnement de la main-d'œuvre, la mobilité de carrière et enfin l'offre d'avantages, de soutien au crédit, d'assistance juridique et de services consultatifs (Jose, 1999). Au cours

des dernières années, des syndicats sont parvenus à conserver leurs effectifs en s'impliquant dans le processus d'élaboration de politiques de travail et de sécurité sociale, tout en préconisant la sécurité d'emploi et la mobilité ascendante (Jose, 1999). Cela a été le cas au Brésil. En effet, au cours des années 1990, les stratégies syndicales brésiliennes dites «traditionnelles» et axées sur l'enjeu salarial ont évoluées vers les questions liées à la protection de l'emploi (Riethof, 1995). Les processus de négociations collectives ont davantage porté sur la sécurité d'emploi, la protection contre les mises à pied massives et la flexibilisation du travail (Riethof, 2005). D'autres syndicats sont parvenus à fidéliser leurs membres en procurant des services de perfectionnement des compétences, d'assurance emploi, de sécurité sociale et de placement (Jose, 1999). C'est le cas du MST brésilien qui a adopté cette nouvelle stratégie en allouant de larges ressources à la formation de ses militants. Ainsi, au cours des vingt dernières années, le mouvement a organisé des centaines d'ateliers portant sur divers enjeux (la santé, l'éducation, le genre, l'économie politique et l'écologie) et auxquels plus de 100 000 militants ont pris part (Carter, 2005).

Les nouvelles stratégies syndicales doivent nécessairement tenir compte des travailleurs atypiques, qui comprennent les travailleurs occasionnels (travailleurs à temps partiel ou temporaires), les travailleurs à domicile, les femmes et les travailleurs du secteur informel (Jose, 1999). Le nombre de travailleurs atypiques s'est d'ailleurs multiplié à une vitesse foudroyante au cours des dernières années. Les nouvelles stratégies syndicales cherchent à relier les intérêts des travailleurs des secteurs formel et informel. Pour Jose, l'organisation des groupes de travailleurs atypiques constituera, au cours des années à venir, la principale préoccupation des syndicats des pays en voie de développement (Jose, 1999)¹⁵. En Argentine, le programme de recrutement de la CTA est conforme à cette nouvelle stratégie syndicale. En effet, au cours des dernières années, celle-ci a intégré plusieurs secteurs qui ne correspondent pas au bassin de l'effectif syndical traditionnel, tels que les chômeurs, les *piqueteros*, les travailleurs précaires, les travailleurs autonomes, les employés retraités, les travailleurs du secteur informel, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes et les représentants des ONG (Cardoso, 2004; Epstein, 2003; Patroni, 2002). La CTA

¹⁵ L'ensemble des éléments identifiés dans le cadre de l'analyse des campagnes de recrutement syndical effectuée par Jose nous ont servi de base pour élaborer la dimension «élargissement / ouverture des campagnes de recrutement syndical».

fait ainsi preuve d'innovation dans sa conception du rôle et de la forme des syndicats face à l'affaiblissement structurel et à la fragmentation accrue de la classe ouvrière, en permettant l'affiliation et la représentation de catégories de travailleurs qui, en raison de leur statut au sein du marché du travail, n'auraient autrement pas la possibilité de se joindre aux syndicats traditionnels (Patroni, 2002)

3.2.1.2 Réorganisation des structures syndicales

La deuxième tendance en matière de stratégie syndicale est la *réorganisation des structures syndicales* (Jose, 1999). Au cours des dernières années, le nombre de négociations décentralisées s'est accru (Jose, 1999). Les syndicats procèdent à la révision de leurs structures syndicales en vue de s'ajuster aux nouvelles formes d'organisation du travail et de représenter les travailleurs délocalisés (Jose, 1999)¹⁶. Jose insiste sur la nécessité, pour les syndicats, d'agir sur le plan politique dans le but de mettre sur pied des institutions distributives en vue de défendre les intérêts des travailleurs, et plus particulièrement le vaste bassin de travailleurs du secteur informel (Jose, 1999). Ici encore, le cas de la CTA nous permettra de confirmer cette assertion, puisque l'institution de formes d'affiliation directes ou individuelles (par distinction du modèle traditionnel fondé sur la représentation des syndicats constitués) a permis à ce dernier de fournir des voies d'organisation et d'articuler les demandes des secteurs sociaux non-syndiqués. À ce sujet, Patroni estime que la CTA cherche à créer une nouvelle unité et une identité commune pour les travailleurs, y compris les chômeurs et les individus qui travaillent dans des conditions précaires (Patroni, 2004).

3.2.1.3 Construction d'une capacité institutionnelle

La *construction d'une capacité institutionnelle* constitue la troisième tendance lourde en matière de stratégie syndicale (Jose, 1999). En vue d'intégrer les droits et les intérêts des

¹⁶ Cette analyse nous a été utile dans le cadre de l'élaboration de l'indicateur «niveau de démocratie syndicale» de la dimension «structures et modes de représentation collective».

travailleurs aux lois et aux réglementations du travail, les nouvelles actions syndicales privilégient: les dispositions légales assurant la sécurité d'emploi, l'assurance emploi et les prestations spéciales pour les mises à pied; les soins de santé et le régime de retraite; les conventions pluri patronales sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les horaires de travail et les salaires indirects des travailleurs et également la consultation et le dialogue avec les employeurs et les pouvoirs publics en vue d'influencer les politiques économiques et sociales (Jose, 1999).

3.2.2 Nouvelles orientations syndicales

3.2.2.1 Correction des inégalités

Jose considère que les stratégies syndicales futures doivent être orientées en fonction de deux éléments particuliers. D'une part, les nouvelles stratégies syndicales doivent chercher à limiter et à *corriger les inégalités* de revenu dans les pays en voie de développement (Jose, 1999). Les syndicats doivent notamment tenter de garantir des normes minimales pour les travailleurs en matière d'emploi, de salaires, de conditions et de sécurité sociale (Jose, 1999). Les syndicats doivent également préconiser le «salaire social minimum», soit le droit à la sécurité de revenu, à l'éducation, à la santé, au gîte et à un environnement sain (Jose, 1999). Plusieurs des nouvelles stratégies des syndicats latino-américains visent à corriger les inégalités. Ainsi, en Argentine, la CTA s'applique à remédier aux effets néfastes du néolibéralisme sur les marchés du travail, en s'attaquant au problème du chômage; Patroni considère que le principal objectif économique de la CTA consiste en la redistribution des richesses, en fonction d'une vision plus large, axée sur un développement durable et équitable en Argentine (Patroni, 2002). De leur côté, les actions revendicatrices des *Piqueteros* ont un caractère social et elles ont donné lieu à des plans d'aide aux chômeurs et à l'amélioration des hôpitaux et des écoles (Guthmann et Tournon, 2006). Au Brésil, la CUT assure la promotion et la mise en œuvre de diverses politiques sociales visant à résoudre certains problèmes socio-économiques tels que le logement, l'éducation et la création d'emploi. Elle a

aussi élaboré une stratégie politique qui intègre les enjeux de citoyenneté, d'éducation, de santé et de logement (Paoli et Da Silva Telles, 1998). Cette stratégie s'adresse à plusieurs couches de la population (Paoli et Da Silva Telles, 1998).

3.2.2.2 Participation aux institutions démocratiques

Les syndicats cherchent à consolider les droits des travailleurs et la démocratie dans les pays en voie de développement, par le biais de leur *participation aux institutions démocratiques* (Jose, 1999). À cette fin, les syndicats doivent nécessairement établir des coalitions et des alliances avec les partenaires de la société civile qui partagent ces objectifs et ces valeurs, notamment les groupes de femmes, les coopératives, les associations communautaires, les groupes de défense des droits de l'homme, les groupes de consommateurs et les groupes environnementalistes (Jose, 1999). Afin d'établir des associations stratégiques avec ces partenaires, les syndicats doivent franchir les limites du milieu de travail et s'intéresser aux enjeux des communautés, des groupes ethniques, des organisations religieuses et des associations de quartiers (Jose, 1999)¹⁷. Ces nouvelles formes de stratégies syndicales se retrouvent dans plusieurs régions de l'Amérique Latine. Ainsi, en 2006, dans l'État mexicain de Oaxaca, les syndicats ont pris part à l'Assemblée populaire du peuple de Oaxaca (*Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca* - APPO), en collaboration avec des communautés indigènes et des associations civiles, et se sont engagés dans une campagne de désobéissance civile et pacifique qui tendait à démontrer la mauvaise gouvernance et l'absence de légitimité de l'État (Jugant, 2006).

Au Brésil, le MST joue un rôle crucial sur le plan du développement des droits civiques à plusieurs égards; il réalise «un travail de base sur la prise de conscience et l'acceptation des droits revendiqués par les paysans sans terre»; il défend les droits fondamentaux des paysans emprisonnés, abusés et assassinés en raison de leur militantisme en faveur de la réforme agraire; il favorise l'intégration de centaines de milliers d'individus

¹⁷ Ces deux éléments clés de l'analyse de Jose nous ont servi de base dans notre choix de la dimension «correction des inégalités et lutte en faveur de la démocratie».

démunis et de citoyens brésiliens, traditionnellement marginalisés par le processus politique; et il assure la consolidation des bases sociales de la démocratie en améliorant les conditions matérielles et les ressources culturelles de ses membres (par exemple l'accès à de soins de santé, à l'éducation et à des services agricoles d'appoint) (Carter, 2005; Gendronneau, 2004).

Enfin, l'approche syndicale à privilégier au cours des prochaines années consiste, selon Jose, à miser sur le rôle établi de défenseur de la cohésion sociale (Jose, 1999). Les stratégies syndicales doivent ainsi s'orienter sur des objectifs à long terme de sécurité, d'équité et de justice pour tous les travailleurs dans le monde (Jose, 1999). Ces objectifs peuvent être atteints par le biais de processus de redistribution qui visent à corriger les inégalités et à accroître le niveau de consommation collective (Jose, 1999). Les stratégies qui permettront d'atteindre ces objectifs doivent mobiliser divers groupes d'intérêts sociaux (Jose, 1999).

En résumé, le projet syndical de Jose consiste à projeter l'action syndicale nationale sur le plan international, en se fondant sur le renforcement des réseaux. Toutefois, Jose considère que la mise en place d'institutions démocratiques doit nécessairement passer par l'établissement de coalitions entre les syndicats et les groupes de la société civile. Cette conception permet de souligner le caractère original des stratégies syndicales, orientées vers les alliances avec les acteurs de la société civile, et de les dissocier des stratégies syndicales traditionnelles, essentiellement fondées sur la négociation avec les entreprises et l'État et non porteuses de projet de société.

Il n'est pas pertinent de considérer, comme l'auteur le laisse entendre, que les caractéristiques de ces stratégies s'appliquent à «l'ensemble des pays en voie de développement». En effet, l'ensemble des pays du Sud ne semble pas être caractérisé par une communauté des stratégies syndicales, comme c'est le cas pour les pays développés, qui partagent une similarité sur le plan de la culture, des institutions et du rôle de la société civile (par exemple, la France et le Québec).

Les conclusions de Jose seront néanmoins confirmées à travers les cas du Mexique, du Brésil et de l'Argentine, alors que nous examinerons les caractéristiques des nouvelles stratégies en émergence dans ces pays. Car si l'approche de Jose se distingue par sa portée générale, ou sa tendance «globalisante», cette caractéristique présente parfois des lacunes pour l'étude des cas particuliers.

3.3 Caducité des structures traditionnelles et crise de représentation: quelle alternative pour le mouvement syndical?

Dans la littérature syndicale, une tendance lourde se dessine autour de l'idée que les syndicats traversent une crise qui fragilise leur rôle social (Campero, 2002). En effet, les données à l'échelle internationale suggèrent que l'affiliation et la négociation collective ont tendance à s'affaiblir, que les nouvelles classes de travailleurs qui émergent dans le cadre des changements économiques, technologiques et du marché du travail sont difficiles à représenter, et que l'influence du mouvement syndical semble moins déterminante dans le cadre des décisions sociales, politiques et économiques importantes (Campero, 2002). Toutefois, avant de se prononcer par rapport à l'existence de la crise du syndicalisme, il importe d'examiner les facteurs explicatifs de cette situation ainsi que leurs effets sur l'action syndicale (Campero, 2002).

3.3.1 Mécanismes de restructuration économique et réactions du mouvement syndical

Dans le monde du travail, des changements sont intervenus sur le plan des formes du syndicalisme, de la structure et de l'action des marchés du travail, du recours à la technologie, du rôle des acteurs syndicaux et de l'institutionnalisation du travail (Campero, 2002). L'ensemble de ces changements est attribuable à la mise en place d'un nouveau modèle de développement qui tend à remplacer le modèle industrialiste (Munck, 2001). Dans le cadre de cette transition, les processus d'ajustement et de restructuration modifient, de

façon parfois radicale, les anciens modes d'action économique et provoquent la réorganisation de plusieurs secteurs (Castells, 1998). La culture du travail, la gestion des entreprises et les relations du travail sont également touchées (Castells, 1998).

Ces changements matériels et culturels engendrent des défis complètement inédits pour le mouvement syndical (Campero, 2002). Dans ce contexte contemporain, les structures syndicales traditionnelles tendent à apparaître caduques, en ce sens qu'elles ne parviennent plus à répondre aux nouveaux besoins, notamment à ceux des différents types de travailleurs qui émergent.

En réaction à cette nouvelle réalité, les syndicats procèdent à l'identification d'une forme d'action inédite, dans le but de s'adapter au changement sans négliger leur rôle identitaire de représentants d'une classe sociale, celle des travailleurs (Campero, 2002). Les syndicats cherchent à identifier et à définir cette classe sociale selon des modalités contemporaines et à déterminer comment représenter leurs intérêts, sans renoncer à la nature traditionnelle de la représentation sociale, mais en reconnaissant que le concept sociologique de classe a perdu toute signification particulière (Campero, 2002). Il est impératif, pour certains observateurs, que le champ des relations du travail représente l'ensemble des forces de la société (Campero, 2002).

Également, le débat syndical actuel s'intéresse de façon particulière à la révision de la structure de représentation propre au modèle industriel et au développement de formes de représentation adaptées aux nouvelles conditions économiques, techniques et sociales (Campero, 2002). Les syndicats cherchent à décentraliser leurs structures, afin de permettre aux unités des niveaux local et régional d'établir des liens horizontaux intersectoriels, ainsi qu'avec les autorités publiques et privées à tous les niveaux (Campero, 2002)¹⁸. La généralisation de cette tendance permettrait aux syndicats de mieux analyser les marchés du travail et les autres enjeux liés à l'accès aux services de santé, au logement, aux soins préscolaires, à la formation, etc. (Campero, 2002).

¹⁸ Cet élément nous a servi dans notre sélection de l'indicateur «niveau de démocratie syndicale» de la dimension «structures et modes de représentation collective».

Le mouvement syndical cherche de plus à se consolider en fonction des nouveaux types de liens d'emploi: il se préoccupe davantage des caractéristiques et des besoins particuliers des travailleurs occasionnels, migrants, à la pièce et sous-traitants, qui se distinguent des employés permanents traditionnels (Campero, 2002)¹⁹. La décentralisation et la diversification de la structure syndicale, ainsi que le maintien des liens entre les trois niveaux traditionnels (entreprise, secteur et national), devraient permettre de consolider la capacité syndicale (Campero, 2002).

3.3.2 Émergence de nouvelles structures syndicales et renouvellement de l'action syndicale : parallèles avec le syndicalisme africain

Alors que certaines approches privilégient l'étude des nouvelles alternatives, face à la caducité des structures traditionnelles et à la crise de représentation, pour l'ensemble du mouvement syndical, d'autres recherches étudient de façon plus spécifique l'émergence de nouvelles structures syndicales et le renouvellement de l'action syndicale face aux nouvelles tendances du marché du travail, dans des régions particulières. C'est le cas de Soussi et al. (2005) et de Webster et Buhlungu (2004), qui se sont intéressés au syndicalisme africain contemporain. Ce syndicalisme régional présente un intérêt particulier aux fins de notre analyse, puisque son évolution est en plusieurs points comparables à celle du mouvement syndical latino-américain. Ces deux syndicalismes font effectivement face à l'émergence de plusieurs enjeux similaires. Les possibilités de comparaison comprennent notamment: la libéralisation économique et les programmes d'ajustement structurels afférents, la restitution des droits politiques par le biais du processus de démocratisation, l'explosion du secteur de l'économie informelle. Elles regroupent également, en réaction, les stratégies syndicales axées sur l'intégration de ce nouveau groupe social, les processus de restructuration des organisations syndicales dans le but d'améliorer la qualité de leurs services, les pratiques syndicales innovatrices visant à créer des emplois, les actions collectives élargies à des objectifs non strictement syndicaux, en coalition avec les autres mouvements sociaux et,

¹⁹ Cette tendance nous a été utile dans le cadre de l'élaboration de la dimension «élargissement / ouverture des campagnes de recrutement syndical».

finalement, l'émergence du nouvel internationalisme syndical, en réaction à la mondialisation du capital. La richesse de ces analogies entre les cas africain et latino-américain témoigne de l'exemplarité du cas latino-américain. Il semble, en effet, que les enjeux identifiés au Mexique, en Argentine et au Brésil témoignent d'une réalité beaucoup plus globale qui rejoint l'évolution d'un ensemble élargi de pays du Sud.

3.3.2.1 Nouveau paradoxe: démocratisation politique et libéralisme économique

Dans la plupart des pays africains, les intérêts syndicaux traditionnels ont été incorporés dans des formes d'organisations monopolistes dominées par l'État et orientées vers des projets de développement national d'expansion du secteur public et d'industrialisation (Soussi et al., 2005). Toutefois, à partir des années 1980, plusieurs pays africains connaissent deux grandes transformations sociales concomitantes: la démocratisation politique et la libéralisation économique (Soussi et al., 2005). Pour le mouvement syndical, le processus de démocratisation engendre de nouvelles possibilités, notamment en termes d'innovations institutionnelles, de consolidation des gains organisationnels et de négociation d'avantages auprès des employeurs et de l'État (Webster et Buhlungu, 2004). Les syndicalismes africains présentent aussi une ouverture nouvelle aux revendications des femmes (Soussi et al., 2005). Par contre, en parallèle à ces changements, les syndicats sont confrontés aux défis imposés par la libéralisation économique, induite par les programmes d'ajustement structurel (Soussi et al., 2005). Avec ce nouveau paradigme, le salariat, comme catégorie sociale, et les régimes de travail subissent un appauvrissement radical et une déréglementation des rapports de travail (Soussi et al., 2005). Les protections syndicales et la sécurité d'emploi diminuent (Soussi et al., 2005). D'autres réformes réduisent la couverture des divers programmes sociaux et des régimes de retraite, et produisent des coupures dans les services d'éducation et de santé. Les privatisations conduisent à des licenciements massifs dans les entreprises et ministères publics, à la hausse du chômage, à l'accroissement du travail dans l'économie informelle et à la détérioration de la condition sociale et économique des femmes. La situation des syndicats se dégradant, ceux-ci accusent une perte de *membership* et de ressources (Soussi et al., 2005). Pour les syndicats africains, le

contexte actuel s'avère donc paradoxal puisque si d'un côté, la démocratie consolide les droits du travail, de l'autre côté, la libéralisation économique affaiblit le salariat et le syndicalisme (Webster et Buhlungu, 2004). Les pays d'Amérique Latine ont eux aussi connu ce paradoxe au cours des années 1980, alors que le processus de démocratisation a restitué les droits politiques des travailleurs sans pour autant consolider leurs gains économiques. Plusieurs auteurs s'interrogent par rapport aux possibilités de revitalisation syndicale face aux problématiques générées par le contexte de travail actuel.

3.3.2.2 Explosion du secteur informel et stratégies syndicales d'intégration

L'accroissement du secteur informel est une des principales tendances du marché du travail actuel. À partir de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel, le phénomène de l'économie informelle a connu une augmentation exponentielle pour atteindre environ 60 % de la main-d'œuvre urbaine en Afrique selon l'Organisation internationale du travail (Soussi et al., 2005). Ce changement génère une «crise de la représentation» des syndicats; ces derniers ayant peu d'emprise sur l'économie informelle, il s'avère difficile pour eux de s'assurer que les nouveaux «travailleurs à faible revenu» se font entendre (Soussi et al., 2005 ; Webster et Buhlungu, 2004). Cette tendance est également discernable en Amérique Latine, où le secteur informel s'est développé à un point tel que les travailleurs informels, sans protection sociale ou représentation syndicale, représentent aujourd'hui la majorité de la population active (Gallin, 2003)²⁰. Pour remédier à cette situation, les syndicats africains ont adopté une stratégie d'organisation axée sur le recrutement des effectifs. Par exemple, en Afrique du Sud, en 2003, le Syndicat national des Métallos a introduit dans sa convention collective plusieurs clauses visant à réguler l'impartition (Webster et Buhlungu, 2004). En 1999, le Syndicat sud-africain des travailleurs du vêtement et du textile (*Southern African Clothing and Textile Workers Union - SACTWU*) s'est formellement prononcé en faveur du recrutement actif des travailleurs informels (Webster et Buhlungu, 2004). Les syndicats latino-américains ont eux aussi cherché à inclure ce nouveau groupe social:

²⁰ Cette analyse nous a été utile dans le cadre de la sélection de la dimension «élargissement / ouverture des campagnes de recrutement syndical».

notamment, le mouvement des *Piqueteros* et la CTA ont récemment élargi leurs processus d'organisation afin d'offrir des modes de représentation aux travailleurs du secteur informel.

3.3.2.3 Stratégies de restructuration syndicale

La dégradation de la qualité des services offerts aux membres dans certains syndicats est une autre des tendances propres au marché du travail actuel (Webster et Buhlungu, 2004). En réponse à cette problématique, les syndicats sud-africains ont entrepris une restructuration organisationnelle au niveau interne (Webster et Buhlungu, 2004)²¹. Par exemple, à la fin des années 1990, la COSATU a rassemblé des syndicats de secteurs connexes et a mis sur pied des «super-syndicats», dans le but de regrouper les ressources et de réaliser des économies d'échelle (Webster et Buhlungu, 2004). Depuis, au moins trois super-syndicats ont été créés dans les secteurs de l'exploitation minière/la construction, le papier/ l'imprimerie et le transport/ la sécurité (Webster et Buhlungu, 2004). Au cours des années 1990, la CUT brésilienne a, elle aussi, modifié sa structure en vue de renforcer les liens entre l'organisation syndicale verticale et les syndicats locaux (Riethof, 2002). La centrale a cherché à mettre sur pied des syndicats sectoriels nationaux, aptes à mener des campagnes de négociation de salaires, voire de contrats de travail, à l'échelle nationale (Riethof, 1995). La CUT a également tâché de renforcer ses bases locales en faisant la promotion des commissions d'usines (Riethof, 2002).

3.3.2.4 Stratégies d'alliances et de solidarités avec les autres groupes sociaux

Une autre des tendances est l'émergence des nouveaux mouvements sociaux décentralisés (Webster et Buhlungu, 2004). Certains syndicats, notamment en Zambie, au Ghana et en Afrique du Sud, tiennent un rôle de leader dans le développement de nombreuses luttes et coalitions avec d'autres groupes sociaux provenant des communautés locales, des

²¹ Cette tendance a guidé notre choix de la dimension «structures et modes de représentation collective»

consommateurs et des groupes de femmes qui s'affichent contre la hausse des tarifs des services publics ou privatisés, pour l'accès facilité aux médicaments contre le Sida, etc. (Soussi et al., 2005)²². Du côté de l'Amérique Latine, plusieurs expériences témoignent de l'existence de liens étroits entre le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux. Ainsi, au Mexique, plusieurs syndicats du Front authentique du travail (*Frente Autentico del Trabajo* – FAT) sont membres du Réseau mexicain d'action contre le traité de libre commerce (*Red Mexicana de Accion Frente al Libre Comercio* – RMALC), qui rassemble notamment des syndicats de diverses universités, des environmentalistes, des groupes de femmes, des universitaires, l'Association nationale des avocats démocrates (*National Association of Democratic Lawyers* – NADL), des représentants syndicaux de partis politiques, des organisations paysannes ainsi que d'autres ONG; au Brésil, le MST compte sur le soutien d'un réseau d'alliés importants au sein de la société civile, notamment: l'Église catholique, des confessions protestantes traditionnelles, des syndicats nationaux (dont la CUT), des syndicats de paysans, des ONG progressistes, des acteurs des institutions pédagogiques et culturelles (Carter, 2005; Hathaway, 2000; Alexander, 1998).

3.3.2.5 Stratégies du syndicalisme international

Le processus de restructuration du capital, qui se manifeste par le biais de la dérégulation financière, représente une autre des grandes tendances du marché du travail actuel (Webster et Buhlungu, 2004). Le nouvel internationalisme syndical émerge en réaction à la mondialisation du capital (Soussi et al., 2005)²³. Par exemple, la COSATU a participé à la création de l'ISMDS, un nouvel internationalisme syndical qui inclut et qui dépasse le projet de négociations collectives transnationales pour s'impliquer dans des coalitions avec les groupes environnementaux et de défense de la justice sociale, ainsi que d'alliances avec des ONG, des organisations de consommateurs et des groupes communautaires (Soussi et al., 2005). Les syndicats sud-africains se sont aussi impliqués auprès d'organisations syndicales

²² Ces initiatives ont servi de base dans le cadre de l'élaboration de la dimension «nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux».

²³ Une fois de plus, de telles initiatives nous ont inspiré à sélectionner la dimension «nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux».

internationales, telle que la Confédération internationale des syndicats libres (*International Confederation of Free Trade Unions – CISL*) (Webster et Buhlungu, 2004). Les syndicats du secteur de l'automobile au Brésil sont eux aussi joints, depuis novembre 2006, à la nouvelle Confédération syndicale internationale, issue de la fusion de la CISL et de la Confédération mondiale du travail, auxquelles se sont également jointes de grandes organisations non affiliées, telles que la CGT argentine et la Confédération générale du travail française (Webster et Buhlungu, 2004).

3.3.2.6 Stratégies de soutien financier, d'assistance sociale et de création d'emploi

Le sous-développement des pays du Sud, issu de leur héritage colonial, constitue une des principales tendances du marché du travail actuel (Webster et Buhlungu, 2004). Ainsi, les travailleurs sud-africains ressentent encore aujourd'hui les effets de l'inadéquation des infrastructures sociales dans les régions rurales (Webster et Buhlungu, 2004). Face à cette situation, des innovations dans les pratiques syndicales voient le jour: des actions ciblant la création de coopératives de travail, des formes d'intervention économique (ex : Fonds de solidarité sénégalais), des organisations mutualiste et autres fonds syndicaux de micro-finance comme au Ghana (Soussi et al., 2005)²⁴. En Afrique du Sud, afin de palier au manque de perspectives d'emploi, et suite à la mise à pied de 40 000 mineurs en 1987, le Syndicat national des Métallos a créé une coopérative qui s'est progressivement transformée en petite entreprise de développement pour les mineurs licenciés et pour les personnes à leur charge (Webster et Buhlungu, 2004). D'autres syndicats, tels que le SACTWU, ont aussi mis sur pied des coopératives dans le but de créer des emplois (Webster et Buhlungu, 2004). Au Brésil, conformément à cette tendance, le Syndicat des Métallos de la région de ABC de Sao Paulo a mis sur pied divers projets visant à aider les enfants et les familles pauvres, à former et à recycler les travailleurs retraités, à référer les chômeurs à des emplois et à des programmes de formation et, par le biais d'une Coopérative de crédit, à offrir du crédit aux travailleurs qui connaissent des difficultés financières (Zylberstajn, 2004).

²⁴ De tels projets ont guidé la sélection de la dimension «élargissement / ouverture des campagnes de recrutement syndical».

Pour Webster et Buhlungu, il est possible de revitaliser le syndicalisme dans la plupart des pays du Sud, en dépassant les structures syndicales traditionnelles et en explorant les options de mobilisation des chômeurs, des travailleurs à faible revenu, des membres, du gouvernement, des nouveaux mouvements sociaux et des mouvements syndicaux des autres pays (Webster et Buhlungu, 2004). Les nouvelles stratégies syndicales identifiées dans les pays du Sud, notamment l'organisation des nouveaux types de travailleurs ou l'association aux nouveaux mouvements sociaux, semblent d'ailleurs emprunter cette voie. Il y a donc en marche un «véritable processus de renouvellement des stratégies et des pratiques du syndicalisme afin de réduire les espaces de non-droit de l'économie informelle et, via le syndicalisme de transformation sociale, de participer à un nouveau mode de développement en économie sociale et au niveau microéconomique» (Soussi et al., 2005). Ces résultats rejoignent d'ailleurs ceux de Campero au sujet des tendances plus générales du syndicalisme dans le monde.

3.4 Conclusion

Globalement, l'analyse de la littérature syndicale fait ressortir quatre paramètres clés du syndicalisme, qui permettent de distinguer deux tendances syndicales générales, que nous nommerons tendances «traditionnelles» et «émergentes». Ces quatre paramètres sont les suivants:

- 1) les objectifs syndicaux;
- 2) les stratégies syndicales;
- 3) les structures syndicales; et
- 4) le degré d'institutionnalisation de l'action syndicale

3.4.1 Objectifs syndicaux

Le premier paramètre syndical porte sur les objectifs poursuivis. En effet, alors que la tendance syndicale traditionnelle vise des objectifs strictement syndicaux, à savoir l'obtention de meilleures conditions de travail et d'emploi, la tendance syndicale émergente poursuit des objectifs élargis et axés sur la modification des valeurs sociales, et en particulier la correction des inégalités sociales, l'avancement des droits humains et la démocratisation.

Ainsi, dans le cas de l'Argentine, les organisations syndicales traditionnelles visaient principalement à établir une relation étroite avec l'État péroniste dans le but de garantir des conditions de travail minimales et des protections sociales aux travailleurs. Les objectifs des tendances syndicales émergentes en Argentine divergent complètement. Ainsi, la CTA s'applique à remédier aux effets néfastes du néolibéralisme sur les marchés du travail, en s'attaquant notamment au problème du chômage. En ce sens, Patroni estime que la redistribution des richesses constitue le principal objectif économique de la CTA, objectif ciblant un développement durable et équitable en Argentine (Patroni, 2002). Les mouvements de *Piqueteros* et de travailleurs des entreprises récupérées s'inscrivent également dans cette tendance syndicale émergente, en ce qu'ils collaborent à la promotion d'un commerce juste, d'une consommation responsable et d'une production autogérée, en vue de construire une économie solidaire (Zibechi, 2004).

3.4.2 Stratégies syndicales

Le deuxième paramètre syndical fait référence aux types de stratégies adoptées par le mouvement syndical. Les organisations syndicales associées à la tendance traditionnelle privilégient les actions ciblées précisément vers les travailleurs et leurs conditions de travail, puisque ces actions favorisent l'atteinte de l'objectif de gains économiques pour les travailleurs. Ces actions comprennent: les garanties de normes minimales en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail; les services de formation et de perfectionnement de la main-d'œuvre; la mobilité de carrière; les services d'assurance

emploi, de sécurité sociale et de placement; l'offre d'avantages, de soutien au crédit, d'assistance juridique et de services consultatifs; et les interventions économiques visant la création d'emploi (Soussi et al., 2005 ; Webster et Buhlungu, 2004 ; Campero, 2002; Jose, 1999). Les organisations syndicales associées à la tendance émergente privilégient les actions qui intègrent les acteurs non traditionnels et les nouveaux mouvements sociaux. Cet élargissement du champ d'action syndical favorise d'ailleurs la poursuite de l'objectif syndical qui vise à consolider la démocratie et les droits humains. Ces actions sont fondées sur l'établissement de coalitions et d'alliances avec les partenaires de la société civile qui partagent ces objectifs et ces valeurs, en particulier les mouvements des femmes, les coopératives, les associations communautaires, les groupes de défense des droits humains, les groupes de consommateurs, les groupes environnementalistes, ainsi que divers autres acteurs locaux et internationaux (Munck, 1999; Jose, 1999). De telles associations stratégiques impliquent que les syndicats franchissent les limites traditionnelles et s'intéressent aux enjeux propres à la société civile, tels que la sécurité de revenu, l'éducation, la santé, et l'environnement (Soussi et al., 2005 ; Lambert et Webster, 2001; Jose, 1999).

Ainsi, les mouvements syndicaux latino-américains de tendance traditionnelle ont privilégié les actions ciblées précisément vers les travailleurs et leurs conditions de travail, en agissant principalement sur le plan politique en vue d'obtenir des sécurités et des garanties d'emploi par la voie législative (O'Connell, 1999). À l'opposé, les mouvements syndicaux émergents en Amérique ont élargi leur champ d'action à d'autres préoccupations. Ainsi, en 2006, dans l'État mexicain de Oaxaca, les syndicats ont pris part à l'APPO, en collaboration avec des communautés indigènes et des associations civiles, et ils se sont engagés dans une campagne de désobéissance civile et pacifique qui tendait à démontrer la mauvaise gouvernance et l'absence de légitimité de l'État (Jugant, 2006). Au Brésil, la CUT assure la promotion et la mise en œuvre de diverses politiques sociales visant à résoudre certains problèmes socio-économiques. Elle a notamment élaboré une stratégie politique liée à divers enjeux tels que la citoyenneté, l'éducation, la santé et le logement en s'adressant à plusieurs couches de la population (Paoli et Da Silva Telles, 1998). Toujours au Brésil, le Syndicat des Métallurgistes de la région de ABC de Sao Paulo a mis sur pied des projets d'aide aux enfants et aux familles pauvres, des projets de formation et de recyclage des travailleurs retraités, des

projets de référence des chômeurs à des emplois et à des programmes de formation et, enfin, des projets d'offre de crédit aux travailleurs aux prises avec des difficultés financières, par le biais d'une Coopérative de crédit (Zylberstajn, 2004).

3.4.3 Structures syndicales

Le troisième paramètre porte sur les types de structures syndicales. Les organisations syndicales de tendance traditionnelle sont organisées selon une structure formelle et hiérarchique (Munck, 1999). De leur côté, les organisations syndicales associées à la tendance émergente agissent en fonction d'une organisation en réseau ou décentralisée (Munck, 1999). Un tel éclatement de la structure syndicale favorise ainsi la coordination de stratégies d'actions avec les nouveaux mouvements sociaux, eux aussi caractérisés par une structure décentralisée. Une telle structure permet, en effet, d'établir des liens horizontaux dans le but de traiter de façon plus efficace les enjeux liés à l'accès aux services de santé, au logement, etc. (Webster et Buhlungu, 2004; Campero, 2002).

Ainsi, dans le cas de l'Argentine, les organisations syndicales de tendance traditionnelle, telle que la CGT, ont adopté une structure autoritaire et hiérarchique, en s'appliquant à agir dans les limites fixées par les gouvernements, à restreindre la participation démocratique au sein des syndicats et à réguler les mouvements perçus comme étant politiquement déstabilisant pour le pouvoir (Patroni, 2004; Palomino, 2000; Ranis, 1995). À l'opposé, le mouvement des *Piqueteros*, associé à la tendance syndicale émergente, est structuré suivant les principes d'autonomie et de démocratie directe par le biais de pratiques horizontales. Ce mouvement est ainsi caractérisé par un fonctionnement local en assemblées et en comités élus qui se coordonnent entre eux dans le cadre des prises de décisions. Des conférences et des assemblées régionales et nationales sont aussi organisées, «avec en principe les mêmes critères de représentation et de contrôle par la base» (Gendronneau, 2004). Les activités productives des *Piqueteros* sont elles aussi fondées sur des formes autogestionnaires et coopératives (Palomino, 2004). À l'opposé de la structure syndicale traditionnelle au Brésil, formelle et hiérarchique, le MST repose sur une structure nationale

fortement décentralisée et une organisation interne axée sur les principes de la démocratie participative.

3.4.4 Degré d'institutionnalisation de l'action syndicale

Enfin, le quatrième paramètre renvoie au degré d'institutionnalisation de l'action syndicale. L'action des organisations syndicales associées à la tendance traditionnelle est très institutionnalisée. En effet, ces organisations visent à obtenir des gains économiques pour leurs membres et, pour y parvenir, elles doivent construire une capacité institutionnelle et faire l'objet d'une reconnaissance officielle (Jose, 1999). Ces organisations correspondent, en fait, aux grandes centrales syndicales. Les organisations syndicales de tendance traditionnelle intègrent les intérêts des travailleurs aux lois et aux réglementations du travail, surtout par le biais de dispositions légales assurant la sécurité d'emploi, l'assurance emploi et les prestations spéciales pour les mises à pied, les soins de santé et le régime de retraite, les conventions pluri patronales sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les horaires de travail et les salaires indirects des travailleurs et enfin la consultation et le dialogue avec les employeurs et les pouvoirs publics en vue d'influencer les politiques économiques et sociales (Jose, 1999). Pour leur part, les organisations syndicales de tendance émergente privilégient une action indépendante de l'État et des partis politiques et orientée vers la société civile, tant au niveau local qu'international (Lambert et Webster, 2001; Munck, 1999). Par conséquent, l'action des organisations syndicales associées à la tendance émergente est très peu institutionnalisée.

Ainsi, les organisations syndicales mexicaines de tendance traditionnelle ont construit une capacité institutionnelle considérable, jusqu'à être complètement subordonnées à l'État. À une certaine époque, la CTM a même intégré de façon officielle la structure du parti étatique (Babson, 2000). À l'opposé, au Mexique l'Union nationale des travailleurs (*Union Nacional de Trabajadores* - UNT) privilégie les principes d'autonomie et de démocratie syndicale et tente d'agir indépendamment du contrôle gouvernemental. Ainsi, les syndicats affiliés à la UNT ont sévèrement critiqué l'ALÉNA, les politiques néolibérales et

les pratiques corporatistes du gouvernement et ont réclamé des changements majeurs par rapport aux politiques sociales et économiques (Patroni, 1998; Alexander, 1998). En Argentine, la CTA propose elle aussi une forme d'action syndicale peu institutionnalisée et indépendante de la CGT, de l'État, des partis politiques et des entreprises (Cardoso, 2004). Cette approche rompt avec «plusieurs des traditions syndicales instaurées par le modèle péroniste, dont celle d'unité syndicale et celle d'une organisation syndicale corporative étroitement liée au gouvernement» (Dallaire, 2009).

Le tableau ci-dessous permet de distinguer les tendances «traditionnelles» et «émérgentes» en matière de syndicalisme et cela, en fonction des quatre paramètres clés du syndicalisme: les objectifs, les stratégies, les structures et le degré d'institutionnalisation.

Tableau 3.1
Principales tendances «traditionnelles» et «émérgentes» en matière de syndicalisme

Paramètres	Principales tendances syndicales	
	Traditionnelles	Émergentes
Objectifs	Obtention de meilleures conditions de travail et d'emploi (objectifs strictement syndicaux)	Correction des inégalités sociales, avancement des droits humains et démocratisation (objectifs élargis)
Stratégies	Actions syndicales ciblant les travailleurs et les relations du travail	Actions syndicales élargies vers les acteurs non traditionnels
Types de structures	Structures centralisées	Structures éclatées et décentralisées
Degré d'institutionnalisation de l'action syndicale	Degré élevé d'institutionnalisation (ex- grandes centrales syndicales)	Faible degré d'institutionnalisation (ex- organisations «électrons libres»)

Cette analyse critique de la littérature nous a permis d'examiner les trois perspectives d'analyse majeures liées aux transformations récentes du syndicalisme et de l'action syndicale: la crise des stratégies syndicales face à la mondialisation, les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collective et les alternatives du mouvement syndical face à la caducité des structures traditionnelles et à la crise de représentation. Cette analyse critique nous a amené à distinguer deux tendances majeures en matière de syndicalisme, soit la tendance syndicale traditionnelle et la tendance syndicale émergente, en fonction de quatre paramètres syndicaux. Enfin, cette analyse critique nous a permis de dégager les cinq dimensions suivantes pour traiter de l'émergence des nouvelles stratégies syndicales: l'élargissement des campagnes de recrutement syndical, les structures et les modes de représentation collective, les nouvelles formes de l'action collective, la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux, et la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie. Une fois appliqués aux stratégies syndicales, ces dimensions permettront de distinguer et d'analyser les stratégies de type traditionnelles et nouvelles et également de faire ressortir les divers types d'action collective.

CHAPITRE IV

CARACTÉRISTIQUES ET ANALYSE DES NOUVELLES STRATÉGIES SYNDICALES

Ce chapitre vise à reconnaître et à analyser les nouvelles stratégies syndicales émergentes face à la dérégulation du travail au Mexique, en Argentine et au Brésil. Ces pratiques syndicales s'avèrent inédites en ce sens qu'elles semblent n'avoir aucun précédent historique régional.

Afin d'identifier ces stratégies syndicales dans ces trois pays, nous procéderons à la construction d'un modèle typologique, au regard des dimensions identifiées dans la problématique, soient:

- 1) *L'élargissement des campagnes de recrutement syndical***
- 2) *Les nouvelles formes de l'action collective***
 - a) Les fondements idéologiques des pratiques syndicales*
 - b) La fonction sociale du syndicalisme*
- 3) *Les structures et les modes de représentation collective***
 - a) Le degré d'autonomie de l'action syndicale*
 - b) Le niveau de démocratie syndicale*
- 4) *La nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux***
- 5) *La stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie***

Dans ce chapitre, chacune des dimensions clés sera traitée et étayée par diverses expériences singulières propres à chacun des trois cas. Ces dimensions ne se sont pas concrétisées de façon uniforme dans chacun des trois pays et, dans de rares cas, notre recherche ne nous a pas permis de relever des exemples pratiques pour chacun des pays à l'étude. C'est le cas du Mexique pour la dimension «l'élargissement des campagnes de

recrutement syndical». L'ensemble des données présentées dans ce chapitre est tiré de la littérature scientifique, syndicale, institutionnelle et médiatique par l'intermédiaire d'ouvrages historiques, de monographies et d'articles de périodiques et publiés par voie électronique.

4.1 Brève présentation des acteurs

Face au contexte de dérégulation du travail, «plusieurs des réponses syndicales furent originales dans leur combativité, dans leur recherche d'autonomie, dans les stratégies utilisées, dans les actions posées, etc. Ces acteurs syndicaux, plus ouverts au débat et aux changements, tentèrent chacun à leur façon, un renouveau syndical» (Dallaire, 2009). Les expériences singulières présentées dans ce chapitre mettent en scène divers intervenants, tous associés de façon plus ou moins étroite à l'univers syndical latino-américain, qui diffèrent du syndicalisme traditionnel. Nous débuterons en effectuant une présentation succincte des principaux acteurs et organisations cités dans le cadre de notre analyse parce qu'ils apparaissent comme des formes inédites de l'action collective.

4.1.1 Le cas du Mexique

Les principaux intervenants mexicains associés aux nouvelles stratégies syndicales de notre analyse comprennent:

- la UNT, une confédération syndicale mexicaine de taille modeste, créée en 1997;
- le FAT, une fédération de syndicats indépendants fondée en 1960, de taille modeste, et dont la mission consiste à organiser et à éduquer les travailleurs mexicains;
- l'APPO, une coalition d'organisations syndicales, sociales, politiques et de communautés indigènes formée en 2006 à la suite d'une tentative de délogement par les autorités de l'état de Oaxaca survenue à la place principale de la ville de Oaxaca

Cette opération a été jugée illégitime par ces organisations. Voilà pourquoi cette coalition a poursuivi une campagne de désobéissance civile et pacifique visant à démontrer la mauvaise gouvernance et l'absence de légitimité de l'État;

- le *Sindicato Independiente de Trabajadores y Trabajadoras de la Industria Maquiladora* (SINTTIM), un syndicat indépendant fondé en 1998 et représentant plusieurs travailleurs du secteur des *maquiladoras*, y compris, les travailleurs mexicains de l'usine Pung Kook à La Paz;
- la Coalition pour la justice dans les *Maquiladoras* (CJM), une coalition tri nationale non gouvernementale sans but lucratif située au Texas. Elle rassemble une centaine d'organisations (groupes religieux, environnementaux, de travailleurs et de femmes) militant en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs mexicains dans le secteur des *maquiladoras*;
- divers acteurs et organisations du secteur de l'automobile au Mexique, notamment:
 - o le syndicat représentant les travailleurs mexicains de l'entreprise Han Young établie à Tijuana;
 - o la coalition tri-nationale et multi-syndicale du Echlin Workers Alliance;
 - o l'Alliance des travailleurs de Dana, une coalition rassemblant les syndicats actifs dans les usines de Dana en Amérique du Nord et
- divers groupes de travailleurs mexicains, notamment les infirmières et les balayeurs de la rue de Tabasco.

4.1.2 Le cas de l'Argentine

Les principaux intervenants argentins associés aux stratégies syndicales de notre analyse comprennent:

- la CTA, une centrale syndicale argentine fondée en 1991 à partir d'un détachement de la vieille CGT péroniste, comprenant un peu plus d'un million de membres, notamment quelques syndicats du secteur public;

- le mouvement des *piqueteros*, des groupes organisés de travailleurs argentins sans emploi dont l'action consiste à bloquer les grandes routes dans le but de freiner la circulation de marchandises;
- le MTD, un secteur du mouvement *piqueteros* regroupant des travailleurs sans emploi préoccupés par la création d'emplois et ayant procédé à la mise sur pied de diverses activités productives communautaires;
- le mouvement des entreprises récupérées, un phénomène social d'importance en Argentine mettant en scène diverses entreprises abandonnées à leur sort par leurs propriétaires, puis récupérées et remises en marches par leurs travailleurs selon un mode d'autogestion. Ce mouvement qui date de la fin des années 1990, s'est accéléré avec la crise économique de 2001: «dans le panorama actuel, on estime entre 170 et 200 le nombre d'entreprises récupérées en Argentine» qui «impliquent plus d'une dizaine de milliers de travailleurs» (Dallaire, 2009; Zibechi, 2004); et,
- le syndicat des travailleurs du secteur du métro de Buenos Aires, affilié à la CGT.

4.1.3 Le cas du Brésil

Les principaux intervenants brésiliens associés aux stratégies syndicales de notre analyse comprennent:

- la CUT, fondée en 1983 en opposition à la dictature militaire de 1964-1985 et devenue aujourd'hui la principale centrale syndicale au Brésil, rassemblant environ 7 millions de membres;
- le MST, le mouvement social le plus important en Amérique Latine, réunissant 200 000 membres dans 23 états brésiliens (Flynn, 2003. Cette organisation milite notamment par l'occupation de terres afin de faire valoir les droits civils des paysans sans terre;
- divers syndicats de travailleurs du secteur de l'automobile, dont ceux de Volkswagen, BASF, Ford et Mercedes Benz;

- le Syndicat des Métallos de la Région de ABC, affilié à la CUT et doté d'une grande capacité organisationnelle et d'influence politique au Brésil; et
- le syndicat des travailleurs de la multinationale brésilienne Gerdau Group.

4.2 Expériences singulières

4.2.1 Première dimension: l'élargissement des campagnes de recrutement syndical

La première dimension des nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine tient à l'élargissement des campagnes de recrutement syndical. Elle traite de l'accroissement de la représentation syndicale et de l'unification des travailleurs, qui sont rendus possibles au moyen de l'élaboration de certaines tactiques de recrutement, de la prise en compte des besoins particuliers des travailleurs actuels et de l'intégration des nouvelles catégories de travailleurs. Cette dimension sera analysée par le biais de diverses expériences singulières tirées des trois pays d'Amérique Latine à l'étude dans ce mémoire.

4.2.1.1 Le cas du Mexique

En ce qui concerne cette dimension, notre recherche s'est avérée peu fructueuse dans le cas du Mexique. En effet, nous n'avons pas été à même de cerner des expériences significatives liées à de nouvelles pratiques syndicales d'élargissement des campagnes de recrutement syndical, probablement en raison de l'encadrement légal du travail au Mexique qui rend difficile l'élargissement de la base de recrutement syndical. Malgré la présence de pistes de stratégies syndicales liées à cette dimension, par exemple les campagnes menées contre le syndicalisme de protection dans les secteurs *maquilas*, notre recherche n'identifie pas d'expériences aussi concluantes qu'en Argentine ou au Brésil.

4.2.1.2 Le cas de l'Argentine

Le cas de l'Argentine sera étayé sous le regard de trois acteurs, soient les *Piqueteros*, la CTA et le mouvement des entreprises récupérées, qui constituent tous des exemples spécifiques de l'élargissement des campagnes de recrutement syndical.

Les Piqueteros

Au cours des dernières années, le mouvement des *Piqueteros* a procédé à l'ouverture de ses campagnes de recrutement. En effet, alors qu'il ne regroupait uniquement que des chômeurs à ses débuts, ce mouvement a progressivement élargi son champ de représentation en vue d'inclure d'autres groupes sociaux, comme les pauvres, les travailleurs du secteur informel et les travailleurs aux piètres conditions de travail (Bajo, 2002).

La Central de los Trabajadores Argentinos

Au cours des années 1990, la CTA a elle aussi intégré divers secteurs qui ne correspondaient pas au bassin de l'effectif syndical traditionnel. Alors qu'initialement, elle ne représentait que les employés de l'État et les syndicats d'enseignants, la CTA a progressivement élargi ses actions collectives et ses modes d'organisation en vue de rejoindre les demandes d'autres groupes sociaux non-syndiqués, tels que les chômeurs, les *piqueteros*, les travailleurs précaires, les travailleurs autonomes, les retraités, les travailleurs du secteur informel, les travailleurs de coopératives de travail, les personnes handicapées, les femmes, les jeunes et les représentants des ONG (Dallaire, 2009; Cardoso, 2004; Epstein, 2003; Patroni, 2002).

En comparaison au modèle d'adhésion traditionnel, caractérisé par la représentation des syndicats constitués, le programme de recrutement direct ou individuel institué par la

CTA s'avère très innovateur. D'abord, il favorise l'adhésion de divers acteurs sociaux, syndiqués ou non (Cardoso, 2004). Il soutient également l'adhésion des chômeurs (Cardoso, 2004). Enfin, ce sont les individus membres, plutôt que les syndicats ou les représentants syndicaux, qui procèdent à l'élection du comité exécutif de la CTA (Dallaire, 2009; Cardoso, 2004; Patroni, 2002).

Les travailleurs affiliés à la CTA sont organisés en fonction de leur expérience sur le marché du travail (Patroni, 2004). La CTA dispose ainsi de groupes spécifiques qui rassemblent les chômeurs, les travailleurs retraités et les travailleurs issus de secteurs productifs similaires (Patroni, 2004). En suivant ce mode d'organisation, la CTA est en mesure d'atteindre son objectif d'articuler les demandes propres aux divers secteurs et d'offrir certains des avantages liés à l'affiliation syndicale (Patroni, 2004).

La CTA fait preuve d'innovation dans sa conception du rôle et de la forme des syndicats face à l'affaiblissement structurel et à la fragmentation accrue de la classe ouvrière, en ce sens qu'elle favorise l'inclusion, sur les plans de l'affiliation et de la représentation, de catégories de travailleurs qui, en raison de leur statut au sein du marché du travail, ont auparavant été ignorés par le syndicalisme traditionnel (Dallaire, 2009; Patroni, 2002). Patroni estime que la CTA vise à créer une nouvelle unité et une identité commune pour les travailleurs, y compris les chômeurs et les individus qui travaillent dans des conditions précaires (Patroni, 2004).

Le mouvement des entreprises récupérées

Le mouvement des entreprises récupérées en Argentine fait preuve d'une ouverture similaire en ce qui a trait à l'identité de ses participants. À cet effet, Raul Godoy, représentant des ouvriers de l'usine autogérée de Zanon, a déclaré: « Nous considérons qu'ils (les chômeurs) font partie intégrante de la classe ouvrière (...) » (Meyer, 2003). Les travailleurs des entreprises récupérées et les chômeurs, représentés par le mouvement des *Piqueteros*, font d'ailleurs preuve d'une solidarité mutuelle considérable: les *Piqueteros* appuient les

travailleurs des entreprises récupérées dans le cadre de barrages routiers et de menaces d'expulsion (Trigona, 2002). De leur côté, les entreprises récupérées et remises en marche embauchent souvent des participants des groupes de *Piqueteros* (Trigona, 2002). Cette solidarité est probablement attribuable au fait, comme l'affirment Guthmann et Tournon, que les *Piqueteros* et les travailleurs d'entreprises récupérées «partagent la proximité dans l'origine ouvrière et leur lutte pour l'emploi» (Guthmann et Tournon, 2006).

4.2.1.3 Le cas du Brésil

Le cas du Brésil sera présenté par deux cas particuliers représentatifs de l'élargissement des campagnes de recrutement syndical: le Syndicat des Métallos de la Région de ABC et le MST.

De façon générale, au cours des années 1990, les stratégies syndicales au Brésil ont beaucoup évolué, afin de s'adapter aux besoins particuliers des travailleurs. À cette époque, la plupart des travailleurs sont préoccupés par la croissance du taux d'inflation, par le niveau d'insécurité salariale et par le niveau d'insécurité d'emploi. En réponse à ce contexte d'insécurité socioéconomique généralisée, les syndicats ont adapté leurs stratégies. De «traditionnelles», axées sur l'enjeu salarial, les stratégies syndicales ont progressivement ciblé la sécurité d'emploi (Riethof, 2005; Rodrigues, 2005). Les syndicats ont privilégié la protection de l'emploi et les processus de négociations collectives ont davantage porté sur des enjeux tels que la sécurité d'emploi, la protection contre les mises à pied massives et la flexibilisation du travail (Riethof, 2005).

Le Syndicat des Métallos de la Région de ABC

Le Syndicat des Métallos de la Région de ABC vise à accroître le niveau de participation des jeunes travailleurs au sein du mouvement syndical au moyen de divers procédés (Zylberstajn, 2004). Ainsi, les revendications de ce syndicat ciblent des enjeux

intéressants aux yeux des jeunes travailleurs, tel que le droit des jeunes hommes de choisir entre le service militaire et le système d'instruction publique (Zylberstajn, 2004). Le Syndicat offre également des services particuliers aux jeunes travailleurs, tels que l'École pré-universitaire, destinée à former les jeunes travailleurs et à améliorer leurs capacités en vue des examens d'admission universitaire (Zylberstajn, 2004).

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra

De par son influence notable sur l'opinion publique, le MST, qui intègre les chômeurs et les paysans sans terre au mouvement ouvrier, a été en mesure d'élargir la conception traditionnelle de «travailleurs» (Riethof, 2002). Le MST recrute ses nouveaux participants par le biais de l'occupation des terres improductives (Flynn, 2003).

Ce mouvement accorde également une importance considérable au processus d'instruction de ses membres. Le MST gère présentement un réseau de 1 800 écoles primaires et secondaires, fréquentées par 160 000 enfants et 3 900 enseignants qui se servent du matériel didactique élaboré par l'équipe pédagogique du MST (Carter, 2005). Le mouvement a aussi mis sur pied un programme d'alphabétisation destiné aux adultes, qui compte présentement 30 000 participants (Carter, 2005). Le MST investit beaucoup de ressources pour la formation de ses militants. Au cours des vingt dernières années, le mouvement a tenu des centaines d'ateliers dans des centres de formation, au sujet de divers enjeux (santé, éducation, genre, économie politique et écologie) auxquels ont pris part plus de 100 000 militants (Carter, 2005). Enfin, au début de 2005, le MST a inauguré sa première université, l'*Escola Nacional Florestan Fernandes* (Carter, 2005).

4.2.1.4 Synthèse 1

Les diverses expériences singulières présentées pour les cas de l'Argentine et du Brésil montrent une tendance syndicale à l'élargissement des campagnes de recrutement

syndical. Ainsi, plusieurs acteurs syndicaux ont récemment procédé à l'élargissement de leur champ de recrutement, d'organisation et de représentation en vue d'intégrer d'autres groupes sociaux que les travailleurs dits «traditionnels». Les acteurs syndicaux ont également procédé à l'adaptation de leurs stratégies et de leurs revendications afin d'assurer une adéquation entre ces dernières et les nouvelles réalités des travailleurs, telle que l'insécurité socio-économique, ainsi que les nouvelles catégories de travailleurs, notamment les travailleurs du secteur informel. Les nouvelles stratégies syndicales, axées sur l'élargissement de la conception traditionnelle de «travailleurs», permettent de créer une unité distincte et de définir une nouvelle identité commune pour les travailleurs de l'Amérique Latine.

4.2.2 Deuxième dimension: les nouvelles formes de l'action collective

La deuxième dimension des nouvelles stratégies syndicales tient aux formes de l'action collective renouvelées. Elle traite des stratégies d'action collective non-conventionnelles et innovatrices. Cette dimension est examinée au regard des deux principaux fondements de l'action syndicale: les pratiques discursives et les pratiques non discursives (Gagnon, 1991). Cette dimension sera analysée à l'aide de diverses expériences singulières tirées des trois pays.

4.2.2.1 Le cas du Mexique

Le cas du Mexique sera analysé en observant trois groupes d'acteurs, l'APPO, l'alliance SINTTIM/Enlace et divers groupes de travailleurs mexicains. Cet ensemble d'acteurs s'avère emblématique des nouvelles formes de l'action collective

L'Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca

Pendant près de 6 mois, à Oaxaca, l'APPO a poursuivi une campagne de désobéissance civile et pacifique visant à démontrer la mauvaise gouvernance et l'absence de légitimité de l'État (Jugant, 2006). Le mouvement a assumé le «contrôle politique de la ville de Oaxaca» et a procédé de façon ponctuelle à des grèves et «des actions de blocage ciblées (hôtels de luxe, établissements appartenant à des multinationales, aéroport, grandes artères, édifices publics, palais gouvernemental, etc.)» (Jugant, 2006). L'APPO s'est également engagée dans des manifestations et des occupations pacifiques et a procédé au boycottage de la fête traditionnelle, celle-ci ayant été organisée par le gouvernement de l'état.

Le Sindicato Independiente de Trabajadores y Trabajadoras de la Industria Maquiladora et Enlace

En 2003, en vue de réduire ses coûts de main-d'œuvre, la multinationale coréenne Pung Kook a procédé à la fermeture de son usine située à La Paz et au transfert de ses activités commerciales en Asie (Enlace et SINTTIM, 2005). Devenant hors de portée du droit national mexicain et des dispositions prévues par l'ALÉNA, la multinationale Pung Kook a omis de rembourser les salaires exigibles des anciens travailleurs mexicains (Enlace et SINTTIM, 2005).

Afin d'obtenir le remboursement légitime des travailleurs, l'organisation syndicale SINTTIM et l'ONG américaine Enlace ont formé une alliance visant à coordonner une campagne de soutien internationale (Enlace et SINTTIM, 2005). Pour ce faire, le SINTTIM et Enlace ont recruté divers groupes de soutien et d'alliés à la fois au niveau local (par exemple, des groupes de syndicats, des professeurs et des ONG mexicains) et au niveau international, notamment à Portland, à Los Angeles, à Toronto et à Séoul (Enlace et SINTTIM, 2005).

Pendant une année complète, le SINTTIM, Enlace et leurs alliés ont entrepris diverses stratégies d'action innovatrices et de grande envergure comprenant: la cueillette d'informations au sujet de la multinationale Pung Kook, l'organisation de séances de planification stratégique régulières rassemblant les alliés canadiens, mexicains et américains, l'embauche de *Korean Immigrant Workers Advocates*²⁵ afin d'impliquer des alliés coréens dans la lutte (Enlace et SINTTIM, 2005). Ils ont également établi un partenariat avec Adidas Salomon, un entreprise cliente de Pung Kook située en Amérique du Nord, afin d'accroître leur pouvoir dans le cadre des négociations avec la multinationale et coordonné diverses actions internationales afin de rallier les gouvernements locaux et nationaux à la cause des travailleurs (Enlace et SINTTIM, 2005).

Parallèlement aux négociations ayant lieu avec la multinationale, en 2004, le SINTTIM et Enlace ont organisé des actions synchronisées à l'échelle internationale telles que: une manifestation devant l'ambassade sud-coréenne, une pétition à l'intention de l'ambassadeur coréen à Mexico, une conférence de presse et une manifestation organisées par la *Korean Immigrant Workers Advocates* devant le consulat de la Corée du Sud à Los Angeles ainsi que deux manifestations coordonnées par des organisations coréennes à Séoul (Enlace et SINTTIM, 2005). Ces actions ont suscité une couverture médiatique importante aux États-Unis et en Corée du Sud et elles ont résulté en l'ouverture d'une enquête coréenne portant sur les pratiques de Pung Kook (Enlace et SINTTIM, 2005).

La campagne menée par le SINTTIM et Enlace s'est soldée par une victoire et les anciens travailleurs ont été dûment dédommagés (Enlace et SINTTIM, 2005). Cette campagne fondée sur les alliances locales et internationales a permis d'illustrer le fait que les multinationales peuvent être tenues responsables des travailleurs et des communautés et ce, même dans le cas où elles décident de transférer leur production dans une autre région du monde (Enlace et SINTTIM, 2005).

²⁵ Un regroupement d'immigrants coréens à Los Angeles

Divers groupes de travailleurs mexicains

Au cours des dernières années, les travailleurs mexicains ont eu recours à plusieurs moyens innovateurs, dits postmodernes, pour manifester leur mécontentement (Eckstein, 2001). Par exemple, en 1997, les balayeurs de rue de Tabasco ont effectué des grèves de la faim, se sont introduit dans le congrès en se dévêtant et ont organisé une marche vers Mexico; pour leur part, les infirmières ont extrait du sang de leur bras à l'aide de seringues et l'ont répandu sur les portes de l'hôpital (Eckstein, 2001).

4.2.2.2 Le cas de l'Argentine

Le cas des nouvelles formes de l'action collective en Argentine sera décrit en examinant trois acteurs: la CTA, les *Piqueteros* et le mouvement des entreprises récupérées.

La Central de los Trabajadores Argentinos

Étant donné qu'elle représente à la fois des syndicats de type traditionnel et des mouvements et organisations non-syndiqués, la CTA a recours à diverses stratégies et actions qui ne sont pas inhérentes aux stratégies syndicales traditionnelles mais qui se rapportent davantage aux actions des mouvements sociaux, telles que les mobilisations sociales (Palomino, 2000).

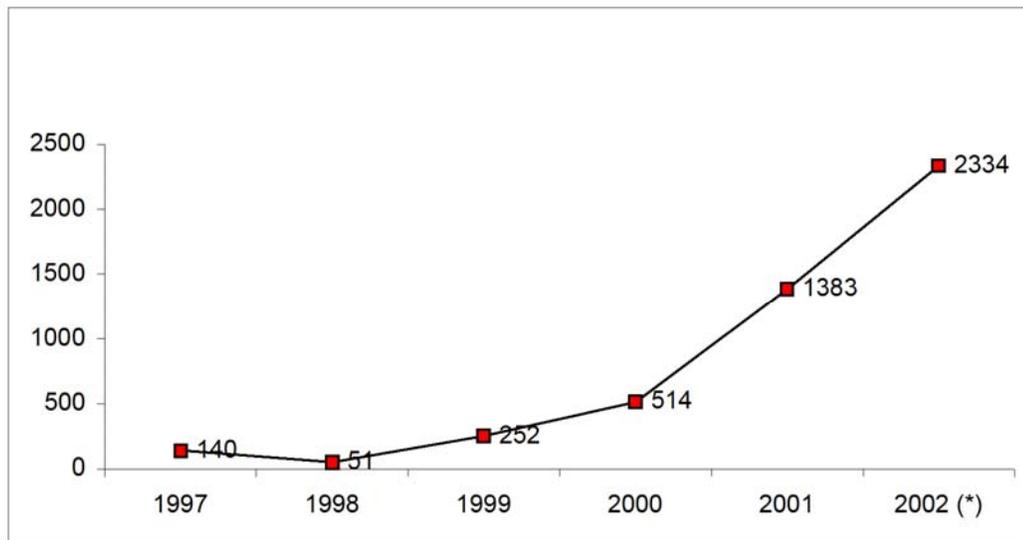
L'orientation stratégique de la CTA rompt avec le mouvement syndical traditionnel qui a eu tendance, à partir du milieu du 20^e siècle, à marginaliser les intellectuels (Palomino, 2000). En effet, la centrale a intégré au sein de ses syndicats des intellectuels, des chercheurs, des groupes de professeurs disposés à fournir de la formation technique et syndicale, et des groupes qui se consacrent à l'analyse des enjeux contemporains en Argentine.

La CTA a également établi des ententes avec les universités et les institutions académiques en vue de créer des réseaux d'information et de formation utiles aux syndicats (Palomino, 2000). En considérant les nouvelles initiatives comme d'importantes ressources stratégiques pour ses activités et en intégrant les études et la recherche par rapport au contexte social à son organisation interne, la CTA fait preuve d'innovation stratégique (Palomino, 2000).

Les Piqueteros

Afin de revendiquer des allocations et un droit au travail, le mouvement des *Piqueteros* a recours à des formes d'action collective inusitées. Il organise des grèves, des manifestations et des occupations, mais sa principale forme d'action est le barrage routier (*cortes de rutas*) (Guthmann et Tournon, 2006). «Ce type d'action consiste avant tout à bloquer les principales voies d'accès aux grandes agglomérations urbaines ou aux pays frontaliers» (Gendronneau, 2004). Le blocage de routes s'accompagne généralement «de revendications de plans d'aide aux chômeurs et de revendications locales, telles que l'amélioration d'hôpitaux ou d'écoles» (Guthmann et Tournon, 2006). Cette forme d'action collective menée par les travailleurs sans emploi et fondée sur l'interruption du transport et du commerce n'est pas sans évoquer les activités de piquetage et l'interruption de la production occasionnée par les travailleurs grévistes (Ranis, 2004).

La figure 4.1 témoigne de l'importance de ce phénomène, en illustrant la croissance du nombre de barrages routiers en Argentine. Entre 1997 et 2002, le nombre de «cortes de ruta» est passé de 140 à 2 334; au cours de cette période, 4 674 «cortes de ruta» ont été dénombrés (Cardoso, 2004).



Source: Cardoso (2004)

Figure 4.1 Évolution du nombre de *cortes de rutas* en Argentine (1997 à 2002).

Palomino souligne que les coupures de routes «ont un fort impact politique, démultiplié par les médias» (Palomino, 2004). Pour sa part, Beudet observe que «le blocage de route comme méthode de lutte a acquis une légitimité dans la société et est maintenant une forme d'action sociale habituelle employée non seulement par les *Piqueteros* mais aussi par les syndicats et par tout le collectif en lutte » (Beudet, 2005). De plus, le mouvement *Piqueteros* se tourne progressivement «vers le développement d'activités productives», telles que les vergers communautaires, la vente directe de produits alternatifs, l'exploitation horticole et fruitière, artisanale ou industrielle, les boulangeries, la production textile, et la confection artisanale et industrielle, auxquelles «sont versées les allocations et les aliments obtenus grâce aux mobilisations» (Palomino, 2004). Ainsi, le mouvement explore «les possibilités de développement d'une nouvelle économie organisée en réseaux sociaux qui dépassent l'économie capitaliste» (Palomino, 2004).

Le mouvement des entreprises récupérées

En soit, le mouvement de la récupération des entreprises par les travailleurs constitue une forme originale et innovatrice de l'action collective. Ce mouvement s'est amorcé à la fin des années 1990 et s'est accéléré avec la crise économique de 2001, face à la réduction du niveau de production, à la fermeture de milliers d'usines et à la suppression de millions d'emplois (Zibechi, 2004; Trigona, 2006). Dans la plupart de ces cas, les propriétaires ont interrompu leur production, cessé de verser les salaires aux travailleurs et fait faillite (Trigona, 2006). Le mouvement de récupération des entreprises par les travailleurs a permis de créer des emplois, d'établir un vaste réseau de soutien parmi les travailleurs et de constituer des projets communautaires (Trigona, 2006).

Les entreprises récupérées utilisent une panoplie de stratégies efficaces, qui comprennent notamment: les stratégies d'action politique directe (par exemple, la prise de contrôle physique du milieu par le biais d'occupations, souvent réprimées), le recours, par la première entreprise récupérée, à des stratégies légales ouvrant la voie juridique à la prise de contrôle des entreprises par les travailleurs (des pressions politiques en vue d'obtenir la reconnaissance légale des coopératives). Elles font aussi usage de la critique de l'exploitation capitaliste par la création de nouvelles possibilités d'autonomie (l'autogestion des travailleurs), de la réappropriation des connaissances par les travailleurs, du processus de démocratisation du milieu de travail et enfin de la constitution d'un fonds en vue de venir en aide aux entreprises nouvellement récupérées (Trigona, 2006).

De manière embryonnaire, les travailleurs des entreprises récupérées manifestent une capacité collective innovatrice et «construisent de nouveaux rapports de production en prenant en charge l'administration intégrale de l'entreprise dans une logique autogestionnaire» (Lucita, 2006). Selon Guthmann et Touron, les entreprises récupérées représentent «un exemple original, où les travailleurs, de façon directe et indépendante, s'emparent d'un droit et se donnent les moyens de le faire vivre» (Guthmann et Touron, 2006). Pour sa part, Zibechi estime que «jamais en Amérique Latine n'avait existé un tel mouvement, dans lequel les travailleurs prennent en charge directement les moyens de

production en les mettant à fonctionner sans patron et, à l'occasion, sans même les contremaîtres, techniciens et spécialistes» (Zibechi, 2004). Enfin, Martinez considère que lorsqu'«un groupe d'ouvriers affirme la possibilité de produire «sans patrons» ne sommes-nous pas devant une nouvelle expérience (...) ouvrière?» (Martinez, 2002).

4.2.2.3 Le cas du Brésil

Le cas du Brésil sera analysé à l'aide d'un seul exemple, le MST, largement représentatif des nouvelles formes de l'action collective.

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra

Les activités du MST sont fondées sur l'action populaire et sur les débats démocratiques autour de la possession des terres et de la réforme agraire (Antunes, 2001). Le MST «emploie de nouvelles pratiques de mobilisation» et privilégie une approche de confrontation directe qui contraste avec les formes de concertation plus traditionnelles (Bonnassies, 2005; Gendronneau, 2004).

Le MST a développé une gamme très diversifiée d'actions originales et controversées pour se faire entendre (Carter, 2005). Certaines de ces activités sont licites, alors que d'autres constituent des actes de désobéissance civile (Carter 2005). De façon générale, les activités du MST sont organisées, politisées, autonomes, périodiques et habituellement non-violentes (Carter, 2005). Les actions autorisées prennent souvent la forme de marches ou des campements de paysans sans terre, démocratiquement autogérés (Carter, 2005; Gendronneau, 2004). Pour leur part, les stratégies de désobéissance civile du MST sont souvent controversées et comprennent notamment: l'occupation massive et stratégique de terres privées et publiques (non-exploitées), les barrages routiers, l'occupation de bureaux publics, les grèves de la faim, les parades dans les villes, les grandes marches à travers le pays et les manifestations organisées en collaboration avec la CUT et d'autres mouvements populaires.

Ces actions de protestation visent essentiellement à capter l'attention de la population, à influencer les politiques de l'État et à forger les idées, les valeurs et les actions de l'ensemble de la société (Carter, 2005).

Le MST fait preuve d'une ingéniosité particulière dans le cadre de la planification et la mise en œuvre des occupations des terres, qui constituent souvent un processus risqué: lorsque les militants du MST identifient un lot de terre improductif, ils en avisent les agriculteurs sans terre (Flynn, 2003). Le mouvement rassemble alors un nombre suffisant d'individus et procède à la répartition des tâches logistiques (Flynn, 2003). Lorsque la date de l'occupation des terres, initialement secrète, est révélée, des familles entières participent à la mise sur pied de campements sur ou près des propriétés et ce, avant la levée du jour (Flynn, 2003).

Le MST fait également preuve d'une grande créativité dans le cadre de ses efforts de financement (Carter, 2005). Par exemple, en 1996, le MST a fondé la coopérative de Cooper Tchê à Rio Grande do Sul, en vue de favoriser la subsistance des campements de paysans sans terre (Carter, 2005). En 2000, le bénéfice net de Cooper Tchê équivalait à 400 000\$ américains et permettait de financer une partie des activités générales du MST dans Rio Grande do Sul (Carter, 2005).

Le MST envisage aussi l'éducation en fonction d'une approche créative: le mouvement compte environ deux mille écoles autogérées dans les *assentamentos*²⁶ «dans lesquelles étudient autour de 200 000 enfants, avec 4 000 professeurs» (Zibechi, 2004). Le MST a lui-même défini les critères pédagogiques et les écoles misent «sur le développement de la capacité technique des élèves pour des expériences de travail productif, tant de «techniques alternatives» que d'«exercices pratiques dans des domaines de connaissances nécessaires au développement de l'*assentamento*»» (Zibechi, 2004). Comme l'observe Zibechi, «l'un des aspects les plus intéressants est que le mouvement en tant que tel se soit converti en un «sujet éducatif». (...) C'est beaucoup plus que l'habituelle implication du mouvement dans l'éducation et la participation de la communauté dans l'école. Que le mouvement social se transforme en un sujet éducatif, et que par conséquent tous ses espaces,

²⁶ Communautés installées légalement en zones de réforme agraire

ses actions et ses réflexions aient une «intentionnalité pédagogique» me semble être un changement révolutionnaire en ce qui concerne le comment comprendre l'éducation, et aussi comment comprendre le mouvement social» (Zibechi, 2004).

4.2.2.4 Synthèse 2

Les diverses expériences singulières présentées pour les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil montrent une tendance syndicale axée sur l'adoption de nouvelles formes de l'action collective. Ainsi, plusieurs acteurs syndicaux ont récemment mis en œuvre des stratégies d'action collective non-conventionnelle et innovatrices. Ce sont l'établissement d'alliances et de partenariats avec divers acteurs stratégiques, la coordination d'actions synchronisées à l'échelle internationale, l'organisation de diverses activités de mobilisation populaire (manifestations, occupations, marches, débats démocratiques, barrages routiers, grèves de la faim) et le développement de nouvelles activités productives, y compris des activités de production «sans patrons». Ces stratégies permettent non seulement de forger les idées, les valeurs et les actions du mouvement syndical, mais également celles de l'ensemble de la société latino-américaine.

Les nouvelles formes de l'action collective adoptées par certaines organisations syndicales en Amérique Latine rompent avec les formes plus traditionnelles de l'action collective et ce, à la fois par leurs pratiques discursives et non discursives. En ce qui concerne les pratiques discursives, les organisations syndicales se sont éloignées des idéologies qui avaient caractérisé les grandes centrales syndicales traditionnelles. Elles effectuent des choix idéologiques différents, par exemple, en revendiquant leur autonomie par le biais de pratiques d'autogestion. Cette distanciation par rapport au mode d'action traditionnel représente une rupture idéologique. Sur le plan des pratiques non discursives, les syndicats latino-américains effectuent également une rupture avec les modes d'action traditionnelle, puisqu'ils adoptent dorénavant une fonction sociale qui ne vise plus exclusivement à consolider le système de relations industrielles.

4.2.3 Troisième dimension: les structures et les modes de représentation collective

La troisième dimension des nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine tient aux structures et aux modes de représentation collective. Cette dimension analyse l'autonomie syndicale face aux partis politiques, la création d'identités et l'articulation de l'action syndicale autour de la société civile plutôt qu'autour de l'État. Elle examine également l'organisation en réseaux et décentralisée des syndicats. La dimension «structures et modes de représentation collective» sera traitée à la lumière de deux indicateurs: le degré d'autonomie de l'action syndicale et le niveau de démocratie syndicale. Cette dimension sera analysée à l'aide de diverses expériences significatives tirées des trois pays cas.

4.2.3.1 Le cas du Mexique

Ici encore, nos recherches ne nous ont pas permis de cerner une multitude d'expériences singulières mexicaines pour cette dimension. Dans cette section, le cas du Mexique sera illustré à l'aide d'un seul exemple significatif, celui de la UNT.

La Union Nacional de Trabajadores

En 1997, «face à l'inféodation de la CTM, plusieurs milliers de syndiqués se sont organisés sur leurs propres bases» et ont créé la UNT, une centrale syndicale alternative (Beudet, 2005). Par opposition au monopole syndical traditionnel exercé par la CTM et les autres organisations syndicales, la UNT privilégie les principes d'autonomie et de démocratie syndicale, soit le droit de s'organiser et d'appartenir à un syndicat de son choix (Beudet, 2005). La UNT tente d'agir indépendamment du contrôle gouvernemental; par exemple, les syndicats affiliés à la UNT ont sévèrement critiqué l'ALÉNA, les politiques néolibérales et les pratiques corporatistes du gouvernement et ont réclamé des changements majeurs par rapport aux politiques sociales et économiques (Patroni, 1998; Alexander, 1998).

4.2.3.2 Le cas de l'Argentine

Le cas de l'Argentine sera étayé à l'aide de cinq expériences singulières: les travailleurs du secteur du métro, la CTA, les *Piqueteros*, le MTD et le mouvement des entreprises récupérées.

Les travailleurs du secteur du métro

Au cours de la dernière décennie, les travailleurs du métro se sont démarqués par leur activisme, principalement attribuable à un «corps de délégués à l'interne qui s'oppose au syndicat national, l'*Union de Tranviarios Automotor*» (Dallaire, 2009). Ce corps de délégués agit en marge du syndicat à plusieurs égards; par exemple, il organise des réunions hebdomadaires permanentes, publie des communiqués et conçoit diverses initiatives particulières, indépendamment du syndicat (Dallaire, 2009). Dallaire indique que «cette pluralité idéologique et politique augmente considérablement la représentation des minorités syndicales dans le corps directif», ce qui, selon Palomino, constitue «un indicateur significatif de démocratisation à l'intérieur de l'organisation syndicale» (Dallaire, 2009). Dallaire souligne le fait que la consultation élargie «en assemblée avec un plus grand nombre de travailleurs démontre également une ouverture vers une praxis améliorée de la démocratie» (Dallaire, 2009).

La *Central de los Trabajadores Argentinos*

De son côté, la CTA propose une forme d'action syndicale indépendante de la CGT, de l'État, des partis politiques et des entreprises, qui rompt avec «plusieurs des traditions syndicales instaurées par le modèle péroniste, dont celle d'unité syndicale et celle d'une organisation syndicale corporative étroitement liée au gouvernement» (Dallaire, 2009; Cardoso, 2004). Le système d'affiliation individuelle et l'intégration des travailleurs «non-

traditionnels», caractéristiques de la CTA, s’opposent au syndicalisme patronné et hiérarchisé propre au Péronisme (Dinerstein, 2001). Le fait de permettre aux membres (individu, section syndicale ou syndicat) de voter directement pour leurs représentants, y compris au niveau national, favorise la démocratisation interne du syndicat (Dallaire, 2009).

Les Piqueteros

Les actions du mouvement des *Piqueteros* sont menées en marge des structures des principaux syndicats (Bajo, 2002). Le mode d’organisation de ce mouvement est fondé sur «l’autonomie et la démocratie directe par le biais de pratiques horizontales» : il est ainsi caractérisé par un fonctionnement local en assemblées et en comités élus qui se coordonnent entre eux dans le cadre des prises de décisions; des conférences et des assemblées régionales et nationales sont aussi organisées, «avec en principe les mêmes critères de représentation et de contrôle par la base» (Gendronneau, 2004). Pour leur part, les activités économiques (activités productives) des *Piqueteros* adoptent des formes autogestionnaires et coopératives (Palomino, 2004).

Le Movimiento Trabajadores Desocupados

Au sein du mouvement *Piqueteros*, le secteur du MTD ne repose pas sur une structure hiérarchique. Ses principes d’organisation fondamentaux sont l’autonomie, l’organisation horizontale et la démocratie directe – les décisions sont prises de façon collective aux assemblées de *Piqueteros* (Dinerstein, 2003; Trigona, 2002).

Le mouvement des entreprises récupérées

Pour leur part, les entreprises récupérées et autogérées sont des coopératives qui favorisent l’autodétermination des travailleurs en préconisant un mode d’organisation

horizontal et démocratique, un système décisionnel participatif et des salaires égalitaires. Le mode de gestion hiérarchique et axé sur le contrôle a fait place à un mode de gestion participatif, fondé sur les rôles des coordonnateurs et des assemblées générales (où chaque travailleur dispose d'une voix, permettant ainsi la pluralité de positions sur la gestion) (Guthmann et Tournon, 2006). Selon Pérez, «réorganisée en secteurs autonomes, la production engage la responsabilité de chaque ouvrier» (Pérez, 2005).

Ainsi, à l'hôtel de Bauen, les décisions sont votées par les 150 employés au cours d'assemblées «où chacun dispose d'une voix et la majorité décide. Les droits y sont discutés, les salaires décidés» (Guthmann et Tournon, 2006).

Dans l'entreprise récupérée de Zanon, qui produit du matériel de céramique, les processus de recrutement, d'organisation de la production et de prise de décision sont fondés sur les principes de relations égalitaires, de démocratie directe et d'autonomie (Zibechi, 2006). Il n'existe pas de lien hiérarchique entre les travailleurs et, à l'instar de l'hôtel de Bauen, les décisions de gestion sont votées en assemblées (Zibechi, 2006). Chaque secteur (ex- chaînes de production, ventes, planification de la production) procède à l'élection d'un coordonnateur qui, malgré ses responsabilités, touche le même salaire que les autres travailleurs; tous les travailleurs se relaient aux postes de coordonnateurs (Zibechi, 2006). Ce sont donc les principes de responsabilité et de confiance mutuelle qui caractérisent le climat de travail (Zibechi, 2006).

Les groupes de travailleurs autonomes et responsables dans les entreprises récupérées permettent de concevoir des nouvelles formes de contrôle sur la production et rompent ainsi avec les relations du travail traditionnelles²⁷ (Ranis, 2005). Enfin, le mouvement des entreprises récupérées marque également une quête d'autonomie des travailleurs licenciés par rapport à l'État, l'expression d'un refus collectif à l'égard, non seulement du chômage, mais également de «la dépendance du bon vouloir ou des possibilités de l'État» (Guthmann et Tournon, 2006).

²⁷ Ces éléments dépassent la stricte structure syndicale et touchent la gestion coopérative

4.2.3.3 Le cas du Brésil

Le cas du Brésil sera présenté par deux acteurs emblématiques des structures et modes de représentation collective: la CUT et le MST.

La Central Unica dos Trabalhadores

Au cours des années 1990, la CUT a élaboré une proposition de transformation organisationnelle, visant à renforcer les liens entre l'organisation syndicale verticale et les syndicats locaux (Riethof, 2002). Selon Mônica Valente, responsable de la formation et du département de la recherche à la CUT, une nouvelle forme d'organisation syndicale «organique» doit se mesurer au modèle syndical néo-libéral, qui, «with the objective of maximum flexibilization of the work force, of implanting temporary contracts, contracting workers through co-operatives, reducing the capacity of organization and of creating a collective space for a union structure, ...(offers) the creation of a union per enterprise as an alternative to the labor movement» (Riethof, 2002).

En vue de modifier sa structure et de renforcer son organisation, la CUT cherche à mettre sur pied des syndicats sectoriels nationaux, aptes à mener des campagnes de négociation de salaires, voire de contrats de travail, à l'échelle nationale (Riethof, 2002). Cet objectif tranche avec les dispositions législatives corporatistes prévues par le Code du travail, selon lesquelles les organisations syndicales doivent se limiter à un territoire défini (Riethof, 2002).

La CUT cherche également à renforcer ses bases locales en faisant la promotion des commissions d'usines, présentement très rares dans les entreprises puisqu'elles ne constituent pas une exigence légale, et de les lier aux niveaux supérieurs de l'organisation syndicale (Riethof, 2002).

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra

De son côté, le MST repose sur une structure nationale fortement organisée par la base (Antunes, 2001). Selon Houtart, «l'organisation interne du mouvement obéit aux principes de la démocratie participative» (Houtart, 2003). Ainsi, plutôt que d'être fondé sur une structure traditionnelle (président, vice-président, trésorier, etc), le MST est géré de façon collective sur la base de thèmes (ex- organisation, occupation des terres, utilisation des terres, éducation, santé) (Eckstein, 2001). Des comités élus sont responsables de la répartition des tâches et des prises de décisions politiques et ce, à tous les niveaux de l'organisation que ce soit à partir des campements jusqu'aux instances d'États et de régions (Flynn, 2003). La participation directe et permanente des membres crée une appropriation et une adhésion au mouvement, et la structure organisationnelle décentralisée et le style de leadership organique assurent cohésion et flexibilité au mouvement (Carter, 2005). Enfin, selon Mouterde, «le MST s'interdit de s'inféoder à toute organisation politique, fut-elle le PT, vis-à-vis duquel il était pourtant en étroite syntonie» (Mouterde, 2002).

4.2.3.4 Synthèse 3

Les diverses expériences singulières présentées pour les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil indiquent que les nouvelles stratégies syndicales sont fondées sur les principes d'autonomie et de démocratie syndicales. En ce qui concerne le degré d'autonomie de l'action syndicale, l'analyse des diverses expériences singulières indique que les actions syndicales privilégient les actions menées en marge des structures des principaux syndicats et du contrôle gouvernemental et ce, par opposition aux traditions d'unité et d'organisation syndicales corporatives étroitement liées au gouvernement. En ce qui a trait à l'indicateur relatif au niveau de démocratie syndicale, les expériences singulières permettent d'établir que les nouveaux acteurs syndicaux privilégient un mode d'organisation interne fondé sur les principes d'autonomie, de décentralisation, d'horizontalité, de démocratie directe et de système décisionnel participatif. Ces principes de démocratie se concrétisent souvent par des activités qui adoptent un fonctionnement en assemblées et en comités élus; cette façon de

faire encourage une plus grande participation de la base (Dallaire, 2009). Les structures et les modes d'action et de représentation syndicales rompent avec les principes d'organisation des syndicats traditionnels, notamment la hiérarchisation syndicale, le monopole syndical et la dépendance à l'égard de l'État et des partis politiques.

4.2.4 Quatrième dimension: la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux

La quatrième dimension des nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine tient à la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux. Cette dimension traite de la participation des syndicats à des réseaux d'alliances élargis à d'autres acteurs sociaux qui débordent des structures traditionnelles et institutionnalisées et ce, à l'échelle régionale ou internationale. Cette dimension sera analysée par le biais de diverses expériences singulières tirées des trois pays d'Amérique Latine à l'étude dans ce mémoire.

4.2.4.1 Le cas du Mexique

Le cas du Mexique regorge d'expériences singulières qui mettent en scène des réseaux d'alliance et de solidarité, particulièrement à l'échelle internationale. Ces exemples illustrent l'importance du soutien mutuel existant entre les syndicats mexicains et les travailleurs des autres pays par rapport aux enjeux liés au travail et à plusieurs autres questions, tel que le logement et l'environnement (Hamilton et Kim, 2004). Étant donné l'abondance des données existantes à ce sujet, le cas du Mexique sera plus développé que les autres cas, afin de bien illustrer l'importance de cette dimension dans cette région. Dans cette section, nous présenterons les cas emblématiques de l'APPO, du FAT, de la CJM et de divers travailleurs et organisations du secteur de l'automobile au Mexique.

L'Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca

À Oaxaca, la coalition de l'APPO est constituée de plus de 380 organisations sociales, politiques, urbaines et rurales, parmi lesquelles des communautés indigènes, des syndicats indépendants, des groupes de paysans, des mouvements de femmes et des associations civiles (Arraitz, 2006).

Le Frente Autentico del Trabajo

Le FAT rassemble divers syndicats, travailleurs agricoles, coopératives de travailleurs et organismes communautaires mexicains.

En 1991, le FAT a joué un rôle crucial dans le processus de formation du RMALC, une coalition réunissant plusieurs syndicats du FAT, des syndicats de diverses universités, des environnementalistes, des groupes de femmes, des universitaires, le NADL, des représentants syndicaux de partis politiques, des organisations paysannes ainsi que d'autres ONG (Hathaway, 2000; Alexander, 1998). Le mandat initial du RMALC consistait à assurer la prise en compte des besoins des travailleurs dans le cadre du processus de négociation de l'ALÉNA (Hathaway, 2000). Le RMALC demeure actif aujourd'hui; il compte plus de 100 groupes mexicains affiliés et procède à l'étude et à l'analyse des impacts de l'ALÉNA sur l'économie nationale et la population (Hathaway, 2000).

En 1993, le FAT a forgé une importante alliance avec le Syndicat uni des travailleurs et travailleuses de l'électricité (*United Electrical Workers – UE*), l'«Alliance d'organisation stratégique», qui vise à construire des liens de solidarité internationaux, en privilégiant le soutien financier, le recrutement syndical et la formation aux syndicats (Alexander, 1998). Cette alliance a permis d'appuyer diverses campagnes de recrutement syndical (Alexander, 1998).

Par exemple, en 1995, le FAT a grandement contribué à la victoire syndicale à AceCo, une fonderie située aux États-Unis mais disposant principalement d'une main-d'œuvre mexicaine (Alexander, 1998). En 1994, un militant syndical du FAT s'est rendu à Milwaukee afin de rencontrer les travailleurs du UE dans le cadre de la campagne de recrutement syndical (Alexander, 1998). Le témoignage de ce militant a souligné le caractère démocratique du UE (par opposition aux syndicats «officiels» mexicains) (Alexander, 1998). Cette intervention a grandement influencé l'appui au syndicat et, en 1995 les travailleurs de AceCo ont formé un syndicat (Alexander, 1998).

L'alliance entre le FAT et le UE privilégie également le partage d'informations et les échanges entre travailleurs (Alexander, 1998). Par exemple, en 1993, une délégation de travailleurs de *General Electric* affiliés au UE a rencontré à Compañia Armadora²⁸ les travailleurs impliqués dans la campagne de recrutement syndical associée au FAT (Alexander et Gilmore, 1995). Dès leur retour aux États-Unis, deux sections locales du UE ont fait parvenir une machine à écrire ainsi que des renseignements au sujet de la santé et la sécurité aux travailleurs mexicains (Alexander et Gilmore, 1995). Une dirigeante syndicale du UE a également écrit à l'administration centrale américaine de *General Electric* pour signaler les infractions au droit du travail décrites par les travailleurs mexicains de *General Electric* et pour exiger que l'entreprise amorce une enquête et entreprenne des mesures correctives (Alexander et Gilmore, 1995).

En 1996, à Juarez, l'Alliance UE/FAT a mis sur pied le Centre des travailleurs CETLAC (Frundt, 2000). Ce centre dispense de la formation aux travailleurs des *maquiladoras* au sujet de divers thèmes, notamment les droits des travailleurs, l'organisation, le soutien juridique et les programmes de santé communautaire (Frundt, 2000).

L'alliance UE/FAT compte ainsi sur divers réseaux de solidarité entre travailleurs et communautés et constitue un excellent exemple de soutien syndical mutuel (Frundt, 2000).

Le FAT travaille aussi en étroite collaboration avec les Métallos canadiens en ce qui concerne divers projets, dont une campagne de solidarité par rapport à la santé et la sécurité

²⁸ Une usine automobile de *General Electric* située au Mexique

et à d'autres enjeux dans des usines mexicaines de Custom Trim (Wells, 1998). Aussi, le FAT et la Confédération des syndicats nationaux du Québec ont établi un partenariat spécialement axé sur l'organisation et l'éducation (Wells, 1998).

La Coalition pour la justice dans les *Maquiladoras*

La CJM permet aux petits groupes qui disposent de ressources limitées d'étendre leurs luttes locales au-delà des frontières et d'exercer des pressions multiples sur les entreprises en vue d'obtenir des «salaires vitaux», de meilleures conditions de travail ainsi que le droit à la négociation collective (Williams, 2002). La diversité des groupes membres de la CJM permet l'accès à une grande variété d'informations cruciales, notamment en ce qui a trait à la propriété et aux obligations des entreprises, aux droits découlant des lois du travail et de l'environnement, à la santé, à la sécurité et aux toxines en milieu de travail (Williams, 2002). Les militants américains, canadiens et mexicains soutiennent les campagnes de diverses façons, notamment au moyen de la collecte d'informations par rapport aux cas et à la diffusion médiatique de ces renseignements (Williams, 2002). La CJM dispose d'un vaste réseau de collaborateurs prompts à intervenir lorsqu'il s'agit de communiquer avec les dirigeants d'entreprises et les représentants du gouvernement au Mexique, aux États-Unis et au Canada (Williams, 2002).

Autres travailleurs et organisations du secteur de l'automobile au Mexique

Le secteur de l'automobile rassemble une multitude d'expériences de solidarités syndicales transfrontalières.

Plusieurs de ces cas reposent sur les rencontres entre les travailleurs. Ainsi, il s'avère difficile pour certains syndicats mexicains, et plus particulièrement ceux des *maquiladoras*, de participer aux rencontres syndicales organisées entre les usines d'une même région (peu

de membres, «contrats de protection», syndicats de boutique) (Babson, 2000). Ces syndicats reçoivent alors parfois l'appui des syndicats américains ou canadiens (Babson, 2000). Par exemple, le Syndicat international des travailleurs unis de l'automobile de l'Est de Détroit a financé le *Réseau international de solidarité des travailleurs* qui envoie sur une base régulière des délégations dans les villes *maquila* et dans les usines d'assemblage du *Big Three* au Mexique (Babson, 2000). À leur retour, ces délégations effectuent des rapports de suivi dans le cadre de rencontres régionales et locales (Babson, 2000). Le *Réseau* a aussi financé des visites à Détroit pour les travailleurs de *maquiladoras*, pour leur permettre de dresser un rapport relatif à leurs efforts d'organisation (Babson, 2000).

D'autres expériences de solidarité syndicale transfrontalière sont fondées sur la formation, dans le but de palier aux lacunes des syndicats du secteur de l'automobile au Mexique sur le plan des compétences et de la formation technique; notons que ces lacunes sont notamment attribuable à l'absence d'un syndicat national dans ce secteur (Babson, 2000). Parmi ces initiatives, mentionnons les groupes tels que le *Réseau de santé et sécurité de Maquiladora*, qui fournissent de la formation sur la reconnaissance et le contrôle des dangers (Babson, 2000). En 2000, le programme de formation de la CJM a organisé des rencontres régionales à Ciudad Juarez, Reynosa, et Nuevo Laredo, au cours desquels les dirigeants syndicaux et les travailleurs locaux ont participé à des ateliers de formation des formateurs dirigés par des membres du Syndicat international des travailleurs unis de l'automobile et des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) (Babson, 2000). L'appui de la CJM ne s'est pas limité à l'enjeu de la sécurité au travail; la CJM a également collaboré avec les fédérations du travail et les syndicats mexicains dans le cadre de la mise sur pied de syndicats indépendants (Hamilton et Kim, 2004). De son côté, le TCA offre aux travailleuses mexicaines un «programme de militance pour femmes» et a élaboré des cours de santé et sécurité qui ont été enseignés par des moniteurs canadiens et mexicains auprès de quatorze syndicats mexicains indépendants (Wells, 1998).

Plusieurs syndicats du secteur de l'automobile au Mexique bénéficient aussi d'un appui transfrontalier lors de conflits du travail. Par exemple, le syndicat mexicain du fournisseur coréen Han Young, établi à Tijuana, a bénéficié de plusieurs démonstrations de solidarité dans le cadre de sa lutte en vue de mettre sur pied un syndicat indépendant et

démocratique (Williams, 2003). En 1997, les militants et les syndicats communautaires américains et canadiens ont soutenu la première grève de ce syndicat indépendant par le biais de diverses actions, y compris un boycottage de Hyundai²⁹, des groupes de protestations et du piquetage dans les halls d'exposition et sur les plates-formes de chargement (Babson, 2000). Les travailleurs de Han Young ont également bénéficié du soutien continu du *Support Committee for Maquiladora Workers*, situé à San Diego, ainsi que de l'appui de la CJM, du UE et du *Campaign for Labor Rights* (La Botz, 2002). Ces mesures de protestation ont suscité un battage médiatique important et ont permis de limiter les mesures de répression syndicale menées par le gouvernement (Babson, 2000). En 1997, les travailleurs de l'usine ITAPSA Echlin, dans l'état de Mexico, ont eux aussi bénéficié du soutien des syndicats américains et canadiens, alors qu'ils tentaient d'établir un syndicat autonome (La Botz, 2002). Dans le cadre de cette lutte, le *Echlin Workers Alliance*, une coalition tri-nationale et multisyndicale associant le TCA, les *Teamsters*, le UNITE!, le Syndicat des travailleurs de l'automobile, le *United Paperworkers*, les Métallurgistes unis d'Amérique (MUA), le FAT, et le UE, a été mise sur pied (La Botz, 2002). La Fédération américaine du travail, le Congrès du travail du Canada, et la UNT ont également collaboré à ce mouvement de solidarité vis-à-vis des travailleurs de Echlin (La Botz, 2002)³⁰. Cette coalition a permis aux syndicats, qui partageaient le même agent négociateur, de discuter et d'échanger des renseignements au sujet des initiatives et des stratégies de l'entreprise, en vue d'accroître les salaires les plus faibles et d'éviter les stratégies de type «diviser pour régner» (Hathaway, 2000).

²⁹ Un client de Han Young

³⁰ Déclaration officielle du Echlin Workers Alliance (Hathaway, 2000):

“We are united in the belief that in this era of global corporation and unrestrained corporate greed, we must seek new and concrete forms of solidarity between workers employed by the same multinational corporatism...As our bosses cross national boundaries in search of ever higher profits, our solidarity must also cross borders to build a strong international workers movement.... We therefore pledge and agree to work the following:

- 1- We will build rank-and-file solidarity between unionized Echlin facilities in North Americas and will offer each mutual aid and support to strengthen our hand at the bargaining table
- 2- We will attempt to organize the thousands of unorganized Echlin workers throughout North America to bring justice to their workplaces and increase our collective strength in the chain.
- 3- We will make a special effort to support Echlin workers in Mexico, who suffer the lowest wages and worst conditions and who face the worst repression when they stand up for their rights”.

Les conseils syndicaux constituent une autre forme de solidarité syndicale transfrontalière. Vers la fin des années 1990, en vue de coordonner leurs efforts à l'échelle continentale, les syndicats du secteur de l'automobile ont mis sur pied l'Alliance des travailleurs de Dana (Babson, 2000). Cette coalition s'est graduellement élargie jusqu'à rassembler tous les syndicats actifs dans les usines de Dana en Amérique du Nord, y compris le TCA, le UE, l'*International Union of Electronics, Electrical, Salaried, Machine and Furniture Workers*, les *Teamsters*, le MUA, les Machinistes et les travailleurs du papier (Babson, 2000). En 1999, afin d'exiger que Dana réembauche des travailleurs mexicains licenciés de façon illégale, ces syndicats ont organisé une mobilisation populaire à Fort Wayne, en Indiana, et ont procédé à la distribution de tracts dans les usines de Dana partout à travers la région (Babson, 2000).

4.2.4.2 Le cas de l'Argentine

Le cas de l'Argentine sera décrit en examinant quatre acteurs représentatifs de la nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux: les travailleurs du secteur du métro, la CTA, et le mouvement des entreprises récupérées.

Les travailleurs du secteur du métro

L'histoire récente des délégués syndicaux du secteur du métro est fondée sur plusieurs rapprochements et manifestations de solidarité avec «d'autres secteurs syndicaux et avec plusieurs mouvement sociaux» (Dallaire, 2009). Par exemple: des stratégies d'action partagées avec d'autres secteurs, comme ceux de la téléphonie ou de la santé, des grèves de solidarité telle que celle effectuée conjointement avec les travailleurs de l'entreprise LAFSA et des activités et des discussions organisées en collaboration avec «plusieurs travailleurs, certaines assemblées de quartier et organisations de chômeurs» en vue de consolider les revendications de l'ensemble des protagonistes (Dallaire, 2009).

La Central de los Trabajadores Argentinos

La CTA a participé de façon officielle à l'ensemble des réunions du Forum social mondial à Porto Alegre, afin de promouvoir une solidarité élargie entre les travailleurs (Cardoso, 2004). Cette centrale a aussi innové en tissant des liens importants avec des représentants des communautés, des ONG et divers mouvements sociaux et syndicaux, y compris les *Piqueteros* (Dallaire, 2009). La CTA représente un symbole majeur de l'intégration des luttes de divers groupes sociaux et de l'articulation de leurs demandes par le biais de luttes et de protestation variées mais coordonnées (Patroni, 2002). On peut penser aux barrages routiers accompagnés de marches et de grèves générales (Patroni, 2002). Cette expérience est d'autant plus intéressante qu'elle révèle certaines opportunités d'interaction et de collaboration entre les syndicats et les chômeurs; elle permet donc de remettre en question l'idée de l'affaiblissement du rôle social des travailleurs actuels (Patroni, 2002).

Le mouvement des entreprises récupérées

Plusieurs entreprises récupérées font partie d'un réseau élargi de solidarité internationale. Ce réseau rassemble plus de 300 entreprises récupérées à l'échelle de l'Amérique Latine, soit en Argentine, au Venezuela, au Brésil et en Uruguay (Trigona, 2006). Il repose sur les principes de soutien et de collaboration mutuelle ainsi que sur les visites visant à partager les expériences (Trigona, 2006). En Argentine, le Mouvement national d'entreprises récupérées (*Movimiento de Empresas recuperadas*) regroupe plus de 40 entreprises gérées par les travailleurs, dont l'hôtel de Bauen, l'usine d'imprimerie Chilavert, l'hôtel Pismanta, l'usine de viande La Foresta, l'atelier de menuiserie Maderera Cordoba et le fabricant de tracteurs Zanella (Trigona, 2006). Ces réseaux visent à briser l'isolement des entreprises récupérées ou en voie de l'être et à leur fournir «une banque de ressources matérielles (prêts, subventions, etc.), organisationnelles (stratégies de lutte, coordination d'actions communes, etc.) et relationnelles (diffusion de l'information, assistance technique et juridique, etc.) pour toutes les étapes de la récupération afin qu'elles puissent survivre,

partager leurs expériences, se consolider et détenir un pouvoir politique dans les revendications faites aux instances publiques (loi nationale d'expropriation, changement dans la loi de faillite, appui financier, etc.)» (Dallaire, 2009).

Les mouvements des travailleurs des entreprises récupérées et des *Piqueteros* entretiennent une étroite relation de solidarité, «collaborent de différentes manières et étendent leurs réseaux bien au-delà des portes de la fabrique» (Zibechi, 2004). Par exemple, au cours de l'occupation de la fabrique de pain Cinco, actuelle coopérative El Aguante, les *piqueteros* et les assemblées de quartier «assurèrent la garde, réalisèrent trois festivals, une marche à travers le quartier (...), une activité le premier mai, des discussions, débats et des activités culturelles» (Zibechi, 2004). De leur côté, une fois ouvertes, les entreprises récupérées embauchent souvent des participants des groupes des *Piqueteros*. La solidarité entre *Piqueteros* et travailleurs des entreprises récupérées se manifeste aussi dans la création d'«espaces communs, surtout dans la distribution et la commercialisation de la production» (Zibechi, 2004). Par exemple, la coopérative La Asamblearia «regroupe la distribution de produits des *Piqueteros*, des assemblées de quartier, de paysans et aussi de certaines usines récupérées» et «promeut la production, distribution, commercialisation et consommation de biens et services autogérés» (Zibechi, 2004). Le marché de Parlemo «commercialise seulement des produits élaborés par les assemblées, les groupes *Piqueteros* et les fabriques récupérées» (Zibechi, 2004). Enfin, «des boulangeries montées par des *piqueteros* fournissent certaines usines alors que les produits de celles-ci sont partagés entre les *piqueteros*» (Zibechi, 2004).

4.2.4.3 Le cas du Brésil

Le cas du Brésil sera analysé en observant trois acteurs représentatifs des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux: les syndicats du secteur de l'automobile, les syndicats de chez Gerdau et le MST.

Les syndicats du secteur de l'automobile

Les syndicats du secteur de l'automobile établissent des réseaux de solidarité qui rassemblent les travailleurs d'entreprises multinationales situés dans divers pays, afin de partager l'information et d'améliorer la coordination de l'action syndicale internationale (Riethof, 2005).

Diverses expériences illustrent la force de ces solidarités transfrontalières. Par exemple, les travailleurs de Volkswagen à Sao Bernardo do Campo, en Allemagne, en Afrique du Sud et au Mexique entretiennent des rapports étroits, fondés sur des visites mutuelles et sur le partage d'informations (Riethof, 2005). En 1999, un comité global des travailleurs de Volkswagen a été mis sur pied, en vue de permettre aux travailleurs des diverses usines de Volkswagen d'être informés et consultés dans le cadre des prises de décision (Riethof, 2005). En 1999, les travailleurs du TCA ont lancé le programme «Ford Exchange», qui rassemble les travailleurs de l'entreprise Ford au Brésil, en Afrique du Sud et au Canada, et qui repose sur les visites des usines et des communautés de ces pays, le partage d'informations stratégiques et la solidarité directe (Anner, 2003). Au cours de la même année, les syndicats de Mercosur se sont alliés en vue d'exercer des pressions sur l'entreprise Volkswagen, ce qui leur a permis d'obtenir une convention collective de base couvrant tous les employés de la région (Anner, 2003). Cette entente a également permis aux syndicats de la nouvelle usine de production modulaire à Resende de coordonner leurs actions avec celles des syndicats plus expérimentés de l'État de Sao Paulo (Anner, 2003).

Un conflit survenu chez Volkswagen en 2001 démontre l'ampleur de l'intégration des stratégies syndicales locales et internationales. Suite à l'annonce, par Volkswagen, du licenciement de 3 075 travailleurs dans des usines de l'État de Sao Paulo, le syndicat a déclenché une grève immédiate et sollicité un soutien politique et communautaire au niveau local (Anner, 2003). Trois jours plus tard, les dirigeants syndicaux se sont rendus à Wolfsburg, en Allemagne, afin de négocier directement avec la direction de Volkswagen (Anner, 2003). Au cours du processus, les travailleurs brésiliens ont bénéficié du support des syndicats allemands (Anner, 2003). Les syndicats brésiliens sont finalement parvenus à

renverser la décision quant au licenciement des travailleurs (Anner, 2003). Au cours de la même année, les dirigeants des syndicats brésiliens de Ford se sont rendus à Détroit en vue de négocier de façon directe avec la direction de Ford, qui cherchait à licencier 2 800 travailleurs de l'usine de Sao Bernardo (Anner, 2003). Cette stratégie a permis au syndicat d'obtenir un gel d'une durée de cinq ans pour ces mises à pied (Anner, 2003).

Une entente établie entre les syndicats de plusieurs entreprises, notamment Mercedes Benz et Volkswagen dans l'État de Sao Paulo, prévoit que les travailleurs refuseront d'effectuer du temps supplémentaire lorsque des travailleurs de la même entreprise seront en grève dans un autre pays (Anner, 2003). Cette stratégie vise essentiellement à empêcher les entreprises de déplacer leur production d'un pays à l'autre (Anner, 2003). Conformément à cette entente, les travailleurs brésiliens de Mercedes ont fait preuve de solidarité envers les travailleurs d'usine en grève située en Afrique du Sud, en refusant d'accomplir du temps supplémentaire pour le compte de l'entreprise (Anner, 2003).

Plusieurs autres expériences illustrent la solidité des liens de solidarité entre les autres syndicats de même entreprise. Ainsi, les syndicats brésiliens et allemands de Mercedes Benz ont entrepris des discussions stratégiques au sujet des attitudes à adopter face à la restructuration de la production (Anner, 2003). Les syndicats allemands se sont rendus au Brésil pour partager leur expérience et pour fournir des conseils en matière de négociation du changement à leurs confrères (ces types d'échanges se sont formalisés en 2000, avec la mise sur pied de l'organisation mondiale du travail Daimler-Chrysler, à l'image du comité global des travailleurs de Volkswagen) (Anner, 2003). Avec le soutien appréciable du TCA, les syndicats de Ford de l'État de Sao Paulo ont appuyé les travailleurs de l'usine de production modulaire Ford à Bahia et leur ont permis de renforcer leur syndicat et d'obtenir de meilleurs salaires (Anner, 2003).

Ces expériences sont emblématiques de la force des solidarités syndicales transfrontalières.

Les syndicats de chez Gerdau

Au cours des dernières années, les syndicats brésiliens de chez Gerdau ont invité les Métallos³¹ à se joindre à leur conseil du travail et leur ont offert de l'aide dans le cadre des négociations avec la gestion de Gerdau. Cette expérience présente un intérêt particulier, en ce qu'elle illustre un mode de soutien *mutuel* entre les syndicats sur une base Nord-Sud, plutôt qu'une aide unidirectionnelle destinée à résoudre les «problèmes» des travailleurs du Sud. Les Métallos enseignent cette initiative de solidarité internationale bilatérale dans le cadre de cours à l'intention des militants syndicaux (Wells, 1998)

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra

De son côté, le MST compte sur le soutien d'un réseau d'alliés importants au sein de la société civile (Église catholique et confessions protestantes traditionnelles; syndicats nationaux (dont la CUT) et syndicats de paysans; ONG progressistes; acteurs des institutions pédagogiques et culturelles au Brésil) et de la société politique (support du PT et d'autres acteurs progressistes) (Carter, 2005).

Le MST participe à des réseaux de solidarité nationale. Il est notamment membre de la coordination nationale Réseau Brésilien pour l'Intégration des Pauvres et de la Coordination latino-américaine d'organisations rurales, en tant que groupe agricole intéressé par les questions agraires et alimentaires (Bonnassies, 2005; Navarro, 2004). Il est aussi affilié à la coalition internationale de paysans *Via Campesina*, qui lui permet d'entretenir des liens avec un réseau d'organisations de petits exploitants agricoles en provenance de 43 pays dont le but principal «est la solidarité et l'unité dans la diversité des organisations de petits agriculteurs, la promotion de relations économiques basées sur l'égalité et la justice sociale, la préservation de la terre, la souveraineté alimentaire et la production agricole durable» (Bonnassies, 2005; Navarro, 2004.).

³¹ La multinationale brésilienne Gerdau Group possède deux aciéries au Canada; le syndicat des Métallos représente les travailleurs canadiens dans ces usines.

Le MST bénéficie également de sources de financement internationales, principalement de la part d'organismes religieux en Europe (Carter, 2005). Il reçoit aussi l'appui de groupes de solidarité situés dans 14 pays européens et nord-américains (Les amis du MST) qui cherchent à sensibiliser les populations à la situation des exploitants agricoles au Brésil, tout en poursuivant la campagne de solidarité politique et de soutien financier au MST (Langevin, 2006, Carter, 2005).

Au sujet de la création de coalition et de la participation à des réseaux de solidarité, Joao Pedro Stedile du MST explique que: «(...) si notre premier objectif est de libérer les paysans des campagnes, nous pensons que cette tâche est impossible si nous ne nous attaquons pas, plus globalement, au néolibéralisme qui marginalise l'agriculture et les économies nationales et au mode de développement capitaliste qui nous rend chaque jour plus dépendant. Nous avons eu cette discussion (..) et nous en sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait nous ouvrir à d'autres mouvements : aux syndicats de salariés, aux mouvements populaires, aux Églises. Il s'agit de construire un mouvement de lutte pour un projet populaire, en identifiant nos adversaires, le capitalisme international, le capitalisme financier, ceux qui ont le monopole des moyens de communication et les grands propriétaires terriens. Contre le néolibéralisme, nous voulons construire une alliance internationale avec les mouvements sociaux, comme les «Marches européennes contre le chômage», les mouvements de sans-papiers ou les zapatistes et les différentes luttes latino-américaines. (...) Cela peut paraître utopique aujourd'hui, mais nous allons vers plus d'unité des mouvements sociaux» (Aguiton, 1999).

4.2.4.4 Synthèse 4

Les diverses expériences singulières présentées pour les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil montrent une tendance à la participation des syndicats à des réseaux élargis de solidarité à d'autres secteurs qui débordent des structures traditionnelles et institutionnalisées et ce, à l'échelle régionale ou internationale. Au niveau régional, les nouvelles stratégies syndicales reposent sur l'établissement d'alliances importantes avec

divers acteurs de la société civile, parmi lesquels des communautés indigènes, des syndicats indépendants, des groupes de paysans, des mouvements de femmes, des associations civiles, des coopératives de travailleurs, des organismes communautaires, des environmentalistes, des universitaires, des ONG, des organisations de chômeurs et des associations de quartier. Au niveau international, les nouvelles stratégies syndicales visent à tisser des liens de solidarité, de soutien et de collaboration mutuels entre les syndicats et les travailleurs des pays extérieurs par rapport à des enjeux liés au travail et à plusieurs autres enjeux. Ces solidarités transfrontalières privilégient le partage d'informations et d'expériences, l'appui dans le cadre de conflits de travail, le soutien financier, le recrutement syndical, la formation aux syndicats et l'amélioration de la coordination de l'action syndicale internationale.

4.2.5 Cinquième dimension: la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie

La cinquième dimension des nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine tient à la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie. Elle traite de l'interaction syndicale au sein de la société civile. Ici, l'objectif syndical consiste à dépasser le rôle limité de prestation de services et d'en arriver à créer et modifier les valeurs sociales en vue de déclencher un véritable changement social (e.g. renforcer la démocratie, la justice sociale et les droits de l'homme). Cette dimension sera analysée à l'aide de diverses expériences singulières tirées des trois cas.

4.2.5.1 Le cas du Mexique

Le cas du Mexique sera illustré à l'aide de deux expériences singulières emblématiques de la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie: l'APPO et le FAT.

L'Asamblea Popular de los Pueblos de Oaxaca

En 2006, à Oaxaca, l'APPO a entrepris une campagne de désobéissance civile et pacifique qui tendait à démontrer la mauvaise gouvernance et l'absence de légitimité de l'État (Jugant, 2006). Selon Jugant, «le mouvement a cessé d'être une lutte traditionnelle de protestations pour devenir un embryon de pouvoir alternatif au travers d'assemblées populaires» (Jugant, 2006).

Le Frente Autentico del Trabajo

Même si la priorité du FAT consiste à organiser les travailleurs en syndicats démocratiques, la mission de transformation sociale de cette organisation dépasse le niveau de l'usine: "a worker-managed society with the direct participation of workers and civil society and a democratic political and economic system whose decisions begin in grassroots organizations – the factory, the cooperative, the peasant organization, the neighborhood, and social organizations – and remain democratic at the local, regional, and national levels" (Hathaway, 2000).

Le FAT a offert son soutien aux travailleurs dans le cadre de plusieurs processus de récupération d'entreprises; en fait, un secteur complet du FAT se consacre aux coopératives de travailleurs, d'agriculteurs, d'épargnants et de consommateurs (Hathaway, 2000).

Plusieurs initiatives du FAT sont liées aux enjeux féministes: à Mexico, le FAT a parrainé diverses activités, tels que des ateliers de cuisine, qui ont permis aux femmes de participer à de vastes discussions au sujet de la santé, de l'estime de soi, des rôles des genre et de l'environnement économique (Hathaway, 2000). À Leon, les femmes du FAT ont mis sur pied le Centre d'organisation et de développement intégral des femmes, qui dispense des conseils juridiques, fournit de la formation par rapport aux enjeux liés à la famille, au travail et à l'éducation des enfants, et appuie la mise sur pied de syndicats, de coopératives, de groupes communautaires urbains ou ruraux, et de groupes d'individus réclamant des services publics ou de logement (Hathaway, 2000). Le syndicat de l'usine Sealed Power à Aguascalientes offre, à chaque mois, un atelier destiné aux femmes et portant sur les problématiques homme-femme, la santé en matière de sexualité et l'estime de soi. (Hathaway, 2000).

Le FAT consacre également des efforts au travail «parasynical», à l'éducation et à l'information des travailleurs et ce, sans égard à leur affiliation syndicale (Hathaway, 2000).

4.2.5.2 Le cas de l'Argentine

Le cas de l'Argentine sera étayé sous le regard de quatre expériences particulières: la CTA, le MTD, les *Piqueteros* et le mouvement des entreprises récupérées.

La Central de los Trabajadores Argentinos

La CTA rompt avec les pratiques syndicales traditionnelles limitées au milieu de travail. Grâce au soutien de la communauté intellectuelle, des professionnels et des enseignants, la CTA a élargi son programme en vue d'y intégrer des enjeux communautaires et des thèmes liés au bien-être local (Cardoso, 2004). Par exemple, la Fédération terre et logement (*Federacion de Tierra, Vivienda y Habitat – FTV*), principale fédération de la

CTA, rassemble des secteurs habituellement exclus des syndicats traditionnels: les paysans sans terre, les Première nations, les habitants des bidonvilles et les associations de quartier (Patroni, 2002). Ces groupes mènent des actions coordonnées par rapport à divers enjeux liés à leurs communautés, notamment le coût et l'accessibilité des services publics nouvellement privatisés (Patroni, 2002).

Devant le contexte de chômage croissant en Argentine, la FTV s'est considérablement impliquée auprès des travailleurs chômeurs et du mouvement des *Piqueteros* (Patroni, 2002). En s'attaquant au problème du chômage, la CTA vise à remédier aux effets dévastateurs du néolibéralisme sur les marchés du travail (Patroni, 2002).

Selon Patroni, le principal objectif économique de la CTA consiste en la redistribution des richesses, dans le cadre d'une vision élargie axée sur un développement durable et équitable en Argentine (Patroni, 2002). La CTA déploie des efforts innovateurs en vue de constituer un nouveau syndicalisme; à ce sujet, Patroni affirme que la CTA «has opened a debate and departed markedly from Peronist union traditions. Its methods show its capacity for innovation and its potential for becoming a pivotal force in constituting new forms of working-class organization» (Patroni, 2004).

Le Movimiento Trabajadores Desocupados

Le MTD a lui aussi mis sur pied diverses structures visant à faire face au chômage et à la pauvreté, telles que des cuisines communautaires fournissant du pain au prix coûtant ou offrant des repas gratuits, des sessions d'éducation populaire et des ateliers d'éducation sexuelle (Trigona, 2002). Certains MTD, comme celui de La Matanza, font «des incursions dans l'éducation avec une école construite par les propres *Piqueteros* où les familles jouent un rôle important dans la définition des contenus et des méthodes pédagogiques» (Zibechi, 2004). Le MTD prend aussi la santé en main, «qu'il aborde selon les critères propres» (Beudet, 2005). Il «cherche à éviter la dépendance au savoir médical et aux médicaments,

chers, difficiles à trouver et aux résultats incertains» (Beaudet, 2005). Ainsi, le MTD de Solano a lancé des groupes de réflexion sur la santé (Beaudet, 2005).

Les Piqueteros

Le mouvement des *Piqueteros* regroupe des chômeurs, des pauvres et des travailleurs aux piètres conditions de travail. Ce mouvement bénéficie de l'appui de certains syndicats, de diverses organisations sociales et étudiantes, ainsi que de la population en général (Bajo, 2002). Les actions des *Piqueteros* sont fondées sur des revendications à caractère social, dont des plans d'aide aux chômeurs et l'amélioration des hôpitaux et des écoles (Guthmann et Tournon, 2006).

Les groupes *Piqueteros* «se tournent progressivement vers le développement d'activités productives et explorent les possibilités de développement d'une nouvelle économie organisée en réseaux sociaux qui dépassent l'économie capitaliste» (Palomino, 2004). Les *Piqueteros* ne produisent pas uniquement des aliments et des produits «mais ils prennent également en main une gamme variée d'aspects de leur vie quotidienne qui étaient, auparavant, assurés par l'État», notamment la santé et l'éducation (les *Piqueteros* ont des postes de santé et amorcent l'ouverture d'écoles) (Zibechi, 2004). Les *Piqueteros* ont aussi mis sur pied des soupes populaires, des garderies, des groupes de construction de logements et de petites entreprises (Ranis, 2004).

Le mouvement des entreprises récupérées

Pour leur part, les travailleurs des entreprises récupérées revendiquent leur appartenance au mouvement social et leur implication dans la vie locale. Marcela Ruarte, présidente de l'hôtel de Bauen, affirme que «grâce à l'autogestion, nous sommes en train de créer des travailleurs solidaires, qui ne pensent pas uniquement au salaire, qui tentent

d'améliorer les conditions sociales, aussi bien culturellement que politiquement» (Guthmann et Tournon, 2006).

Plusieurs entreprises récupérées ont ainsi appuyé des projets communautaires, culturels et sociaux. Par exemple, l'hôtel de Bauen est le «lieu de rencontre et de coordination de toutes les organisations ouvrières argentines, lieu d'organisation, de solidarité permanente et active» (Guthmann et Tournon, 2006). Le Inter-Sindical Clasista, lui, qui regroupe diverses organisations locales de travailleurs (les travailleurs des viaducs, les employés de la santé publique, les enseignants, les travailleurs des télécommunications, les travailleurs des chemins de fer, les organisations de chômeurs), organise régulièrement ses rencontres à l'hôtel de Bauen et a même proposé de monter une école syndicale dans l'hôtel (Trigona, 2006). L'hôtel est également un «lieu d'hôtellerie alternative, de culture aussi, où se succèdent pièces de théâtre, performances de tango, émissions radio. Le Bauen piano bar est également créé, lieu de rencontre de toutes les militances» (Guthmann et Tournon, 2006; Trigona, 2006).

Les entreprises de Zanon et Bauen ont toutes deux organisé des spectacles de rock de grande envergure et des pièces de théâtre ouvertes à tous, en vue de soutenir la communauté.

Les travailleurs de Zanon effectuent également des dons réguliers de carreaux de céramique aux centres culturels et à d'autres organisations communautaires (hôpitaux, écoles, maisons de soins infirmiers, soupes populaires, groupes autochtones, groupes de personnes handicapées, pompiers et Croix rouge de Neuquen) (Zibechi, 2006). En 2004, les travailleurs de Zanon ont construit une clinique de soins d'urgence dans la région voisine de Nueva Espana (Zibechi, 2006). Les travailleurs de Zanon produisent aussi des séries de céramique dédiées aux chômeurs du MTD de Neuquen et à la communauté autochtone Mapuche, deux groupes qui ont soutenu les travailleurs dans leur lutte. De plus, Zanon consulte toujours les organisations de chômeurs et les associations de quartier lorsqu'il est question de recruter de nouveaux employés (les 100 nouveaux postes créés à ce jour sont occupés par des jeunes individus ayant éprouvé des difficultés à s'intégrer au marché du travail) (Zibechi, 2006).

De son côté, l'entreprise Chilavert a construit un centre culturel dans son usine (Trigona, 2006).

Aussi, les entreprises récupérées prêtent leurs installations aux communautés voisines dans le cadre de diverses initiatives, notamment; des cliniques de santé, des expositions d'art, des soirées théâtre et des centres d'apprentissage pour adulte (Ranis, 2005).

Pour leur part, les travailleurs des entreprises récupérées ont pu compter sur l'appui de leurs communautés à plusieurs reprises. Ainsi, en 2003, plus de 5 000 citoyens de Neuquen, y compris des groupes de *Piqueteros*, se sont rassemblés pour défendre les travailleurs de l'usine de Zanon lors d'une tentative d'expulsion (Trigona, 2006). Toujours chez Zanon, en 2004, les membres de la communauté ont encerclé l'usine afin d'entraver les procédures judiciaires entamées par le gouverneur de la province de Neuquen en vue d'emporter et de vendre l'équipement de l'usine (Trigona, 2006; Ranis, 2005; Ranis, 2004). De façon générale, le mouvement des entreprises récupérées a bénéficié d'un solide soutien de pans importants de la population civile argentine, notamment les assemblées populaires, les *piqueteros*, les étudiants, les professeurs, les syndicalistes, les militants associatifs, les artistes, les groupes de défense des droits de la personne et les communautés voisines (Calo et al., 2006; Ranis, 2005).

Enfin, les mouvements des *Piqueteros* et des travailleurs des entreprises collaborent à promouvoir un «commerce juste» et une «consommation solidaire et consciente» (Zibechi, 2006). Comme l'explique Zibechi, «ces nouvelles expériences donnent la priorité à la production et aux critères éthiques et politiques sur la base desquels on produit et on commercialise, et cherchent à réduire la brèche entre producteurs et consommateurs en promouvant les relations de «tête à tête». Ces trois principes qui ouvrent le chemin (production autogérée, consommation responsable et commerce juste) font partie de ladite économie solidaire qui essaie de se construire pour en finir avec la dépendance du marché» (Zibechi, 2004). À titre d'exemple, la coopérative *La Asambleaaria* «regroupe la distribution de produits des *Piqueteros*, des assemblées de quartier, de paysans et aussi de certaines usines récupérées» et «promeut la production, distribution, commercialisation et

consommation de biens et services autogérés, c'est-à-dire qui soient le fruit et la propriété collective des travailleurs» (Zibechi, 2004).

4.2.5.3 Le cas du Brésil

Le cas du Brésil sera décrit en examinant trois expériences singulières emblématiques de la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie: la CUT, le Syndicat des Métallurgistes de la région de ABC et le MST.

La Central Unica dos Trabalhadores

En collaboration avec diverses ONG, la CUT assure la promotion et la mise en œuvre de diverses politiques sociales visant à résoudre certains problèmes socio-économiques (tels que le logement, l'éducation et la création d'emploi) (Riethof, 2004). Elle a élaboré à cet effet une stratégie politique qui intègre les enjeux tels que la citoyenneté, l'éducation, la santé et le logement, et s'adresse à plusieurs couches de la population (Riethof, 2004). Elle cherche à organiser les chômeurs et les retraités (qui sont souvent très jeunes au Brésil) (Riethof, 2004). Elle s'est impliquée dans des manifestations et des luttes contre le racisme et le sexisme ainsi que dans des luttes en faveur de la protection de l'environnement (Riethof, 2004). Elle a aussi intégré ces enjeux aux programmes d'éducation des travailleurs (Riethof, 2004). Enfin, elle s'est impliquée dans la lutte contre le travail des enfants et a mené des campagnes de lutte contre la faim (Paoli et Da Silva Telles, 1998). Au cours des dernières années, la CUT a ainsi élargi les demandes syndicales en leur intégrant des enjeux plus généraux de développement social (tels que les droits de citoyenneté, la démocratisation et le développement économique) et, dans le but de les réaliser, elle s'est assurée un soutien solide de la part d'autres mouvements et organisations sociales (Riethof, 2004).

Le Syndicat des Métallos de la région de ABC

De son côté, le Syndicat des Métallos de la région de ABC a consolidé sa relation avec la communauté de plusieurs façons en réalisant entre autres un projet en collaboration avec le Centre culturel Francisco Solano Trindade et d'autres syndicats de la région de ABC en vue de venir en aide aux enfants et aux familles vivant dans les rues de Sao Bernardo (Zylberstajn, 2004). Le Syndicat a également mis sur pied le programme INTEGRATING à des fins de formation et de recyclage des travailleurs retraités (Zylberstajn, 2004). Il s'est impliqué à la fois auprès du Centre de revenu et d'emploi de Santo André, un service à l'emploi permettant de référer les chômeurs à des emplois offerts par des entreprises de la région et à des programmes de formation, et auprès de certaines associations luttant contre la discrimination envers les femmes (Zylberstajn, 2004). Le Syndicat a également mis sur pied la Coopérative de crédit, responsable de l'octroi de crédit aux travailleurs aux prises avec des difficultés financières, la Coopérative de logement, qui offre un système de financement collectif pour les travailleurs désirant s'acheter une maison, ainsi que le Programme d'alphabétisation des adultes - Brésil (*Movimento de Alfabetização de Adultos*), une ONG qui enseigne la lecture et l'écriture aux adultes et aux jeunes analphabètes et qui vise à éradiquer l'analphabétisme dans la région de ABC (Zylberstajn, 2004).

Le Movimento dos Trabalhadores Rurais sem Terra

L'ampleur des projets réalisés par le MST depuis sa mise sur pied est saisissante: près de 1 300 règlements de réformes agraires pour un total de 350 000 familles, 88 coopératives, 2 000 écoles, puis des programmes d'éducation innovateurs et enfin de nouveaux projets d'agro-écologie (Carter, 2005).

Issu du milieu rural mais ayant progressivement intégré et organisé les travailleurs urbains marginalisés, le MST a permis de renforcer le pouvoir de la société civile (Carter, 2005; Antunes, 2001). Le MST a tissé des liens solides avec les autres mouvements sociaux, tels que les syndicats, les groupes religieux et les mouvements étudiants (Antunes, 2001).

Ensemble, ils ont coordonné de vastes actions sociales, comme l'occupation de terres et les manifestations populaires de grande envergure (Antunes, 2001; Eckstein, 2001).

À plusieurs égards, le MST joue un rôle crucial sur le plan du développement des droits civiques au Brésil (Carter, 2005). D'abord, le concept de «légitimité dans l'occupation de terres improductives», préconisé par le MST, est original et complètement inédit (Gendronneau, 2004). Le MST réalise ainsi «un travail de base sur la prise de conscience et l'acceptation des droits revendiqués par les paysans sans terre» (Gendronneau, 2004). Puis, par le biais de ses mesures sociales et de ses efforts de propagande, le mouvement a défendu les droits fondamentaux de centaines de paysans emprisonnés, abusés et assassinés en raison de leur militantisme en faveur de la réforme agraire (Carter, 2005). En permettant aux individus de se prévaloir de leurs droits politiques, le MST favorise l'intégration de centaines de milliers d'individus démunis et de citoyens brésiliens, traditionnellement marginalisés par le processus politique (Carter, 2005).

De plus, le MST assure la consolidation des bases sociales de la démocratie en améliorant les conditions matérielles et les ressources culturelles de ses membres (par exemple l'accès à des soins de santé, à l'éducation et à des services agricoles d'appoint) (Carter, 2005).

Au cours des dernières années, le MST s'est attaqué, dans le cadre de campagnes nationales, à des enjeux liés à l'intégration et au commerce international (Flynn, 2003). On peut parler de la domination du marché des produits laitiers par des multinationales, des importations de semences génétiquement modifiées, de la dette extérieure du Brésil et des accords de libre-échange internationaux telle que la Zone de libre-échange des Amériques (notamment au sein du Coordonation latino-américaine d'organisations rurales et, au niveau panaméricain, au sein du collectif «ALCA abajo») (Bonnassies, 2005; Flynn, 2003). Comme l'explique Joao Pedro Stedile du MST: «(...) si notre premier objectif est de libérer les paysans des campagnes, nous pensons que cette tâche est impossible si nous ne nous attaquons pas, plus globalement, au néolibéralisme qui marginalise l'agriculture et les économies nationales et au mode de développement capitaliste qui nous rend chaque jour plus dépendant. (...) Il s'agit de construire un mouvement de lutte pour un projet populaire,

en identifiant nos adversaires, le capitalisme international, le capitalisme financier, ceux qui ont le monopole des moyens de communication et les grands propriétaires terriens. Contre le néolibéralisme, nous voulons construire une alliance internationale avec les mouvements sociaux, comme les «Marches européennes contre le chômage», les mouvements de sans-papiers ou les zapatistes et les différentes luttes latino-américaines » (Aguiton, 1999).

Le MST «promeut un développement écologique par l’usage de techniques alternatives de fertilisation du sol, par la préservation des semences indigènes et par le rejet des pesticides nuisibles à l’écosystème» (Houtart, 2003).

De son côté, «l’accès à la santé se fait au travers d’une remise en vigueur de la médication par les plantes (la phytothérapie) produites au sein des installations du MST. Elle réalise donc l’indépendance des paysans par rapport aux multinationales pharmaceutiques» (Houtart, 2003).

En outre, l’éducation des membres représente un des principes fondamentaux du MST. Joao Pedro Stedile affirme «nous faisons d’énormes efforts pour élever le niveau de conscience culturel et politique. Récemment, (...) nous avons lancé une campagne nationale d’alphabétisation dans les zones rurales (...) nous avons un seul mot d’ordre: pour être militant des Sans-terre, il faut toujours être en train d’étudier» (Sampaio, 2007). Le type d’éducation promue par le MST «suit les principes de la pédagogie de la libération, favorisant un apprentissage collectif enraciné dans un contexte politique et suscitant la réflexion et l’attitude critique par rapport aux contenus véhiculés au cours de l’apprentissage» (Houtart, 2003). Selon Zibechi, «que le mouvement social se transforme en un sujet éducatif, et que par conséquent tous ses espaces, ses actions et ses réflexions aient une «intentionnalité pédagogique» me semble être un changement révolutionnaire en ce qui concerne le comment comprendre l’éducation, et aussi comment comprendre le mouvement social» (Zibechi, 2004).

Non seulement les luttes et les réalisations du MST soulignent-elles à la population les problèmes liés à l’injustice sociale et enrichissent-elle le débat public au Brésil, mais elles sont aussi des sources d’inspiration pour plusieurs autres mouvements populaires, tant dans

les régions rurales que parmi les démunis des centres urbains, qui assimilent et reproduisent les stratégies du MST (notamment, les femmes agricultrices, les victimes des barrages hydroélectriques, les petits exploitants agricoles, les sans-abris, et les autres groupes sans-terres) (Carter, 2005). Le projet du MST dépasse ainsi «la volonté individuelle d'obtenir une terre pour s'acheminer vers une vision globale de la société», pour s'inscrire «dans un projet de société plus large, égalitaire, solidaire, démocratique et écologique» (Houtart, 2003).

4.2.5.4 Synthèse 5

Les diverses expériences singulières présentées pour les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil montrent une nouvelle disposition syndicale à l'égard de la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie. Ce faisant, ces stratégies syndicales rompent avec les stratégies syndicales traditionnelles, dont l'objectif se limitait à la prestation de services aux travailleurs sur les lieux du travail. Les nouveaux acteurs syndicaux élargissent leur champ d'action en vue d'y intégrer des enjeux communautaires, sociaux et liés au bien-être, notamment la saine gouvernance, les enjeux féministes, l'environnement, la santé, l'éducation, la création d'emplois, la redistribution de la richesse, la consommation responsable, le développement durable et les droits civiques. Dans le but de réaliser ces objectifs, les nouvelles stratégies syndicales visent à assurer un soutien solide de la part des autres mouvements et organisations sociales. Les nouveaux acteurs syndicaux sont ainsi à même de constituer un embryon de pouvoir alternatif et ce, dans le but de modifier les valeurs sociales en vue de déclencher un véritable changement social.

4.3 Synthèse générale

Le modèle typologique présenté dans ce chapitre nous a permis de reconnaître les divers types de stratégies syndicales en émergence face à la dérégulation du travail dans chacun des pays étudiés: le Mexique, l'Argentine et le Brésil. Les multiples expériences particulières observées dans ces pays se rattachent à l'une ou plusieurs des dimensions de l'action collective suivantes:

- 1) *L'élargissement des campagnes de recrutement syndical*
- 2) *Les nouvelles formes de l'action collective*
 - a) *Les fondements idéologiques des pratiques syndicales*
 - b) *La fonction sociale du syndicalisme*
- 3) *Les structures et les modes de représentation collective*
 - a) *Le degré d'autonomie de l'action syndicale*
 - b) *Le niveau de démocratie syndicale*
- 4) *La nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux*
- 5) *La stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie*

Bien que beaucoup moins présentes dans le cas du Mexique, les diverses expériences singulières présentées pour les cas de l'Argentine et du Brésil ont montré une tendance syndicale à l'élargissement des campagnes de recrutement syndical. Dans plusieurs cas, les acteurs syndicaux ont ainsi procédé à l'élargissement de leur champ de recrutement et de représentation, en vue d'intégrer d'autres groupes sociaux que les travailleurs dits «traditionnels», et à l'adaptation de leurs revendications afin de refléter les nouvelles réalités des travailleurs. L'analyse des diverses expériences singulières a également révélé que plusieurs acteurs syndicaux ont récemment mis en œuvre des stratégies d'action collective non-conventionnelle et innovatrices, qui rompent avec les formes plus traditionnelles de l'action collective en Amérique Latine. Aussi, les diverses expériences singulières présentées dans ce chapitre ont mis en scène des stratégies syndicales fondées sur les principes d'autonomie et de démocratie syndicales. Les structures et les modes de représentation des actions syndicales en émergence contrastent ainsi avec les principes d'organisation des

syndicats traditionnels, notamment la hiérarchisation syndicale, le monopole syndical et la dépendance à l'égard de l'État et des partis politiques. Les diverses expériences singulières montrent également que les nouveaux acteurs syndicaux participent à des réseaux de solidarité élargis à d'autres secteurs qui débordent des structures traditionnelles et institutionnalisées et ce, à l'échelle régionale ou internationale. Au niveau régional, les stratégies syndicales en émergence reposent sur l'établissement d'alliances importantes avec divers acteurs de la société civile. Au niveau international, les nouvelles stratégies syndicales visent à tisser des liens de solidarité, de soutien et de collaboration mutuels entre les syndicats et les travailleurs des pays extérieurs par rapport à des enjeux liés au travail et à plusieurs autres enjeux. Enfin, l'ensemble des expériences singulières présentées dans ce chapitre a témoigné d'une disposition syndicale inédite à l'égard de la stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie, qui se concrétise par un élargissement du champ de l'action syndicale en vue d'intégrer des enjeux communautaires, sociaux et liés au bien-être. Face à l'objectif syndical traditionnel limité à la prestation de services aux travailleurs sur les lieux du travail, les acteurs syndicaux émergents opposent ainsi un nouvel objectif axé sur la modification des valeurs sociales en vue de déclencher un véritable changement social.

Cette analyse permet de relever l'existence d'une rupture entre les stratégies syndicales traditionnelles et les stratégies syndicales émergentes pour chacun des trois cas; cette rupture sera détaillée dans le chapitre de synthèse.

4.4 Schéma récapitulatif: nouvelles stratégies syndicales

Le schéma 4.2, dérivé du schéma d'analyse des tendances «traditionnelles» et «émergentes» en matière de syndicalisme présenté au troisième chapitre (schéma 3.1), permet de récapituler les caractéristiques des nouvelles actions syndicales, en fonction des quatre paramètres clés du syndicalisme dégagés de la revue de la littérature: les objectifs, les stratégies, les structures et le degré d'institutionnalisation. Le schéma associe également à

chaque paramètre diverses expériences singulières emblématiques des nouvelles stratégies syndicales; ces expériences sont tirées des trois cas à l'étude.

Tableau 4.1
Caractéristiques des nouvelles stratégies syndicales

Paramètres	Nouvelles stratégies syndicales	
	Caractéristiques	Expériences singulières tirées des données secondaires
Objectifs	Correction des inégalités sociales, avancement des droits humains et démocratisation (objectifs élargis)	<p><u>Argentine</u></p> <p>CTA - lutte contre les effets néfastes du néolibéralisme sur les marchés du travail (e.g. problème du chômage)</p> <p>Mouvements de <i>Piqueteros</i> et de travailleurs des entreprises récupérées - promotion d'un commerce juste, d'une consommation responsable et d'une production autogérée, en vue de construire une économie solidaire (Zibechi, 2004)</p>
Stratégies	Actions syndicales élargies vers les acteurs non traditionnels	<p><u>Mexique</u></p> <p>APPO - collaboration entre syndicats, communautés indigènes et associations civiles dans le but de démontrer la mauvaise gouvernance de l'État (Jugant, 2006)</p> <p><u>Brésil</u></p> <p>Syndicat des Métallos de la région de ABC de Sao Paulo - mise sur pied de divers projets de soutien social (e.g. aide aux enfants et aux familles pauvres, formation et recyclage des travailleurs retraités, offre de crédit aux travailleurs aux prises avec des difficultés financières) (Zylberstajn, 2004)</p>

Types de structures	Structures éclatées et décentralisées	<p><u>Argentine</u></p> <p>Mouvement des <i>Piqueteros</i> – structure fondée sur les principes d'autonomie et de démocratie directe; processus décisionnel en assemblées et en comités élus (Gendronneau, 2004)</p> <p><u>Brésil</u></p> <p>MST - structure nationale fortement décentralisée et organisation interne axée sur les principes de la démocratie participative</p>
Degré d'institutionnalisation de l'action syndicale	Faible degré d'institutionnalisation (ex-organisations «électrons libres»)	<p><u>Mexique</u></p> <p>UNT – promotion des principes d'autonomie et de démocratie syndicale et action indépendante du contrôle gouvernemental (e.g. prise de position à l'encontre de l'ALÉNA, des politiques néolibérales et des pratiques corporatistes du gouvernement) (Patroni, 1999; Alexander, 1998)</p> <p><u>Argentine</u></p> <p>CTA - action syndicale peu institutionnalisée et indépendante de la CGT, de l'État, des partis politiques et des entreprises (Cardoso, 2004).</p>

CHAPITRE V

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objectif de ce mémoire était avant tout de faire le point sur la nouvelle dynamique des stratégies syndicales en Amérique Latine face au contexte de dérégulation du travail, en examinant de façon plus particulière les cas du Mexique, de l'Argentine et du Brésil. Nous avons soutenu en hypothèse que les acteurs syndicaux latino-américains utilisent des stratégies syndicales atypiques, en rupture avec les stratégies récurrentes des organisations syndicales traditionnelles.

D'abord, l'analyse de l'évolution du syndicalisme latino-américain nous a permis d'établir que le modèle traditionnel des relations État-travail en Amérique Latine a longtemps correspondu à un modèle corporatiste, dont les traits dominants étaient l'autonomisation du droit du travail par rapport au droit civil et la vaste réglementation des problèmes du travail, et dont l'élément central était la proximité politique entre les grandes centrales syndicales et le pouvoir en place dans les États latino-américains. Ainsi, à partir de leurs débuts et jusqu'aux années 1980, les syndicats mexicains, argentins et brésiliens ont surtout agi au sein de la sphère politique en vue d'assurer la sécurité d'emploi et d'améliorer les conditions de travail de leurs membres. De ce modèle ont découlé des stratégies syndicales traditionnelles de nature très modérée, centralisée et proche du pouvoir politique.

Puis, nous avons vu que les années 1980 furent une période d'importants changements politiques et économiques en Amérique Latine. L'«approfondissement du modèle néolibéral par l'entremise des nombreuses réformes structurelles» transformèrent littéralement les pays d'Amérique Latine et dérégulèrent les marchés du travail (Dallaire, 2009). Pour le mouvement syndical latino-américain, les transformations récentes des marchés du travail, notamment la fragmentation du travail, l'explosion du secteur informel, l'augmentation du chômage, l'apparition du sous-emploi, l'instabilité salariale et la précarisation des conditions de vie et de travail constituèrent des obstacles considérables au

recrutement et à la représentation de nouveaux membres, à la production de nouvelles ressources, à la mobilisation et au recours aux stratégies traditionnelles (Anner, 2003; Palomino, 2000). Dans ce contexte de dérégulation du travail, les stratégies traditionnelles privilégiées par les grandes organisations syndicales depuis les années 1920, soit l'action dans le cadre de structures centralisées et en collusion avec l'État et les partis politiques en vue d'obtenir des avantages légaux pour les travailleurs, s'avèrent le plus souvent inefficaces. Notre recherche a ainsi tenté d'expliquer la nécessité, pour les syndicats latino-américains, de s'éloigner des champs d'action traditionnels et d'imaginer de nouvelles stratégies et d'entreprendre de nouvelles pratiques afin de faire face aux contraintes industrielles émergentes.

Ensuite, l'analyse critique de la littérature nous a permis d'examiner les trois perspectives d'analyse majeures liées aux transformations récentes du syndicalisme et de l'action syndicale: d'abord, la crise des stratégies syndicales face à la mondialisation, puis les nouveaux enjeux sociaux et syndicaux de l'action collectives et enfin les alternatives du mouvement syndical face à la caducité des structures traditionnelles et à la crise de représentation. Cette analyse critique nous a également amené à distinguer deux tendances majeures en matière de syndicalisme, soit la tendance syndicale traditionnelle et la tendance syndicale émergente, en fonction de quatre paramètres syndicaux.

Finalement, nous avons présenté un modèle typologique dans le but de reconnaître les divers types de stratégies syndicales en émergence face à la dérégulation du travail dans chacun des pays étudiés: le Mexique, l'Argentine et le Brésil. Les multiples expériences particulières observées dans ces pays se rattachaient à l'une ou plusieurs des dimensions de l'action collective, tirées de l'analyse critique de la littérature, citées ci-dessous:

- 1) ***L'élargissement des campagnes de recrutement syndical***
- 2) ***Les nouvelles formes de l'action collective***
 - a) *Les fondements idéologiques des pratiques syndicales*
 - b) *La fonction sociale du syndicalisme*
- 3) ***Les structures et les modes de représentation collective***
 - a) *Le degré d'autonomie de l'action syndicale*

b) Le niveau de démocratie syndicale

4) La nature des réseaux d'alliance et de solidarité régionaux et internationaux

5) La stratégie de correction des inégalités et de lutte en faveur de la démocratie

Malgré un paysage d'expériences particulières *ad hoc*, souvent hétérogènes et non universelles, car considérées comme à l'avant-garde des expériences syndicales, ce modèle typologique nous a permis de confirmer notre hypothèse de départ, c'est-à-dire de relever l'existence d'une rupture entre les stratégies syndicales traditionnelles et les nouvelles stratégies syndicales en Amérique Latine, et de caractériser les divers types de nouvelles stratégies syndicales en émergence.

En résumé, plusieurs stratégies syndicales en Amérique Latine reposent désormais sur l'élargissement du champ de recrutement et de représentation syndical. Les nouvelles stratégies syndicales visent à organiser la main-d'œuvre dans son ensemble afin de surmonter le défi posé par la fragmentation de la classe ouvrière (Albo et Crow, 2005; Akça, 2001). Pour ce faire, les syndicats cherchent à maintenir et à consolider le processus d'organisation syndicale dans les secteurs de travail traditionnels fortement syndiqués, tels que les secteurs industriel et formel (Cradden et Hall-Jones, 2005). Ils visent également à élargir leurs efforts d'organisation afin d'inclure le grand nombre de travailleurs se trouvant hors du système productif (Cradden et Hall-Jones, 2005). Cette approche implique une ouverture et une intégration au mouvement syndical d'autres groupes sociaux que les travailleurs dits «traditionnels». Ainsi, les organisations syndicales en émergence représentent souvent les chômeurs, les travailleurs temporaires, les travailleurs à temps partiel, les travailleurs autonomes, les travailleurs informels, les groupes *piqueteros*, les travailleurs retraités, les femmes au foyer, les travailleurs de coopératives et les travailleurs des entreprises récupérées (Ranis, 2004). «En plus de résoudre la question de la fragmentation des travailleurs», l'inclusion de différents types de travailleurs aux syndicats permet de «régler en partie le problème de représentativité», car les organisations syndicales augmentent «leur zone d'influence et de protection à l'ensemble des travailleurs» (Dallaire, 2009). Les revendications des organisations syndicales en émergence visent à refléter les besoins hétérogènes de l'ensemble des nouveaux groupes de travailleurs.

Plusieurs des stratégies syndicales en Amérique Latine constituent également de nouvelles expériences qui élargissent le répertoire traditionnel d'actions collectives. Les nouvelles stratégies syndicales se singularisent par une «inventivité dans la mise en œuvre de formes peu institutionnalisées de protestation»; par exemple, certaines de ces pratiques non-conventionnelles sont fondées sur l'organisation de diverses activités innovatrices de mobilisation populaire, d'autres sur la revalorisation de l'éducation populaire, et d'autres encore sur le développement de nouvelles activités productives, y compris des activités de production «sans patrons» (Gendronneau, 2004).

Plusieurs des stratégies syndicales latino-américaines matérialisent une autre singularité en privilégiant une organisation décentralisée basée sur les principes d'autonomie syndicale et de démocratie participative (Gendronneau, 2004). En rupture avec le fonctionnement des structures syndicales traditionnelles, les nouveaux acteurs syndicaux manifestent une défiance explicite devant les phénomènes de centralisation, de hiérarchisation, de monopole syndical et la dépendance à l'égard de l'État et des partis politiques (Gendronneau, 2004).

Aussi, plusieurs stratégies syndicales en Amérique Latine reposent désormais sur la reconnaissance et la construction de nouvelles solidarités et d'alliances solides et élargies à des acteurs jusqu'ici peu sollicités: divers autres mouvements sociaux comme les mouvements autochtones, les ONG, les mouvements environnementalistes, des regroupements de femmes, de paysans, des groupes de défense des droits humains. Ces nouveaux mouvements syndicaux latino-américain multiplient également leurs pratiques transnationales. Ce phénomène se traduit par la constitution de liens de solidarité, de soutien et de collaboration mutuels entre les syndicats et les travailleurs, au-delà des frontières nationales. Dans le contexte global actuel, non seulement la solidarité transfrontalière s'avère-t-elle être une stratégie syndicale essentielle, mais de plus, elle génère souvent des résultats avantageux pour les syndicats. À plusieurs occasions, les stratégies de solidarité transfrontalière ont permis d'accroître le pouvoir de négociation des travailleurs en entraînant un effet paralysant sur les activités des entreprises (Moody, 1997).

Enfin, on assiste à la reconfiguration d'actions collectives qui s'autonomisent de la sphère strictement industrielle et «qui sont davantage ancrées sur l'approfondissement de la

démocratisation et de la dimension citoyenne, sur des revendications à caractère identitaire ou sur la contestation du modèle socioéconomique» (Gendronneau, 2004). Ainsi, contrairement à l'objectif syndical traditionnel, inséré dans le contexte du compromis corporatiste et restreint aux enjeux économiques des travailleurs dans les limites de leur milieu de travail, les nouveaux acteurs syndicaux préconisent des stratégies élargies à l'ensemble des sphères de la vie des travailleurs (Akça, 2001). Le conflit qu'ils soutiennent se place davantage dans la sphère socioculturelle et «leurs revendications portent sur des aspects spécifiques, leur objectif étant d'obtenir des avancées concrètes immédiates pour le bien-être et la qualité de vie des participants» (Gendronneau, 2004).

Les nouvelles luttes syndicales sont liées à l'ensemble des conditions de vie des travailleurs, en ce qui concerne par exemple le logement, la santé, l'éducation, le transport et l'eau potable (Cradden et Hall-Jones, 2005). Elles créent aussi un pont entre les structures du milieu du travail et celles des familles et des communautés (Cradden et Hall-Jones, 2005). De plus en plus d'organisations syndicales s'engagent dans des réseaux locaux et internationaux de justice et de solidarité (Cradden et Hall-Jones, 2005). Les nouveaux acteurs syndicaux dans les pays d'Amérique Latine ne constituent pas seulement de simples groupes d'intérêts, mais jouent désormais un rôle majeur au sein des sociétés civiles en tant que représentants des travailleurs et d'agents de changement social et ce, dans le but de consolider la démocratie, les droits humains et la justice sociale (Cradden et Hall-Jones, 2005). Cet engagement syndical à l'égard d'une action démocratique et sociale, au-delà du milieu du travail, semble essentiel au renouvellement de l'action syndicale dans le cadre du contexte actuel de dérégulation (Cradden et Hall-Jones, 2005).

Au terme de cette analyse, il serait intéressant d'analyser les cas des autres pays de la région latino-américaine afin de déterminer si les stratégies syndicales émergentes au Mexique, en Argentine et au Brésil peuvent être généralisées à l'ensemble du continent. Il serait également important d'approfondir le parallèle existant entre les cas mexicain, argentin et brésilien et ceux des autres pays du Sud, afin de déterminer si des tendances globales sont en voie d'émergence; de telles tendances pourraient permettre de consolider les solidarités syndicales internationales.

Le mouvement syndical en Amérique Latine traverse une transition en plusieurs points comparable à celle vécue par les mouvements syndicaux d'autres régions du monde. L'analyse réalisée dans le cadre de ce mémoire permet d'établir qu'un des enjeux primordiaux pour les syndicats contemporains consiste à maintenir des alliances et à tisser à la fois des liens verticaux, dans la communauté syndicale sectorielle, nationale ou internationale, et des liens horizontaux, avec divers acteurs de la société civile. Les acteurs syndicaux doivent s'assurer de construire un relais entre les stratégies syndicales en émergence au niveau local et le mouvement syndical international. Le partage d'informations, de connaissances et d'expériences pratiques permet de mettre en valeur les modèles syndicaux alternatifs. En ce sens, la mondialisation offre des opportunités d'actions considérables pour le mouvement syndical de renouveler sa légitimité et son efficacité en s'intégrant à un réseau d'alliance internationale. En plus de réfuter l'hypothèse selon laquelle le mouvement syndical contemporain a perdu sa capacité à défendre les intérêts de ses membres dans le cadre du nouveau contexte, cette analyse démontre la réelle pertinence du syndicalisme comme contrepoids face aux politiques néolibérales, et témoigne d'un renouveau syndical.

Bibliographie

- Aguiton, Christophe (1999). «Conférence téléphonique intercontinentale avec Joao Pedro Stedile du MST brésilien, et Leo Gabriel (Autriche)». *Journal l'Humanité*, article paru le 29 décembre. (en ligne):
http://www.humanite.fr/1999-12-29_International_-Conference-telephonique-intercontinentale-avec-Joao-Pedro Consulté le 26 février 2010.
- Alexander, Robin (1998). «The UE-FAT Strategic Organizing Alliance». In. *Confronting Change: Auto Labor and Lean Production in North America*, Nunez, H. J. et S. Babson, Mexico: Benemerita Universidad Autonoma de Puebla.
- Alexander, Robin et Peter Gilmore (1995). «Trade Unionism Across the Border». In. *Free trade and economic restructuring in Latin America: a NACLA reader*, Rosen F. et D. McFadyen, Monthly Review Press.
- Anner, Mark (2003). «Segmented Production, Networked Solidarity : Labor's Responses to Economic Globalization in the Americas». *WSI-Mitteilungen*, vol. 56, pages 560-565.
- Anner, Mark (2002). «Between Economic Nationalism and Transnational Solidarity: Labor Responses to Internationalization and Industrial Restructuring in the Americas». Rapport présenté à l'assemblée annuelle de l'Association américaine des sciences politiques, Boston.
- Anner, Mark (2001). «Labor and Economic Globalization in Eastern Europe and Latin America». *Labor Studies Journal*, vol. 26, pages 22-41.
- Antunes, Ricardo (2001). «Global economic restructuring and the world of labor in Brazil: the challenges to trade unions and social movements». *Geoforum*, vol. 32, pages 449-458.
- Babson, Steve (2000). «Cross-Border Trade with Mexico and the Prospect for Worker Solidarity: the Case of Mexico». *Critical Sociology*, vol. 26, no. 1-2, pages 13-35.
- Bajo, Claudia Sanchez (2002). «Institutionalizing labour throughout Argentina's «second great transformation»». In. *Labour Relations in Development*, Jilberto, A.E.F. et M. Riethof, Routledge.
- Bensusan, Graciela (1998). «L'intégration économique et les relations industrielles en Amérique du Nord : implications pour le Mexique». Chap. in. *L'intégration économique en Amérique du Nord et les relations industrielles*, Les Presses de l'Université Laval.
- Bizberg, Ilan (1999). «Le syndicalisme mexicain face à la mondialisation et à la décomposition du régime politique». *Revue de l'Institut de Recherches Économiques et Sociales*, no. 29, pages 132-164.

- Boito, Armando, Cecena, Ana Esther, Almeyra, Guillermo et Carlos Nelson Coutinho (2007). «Luttes sociales et perspectives politiques en Amérique Latine». *Actuel Marx*, no. 42, pages 10-24.
- Bonnassies, Violaine (2005). «La transnationalisation des mouvements sociaux dans les Amériques et son impact sur la redéfinition du politique : vers une typologie». Cahiers de recherche CEIM, 5-02, Montréal.
- Borzeix, Anni, Desmarez, Pierre et Pierre Tripier (2004). «Introduction. Amérique Latine. Dynamiques productives, syndicalisme, emploi». *Sociologie du travail*, no. 46, pages 5-11.
- Bronstein, Arturo (1997). «Labour law reform in Latin America: Between state protection and flexibility». *International Labour Review*, vol. 136, no. 1, pages 5-26.
- Bronstein, Arturo (1995). «Societal change and industrial relations in Latin America: Trends and prospects». *International Labour Review*, vol. 134, no. 2, pages 163-187.
- Burgess, Katrina (1999). «Loyalty Dilemmas and Market Reforms: Party-Union Alliances under Stress in Mexico, Spain, and Venezuela». *World Politics*, vol. 52, pages 105-134.
- Campero, Guillermo (2002). «Trade union responses to globalization: Chile». In. *Organized labour in the 21st century*, A.V. Jose, Institut international d'études sociales, OIT, Genève.
- Cardoso, Adalberto (2004). «Industrial Relations, Social Dialogue and Employment in Argentina, Brazil and Mexico». Collection des travaux sur la stratégie d'emploi, préparé pour l'OIT dans le cadre des études pour l'Agenda global pour l'emploi.
- Carter, Miguel (2005). «The landless rural workers' movement (MST) and democracy in Brazil». Document de travail no. CBS-60-05, Centre for Brazilian Studies, Université d'Oxford.
- Castells, Manuel (1998). *La société en réseaux*. Éditions Fayard, Paris.
- Chossudovsky, Michel (2003). *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial*. Éditions Écosociété, Montréal.
- Collier, Ruth Berins et David Collier (1991). *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton University Press, Princeton.
- Cook, Maria Lorena (2004). «International Labor Standards and Domestic Labor Advocates: Unions, Labor Reform, and Workers' Rights in Latin America», présenté à la Transnational Labor Contention Conference, Programme sur l'étude des politiques contentieuses, Université de Cornell.

- Cook, Maria Lorena (1998). «Toward Flexible Industrial Relations? Neoliberalism, Democracy, and Labor Reform in Latin America». *Industrial Relations*, vol. 37, no. 3, pages 311-336.
- Costa, Marcia (2006). «Labour Relations and the 1990s' Employment Regimes in Canada and Brazil». *Just Labour: A Canadian Journal of Work and Society*, vol. 9.
- Cox Edwards, Alejandra (1997). «Labor Market Regulation in Latin America: An Overview». In. *Labor Markets in Latin America: Combining Social Protection With Market Flexibility*. Sebastian Edwards, Nora Lustig.
- Dallaire, Nadia (2009). «Évolution du syndicalisme argentin à la lumière des changements sociétaux des années 90 et des fortes traditions syndicales». Mémoire en sociologie, Université du Québec à Montréal.
- De la Garza Toledo, Enrique, Melgoza, Javier et Marcia Campillo (1999). «Unions, Corporatism and the Industrial Relations System in Mexico». Chap. in. *The State and Globalization: Comparative Studies of Labour and Capital in National Economies*. Mansell Publishing.
- Dinerstein, Ana C. (2003). «A Silent Revolution: the Unemployed Workers Movement in Argentina and the New Internationalism». *Labour Capital and Society*, vol. 34, no. 2, pages 166-183.
- Dinerstein, Ana C. (2001). «Roadblocks in Argentina». *Capital and Class*, no. 74, pages 1-7.
- Dubb, Steve (1999). *Logics of Resistance: Globalization and Telephone Unionism in Mexico and British Columbia*. New York, Garland Publishing.
- Eckstein, Susan (2001). «Where Have All the Movements Gone? Latin American Social Movements at the New Millennium». Chap. in. *Power and Popular Protest: Latin American Social Movements*. Berkeley University of California Press.
- Epstein, Edward (2003). «The Piquetero Movement of Greater Buenos Aires: Working Class Protest During the Current Argentine Crisis». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, vol. 28, no. 55, pages 11-36.
- Frundt, Henry (2000). «Models of Cross-Border Organizing in Maquila Industries». *Critical Sociology*, vol. 26, no. 1-2, pages 36-55.
- Gagnon, Mona-Josée et Karen Lang (2009). «Brazilian Trade Unions: In (In)Voluntary Confinement of the Corporatist Past». *Relations industrielles*, vol. 64, n. 2, pages 250-269.

- Gagnon, Mona-Josée et Karen Lang (2008). «Un syndicalisme aux prises avec ses contradictions», *Chroniques internationales* de l'IRES, no. 110. (en ligne): <http://www.ires-fr.org/IMG/File/Bresil.pdf> (Consulté le 26 février 2010)
- Gagnon, Mona-Josée (1991). «Le syndicalisme: du mode d'appréhension à l'objet sociologique». *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no. 2, pages 79-95.
- Gallin, Dan (2003). «Syndicalisme: le retour». *Choisir*, avril. (en ligne): http://www.globallabour.info/fr/2008/04/syndicalisme_le_retour_par_dan.html Consulté le 26 février 2010.
- Garcia, Arnulfo Arteaga et Everardo Fimbres Ocana (2006). «Mexico's National Council of Metalworkers: From Disjointed Efforts to Unified Action?». *Industrial Relations*, vol. 61, no. 2.
- Hamilton, Nora et Sunhyuk Kim (2004). «Democratization, Economic Liberalization, and Labor Politics: Mexico and Korea». *Comparative Sociology*, vol. 3, no. 1, pages 67-91.
- Hart-Landsberg (2002). «Challenging Neoliberal Myths: A Critical Look at the Mexican Experience». *Monthly Review*, vol.54, no.7, pages 14-27.
- Hathaway, Dale (2000). «The FAT as a Social Movement et Confronting NAFTA and the Global Economy». Chap. in. *Allies Across the Border: Mexico's Authentic Labor Front and Global Solidarity*, South End.
- Jose, A.V. (1999). «The future of the labour movement: some observations on developing countries». Discussion Paper Studies, Institut international d'études sociales.
- Kamel, Rachael et Anya Hoffman (1998). *The Maquiladora Reader: Cross-Border organizing since NAFTA*. Philadelphia, American Friends Service Committee.
- Koonings, Kees, Kruijt, Dirk et Frits Wils (1995). «The Very Long March of History». Chap. in. *Globalization and Third World Trade Unions: The Challenge of Rapid Economic Change*, Zed Books.
- La Botz, Dan (2002). «Reform, Resistance and Rebellion Among Mexican Workers». *Borderlines*, vol. 6, no. 7, pages 1-4. (en ligne): <http://americas.irc-online.org/borderlines/PDFs/bl48.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Lambert, Rob et Eddie Webster (2001). «Southern Unionism and the New Labour Internationalism». *Antipode*, vol. 33, no. 3, pages 337-362.
- Le Queux, Stéphane (2002). «Les jeunes et le syndicalisme: notes de recherche en Australie et pistes de réflexions». In. *Repenser les institutions pour le travail et l'emploi. Sélection de textes du XXXVIIe congrès de l'ACRI*, Murray, G., Bernier, C. et D. Harrison, Québec.

- Lévesque, Christian (2003). «La mondialisation et le pouvoir des syndicats locaux: le cas de l'industrie automobile au Mexique». *Relations industrielles*, vol. 58., no. 1, pages 60-84.
- Marshall, Adriana (2004). «Labour Market Policies and Regulations in Argentina, Brazil and Mexico: Programmes and Impacts». Travaux sur la stratégie d'emploi, 2004-13, Organisation internationale du travail. (en ligne): http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2004/104B09_277_engl.pdf Consulté le 5 mars 2010.
- Merklen, Denis (2002). «Le quartier et la barricade. Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine». *L'homme et la société*, 143-144, pages 143-164.
- Middlebrook, Kevin J. (1995). *The Paradox of Revolution: Labor, the State, and Authoritarianism in Mexico*. The John Hopkins University Press, Baltimore.
- Moody, Kim (1997). «Towards an International Social-Movement Unionism». *New Left Review*, no. 225, pages 52-72. (en ligne): <http://www.newleftreview.org/?view=1920> Consulté le 4 mars 2010.
- Mouterde, Pierre (2002). «Le Brésil...dans la mire des élections». *Relations*, septembre 2002, no. 679, pages 26-27. (en ligne): http://www.revuere relations.qc.ca/relations/archives/themes/textes/pol_internationale/poli_in_mout_0209.htm Consulté le 26 février 2010.
- Munck, Ronaldo (1999). «Labour Dilemmas and Labour Futures». In *Labour Worldwide in the Era of Globalization: Alternative Union Models in the New World Order*, Munck, R. et P. Waterman, St-Martin's Press.
- Murillo, Victoria M. (2000). «From Populism to Neoliberalism: Labor Unions and Market Reforms in Latin America». *World Politics*, vol. 52, no. 2, pages 135-174.
- Murray, Gregor et Jeremy Waddington (2005). «Innovations pour un renouvellement syndical». *Transfer*, 11 (4), pages 496-502.
- Neveu, Éric (2003). *Sociologie des mouvements sociaux*. La Découverte, Paris.
- O'Connell, Lesley (1999). «Collective Bargaining Systems in 6 Latin American Countries: Degrees of Autonomy and Decentralization. Argentina, Brazil, Chile, Mexico, Peru, and Uruguay». Banque interaméricaine de développement, Bureau de l'économiste en chef, Document de travail #399, Washington, D.C.
- Palomino, Héctor (2000). «Unions and Civil Society in Contemporary Argentina. Civil Society and Democratic Governance in the Andes and the Southern Cone». Projet régional comparatif, Fondation Ford.

- Paoli, Mario Celia et Vera Da Silva Telles (1998). «Social Rights: Conflicts and Negotiations in Contemporary Brazil». Chap. in. *Cultures of Politics, Politics of Cultures: Re-visioning Latin American Social Movements*, Sonia E. Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar, Westview.
- Patroni, Viviana (2004). «Labour's Current Organizational Struggles in Argentina: Towards a New Beginning?». Chap. in. *Challenging the Market: The Struggle to Regulate Work and Income*, Standford, J. et L. F. Vosko, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press.
- Patroni, Viviana (2002). «Structural Reforms and the Labour Movement in Argentina». *Labour, Capital and Society*, vol. 35, no. 2, pages 252-280.
- Patroni, Viviana (2001). «The Decline and Fall of Corporatism? Labour Legislation Reform in Mexico and Argentina during the 1990s». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 34, no. 2, pages 249-274.
- Patroni, Viviana (1998). «The Politics of Labour Legislation Reform in Mexico», *Capital & Class*, no. 65, pages 107-132.
- Ranis, Peter (2005). «Argentina's Worker-Occupied Factories and Enterprises». *Socialism and Democracy*, vol. 19, no. 3, pages 95-113.
- Ranis, Peter (2004). «Rebellion, Class, and Labor in Argentine Society». *WorkingUSA*, vol. 7, no. 4, pages 8-35.
- Ranis, Peter (1995). «Class, Democracy, and Labor in Contemporary Argentina. Nouveau Brunswick, Transaction Publishers.
- Reynoso Castillo, Carlos (2000). «Les droits collectifs du travail en Amérique Latine et au Mexique». *Relations industrielles*, vol. 55, no. 1, pages 59-79.
- Riethof, Marieke (2005). «Innovations in Trade Union Strategies in Brazil». In. *Global Encounters, International Political Economy, Development and Globalization*, Graham Harrison, Palgrave, MacMillan.
- Riethof, Marieke (2004). «Changing Strategies of the Brazilian Labor Movement : From Opposition to Participation». *Latin American Perspectives*, 31 (6), pages 31-47.
- Riethof, Marieke (2002). «Responses and Strategies of the Brazilian Labor Movement Towards Economic Restructuring». Thèse présentée dans le cadre de la Convention annuelle de l'Association des études internationale, Nouvelle Orléans.
- Soussi, Sid Ahmed, Bellemare, Guy, et Sara Verret (2005). «Les syndicalismes africains à la croisée des chemins», co-publication CRDC-CEREST.

- Thomas, Henk (1995). *Globalization and Third World Trade Unions: The Challenge of Rapid Economic Change*, Zed Books.
- Vallée, Alain (2001). «Interaction entre le mouvement syndical et la stratégie d'industrialisation par substitution aux importations : le cas du Brésil (1930-1968)». Mémoire, Université du Québec à Hull, Relations industrielles.
- Webster, Edward et Sakhela Buhlungu (2004). «Between Marginalisation & Revitalisation? The State of Trade Unionism in South Africa». *Review of African Political Economy*, no. 100, pages 39-56.
- Wells, Don (1998). «Building Transnational Coordinative Unionism». In. *Confronting Change: Auto Labor and Lean Production in North America*, H. Juarez Nunez et S. Babson, Benemerita Universidad Autonoma de Puebla.
- Williams, Heather L. (2003). «Of Labor Tragedy and Legal Farce: The Han Young Factory Struggle in Tijuana, Mexico». *Social Science History*, vol. 27, no. 4, pages 525-550.
- Williams, Heather (2002). «Lessons from the Labor Front: The Coalition for Justice in the Maquiladoras». In. *Cross-Border Dialogues: U.S.-Mexico Social Movement Networking*, D. Brooks et J. Fox, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California.

Références électroniques

- Akça, Ismet (2001). «Globalization, State and Labor: Towards a Social Movement Unionism». Document préparé en vue de la Convention annuelle de l'Association des études internationales, Chicago 21-24 février. (en ligne):
<http://isanet.ccit.arizona.edu/archive/akca.html> Consulté le 4 mars 2010.
- Albo, Gregory et Dan Crow (2005). «Under Pressure: The Impasses of North American Labour Movement». Présenté à la conférence "NAFTA and the Future of North America: Trilateral Perspectives on Governance, Economic Development and Labour". Université de Toronto, 7 février. (en ligne):
<http://www.wilsoncenter.org/events/docs/Future%20of%20NAFTA%20-%20Albo%20&%20Crow%20Paper.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Arraitz, Nicolas (2006). «Oaxaca insurgée – le Sud mexicain se met en commune». *CQFD*, no. 37, septembre. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1931> Consulté le 26 février 2010.

- Beaudet, Pierre (2005). «Réanimation du mouvement social au Mexique». *Alternatives*, septembre. (en ligne):
<http://www.alternatives.ca/fra/journal-alternatives/publications/archives/2005/volume-12-no-01/article/reanimation-du-mouvement-social-au?lang=fr> Consulté le 26 février 2010.
- Bradford DeLong, James (2010). «The Semi-Daily Journal of Economist J. Bradford DeLong» (en ligne):
<http://delong.typepad.com/> Consulté le 20 avril 2010.
- Calo, Federico, Pévrièr, Caroline et Lilia Theurier (2006). «Autogestion: la récupération d'entreprises en Argentine». *Almas Latina*, mars. (en ligne)
<http://www.elcorreo.eu.org/?Autogestion-La-recuperation-d> Consulté le 26 février 2010.
- Collusi, Marcelo (2004). «Les maquilas en Amérique Latine». *Argenpress*, juillet. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1052> Consulté le 26 février 2010.
- Cradden, Connor et Peter Hall-Jones (2005). «Trade Union Reform – Change is the Only Constant». Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail. (en ligne):
http://www.crimt.org/2eSite_renouveau/Vendredi_PDF/Cradden_Hall_Jones.pdf
 Consulté le 4 mars 2010.
- Eckstein, Susan (2004). «Globalization and mobilization in the neoliberal era in Latin America». Débat Globalization and Social Movements in Latin America, Institut international de l'histoire sociale. (en ligne):
<http://www.iisg.nl/labouragain/documents/eckstein.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Enlace et SINTTIM (2005). «Cross-Border Campaign Wins Maquila Union Demands». *Citizen Action in the Americas Series*, no. 16, Americas Program, International Relations Center. (en ligne):
<http://americas.irc-online.org/am/813> Consulté le 26 février 2010.
- Flynn, Matthew (2003). «Brazil's Landless Workers Movement». *Citizen Action in the Americas Series*, no. 6, Interhemispheric Resource Center. (en ligne):
<http://americas.irc-online.org/pdf/series/06.mst.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Gendronneau, Aline (2004). «Assemblées de quartiers et mouvement piquetero dans l'Argentine de l'après 2001: quelle place au sein des mouvements sociaux contemporains d'Amérique Latine?» Mémoire de recherche, sous la direction de Richard Marin, Institut d'Études Politiques de Toulouse. (en ligne):
<http://www.sciencespo-toulouse.fr/IMG/pdf/gendronneau.pdf> Consulté le 26 février 2010.

- Guthmann, Claudio et Geneveva Tournon (2006). «Le phénomène des entreprises récupérées par leurs anciens employés en Argentine». Cellule de recherche interdisciplinaire en droits de l'homme, Université catholique de Louvain, document de travail 2006/04. (en ligne):
<http://cridho.cpd.r.ucl.ac.be/documents/Working.Papers/CRIDHO.WP.2006.041.pdf>
 Consulté le 26 février 2010.
- Hennebert Faulkner, Marc-Antonin (2003). «Les stratégies syndicales à l'égard des changements en milieu de travail: quatre études de cas dans l'industrie mexicaine de fabrication de pièces automobiles». Mémoire de maîtrise, École des Hautes Études Commerciales de Montréal. (en ligne):
http://www.irec.net/upload/File/memoires_et_theses/384.pdf Consulté le 26 février 2010.
- Houtart, François (2003). «Mondialisation des Résistances 2002 – L'Amérique Latine». Site Web *Le répertoire des mouvements sociaux*. (en ligne):
www.social-movements.org/fr/?from=9 Consulté le 26 février 2010.
- Husson, Michel (2006). «Syndicalisme mexicain : la lente sortie du corporatisme». *La Gauche*, 8 novembre. (en ligne):
<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article1512> Consulté le 26 février 2010.
- Jugant, Gérald (2006). «Mexique: situation dans l'État d'Oaxaca». *Le Grand Soir*, septembre. (en ligne):
<http://www.legrandsoir.info/article4149.html> Consulté le 26 février 2010.
- Katz, Claudio (2004). «Au-delà du néolibéralisme». *Contretemps*, no. 10, avril. (en ligne):
<http://lahaine.org/katz/b2-img/Au.doc> Consulté le 26 février 2010.
- Katz, Claudio (2001). «Les nouvelles turbulences d'une économie malmenée par l'impérialisme». *Inprecor*, no. 457, avril. (en ligne):
<http://lahaine.org/katz/b2-img/Les%20nouvelles%20turbulences%20d.doc> Consulté le 26 février 2010.
- Langevin, Mark (2006). «Bringing Civil Society into U.S.-Brazil Relations». Americas Program Citizen Action Focus, International Relations Center. (en ligne):
<http://americas.irc-online.org/am/3106> Consulté le 26 février 2010.
- Lucita, Eduardo (2006). «Entreprises sous gestion ouvrière: le succès et ses dangers». Correspondencia de Prensa – Bulletin d'information. *Réseau solidaire de la Gauche radicale*, Année II, no. 9228, janvier. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1611> Consulté le 26 février 2010.
- Martinez, Josefina (2002). «Argentine: l'expérience des usines occupées et le contrôle ouvrier». Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique Latine. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article56> Consulté le 26 février 2010.

- Meyer, Adriana (2003). «Argentine : «Nous produisons d'ores et déjà sans risque de faillite». *Pagina 12*, Argentine, 8 décembre. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article803> Consulté le 26 février 2010.
- Moro, Alfonso (2007). «Mexique: en attente du miracle économique». *Pueblos*, juin. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article2286> Consulté le 26 février 2010.
- Navarro, Luis Hernandez (2004). «Via Campesina : une histoire de survivants». *La Jornada*, 15 juin. (en ligne):
http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1018 Consulté le 26 février 2010.
- Palomino, Héctor (2004). «Les mouvements sociaux dans l'Argentine d'aujourd'hui». *Herramienta*, septembre. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1207> Consulté le 26 février 2010.
- Pérez, Benito (2005). «Remède à la crise, l'entreprise sans patron fleurit en Argentine». *Le Courrier*, Genève, 8 octobre. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1491> Consulté le 26 février 2010.
- Riethof, Marieke (2004). «Crisis of Trade Unionism in Latin America? A Comment». Débat *Crisis en el Sindicalismo en America Latina?*, Institut international de l'histoire sociale. (en ligne):
<http://www.iisg.nl/labouragain/documents/riethof.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Rodrigues, Iram Jacome (2005). «Crisis of Unionism in Latin America? Aspects of the Brazilian Experience», Université de Sao Paulo. (en ligne):
<http://www.iisg.nl/labouragain/documents/rodrigues.pdf> Consulté le 26 février 2010.
- Sampaio, Fernando (2007). «Brésil: un nouveau modèle de réforme agraire». *Tribuna da Imprensa*, juillet. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article2207> Consulté le 26 février 2010.
- Trigona, Marie (2006). «Recuperated Enterprises in Argentina : Reversing the Logic of Capitalism». *Citizen Action in the Americas Series*, no. 19, Americas Program, International Relations Center. (en ligne):
<http://americas.irc-online.org/amcit/3158> Consulté le 26 février 2010.
- Trigona, Marie (2002). «Argentine Social Movements : Taking Matters into their own hands». Americas Program of the Interhemispheric Resource Center. (en ligne):
<http://americas.irc-online.org/am/1679> Consulté le 26 février 2010.
- Werner, Ruth et Facundo Aguirre (2002). «Argentine: les travailleurs et le pouvoir». Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique Latine. (en ligne):
<http://www.legrandsoir.info/Argentine-les-travailleurs-et-le-pouvoir-par-Ruth-Werner-et.html> Consulté le 26 février 2010.

- Zibeche, Raul (2006). «Another World is Possible : The Ceramics of Zanon». Americas Citizen Action Focus, International Relations Center. (en ligne):
<http://www.globalpolitician.com/21574-argentina-south-america> Consulté le 26 février 2010.
- Zibeche, Raul (2004). «Des zapatistes mexicains aux piqueteros argentins». *Revue Rebeldia*, décembre. (en ligne):
<http://alainet.org/active/7373&lang=es> Consulté le 26 février 2010.
- Zibeche, Raul (2004). «Les mouvements sociaux comme espaces éducatifs». Intervention réalisée au Congrès international de sociologie de l'éducation, Buenos Aires, 25-28 août. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1404> Consulté le 26 février 2010.
- Zibeche, Raul (2004). «Fabriques récupérées : de la survie à l'économie solidaire». IRC Programa de las Americas, série *Accion Ciudadana en las América*, no. 12, juillet. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1360> Consulté le 26 février 2010.
- Zibeche, Raul (2004). «Les mouvements sociaux, laboratoires des «autres mondes possibles». *La Fogota*, juillet. (en ligne):
<http://risal.collectifs.net/spip.php?article1296> Consulté le 26 février 2010.
- Zibeche, Raul (2004). «Sortir graduellement du néolibéralisme?». *Argenpress*, avril. (en ligne):
<http://alainet.org/active/7387&lang=es> Consulté le 26 février 2010.

Sites des organisations

- Banque interaméricaine de développement (en ligne):
<http://www.iadb.org/?lang=fr> Consulté le 5 mars 2010.
- Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (en ligne):
<http://www.eclac.org/default.asp?idioma=FR> Consulté le 5 mars 2010.
- Organisation internationale du travail (en ligne):
<http://www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm> Consulté le 5 mars 2010.